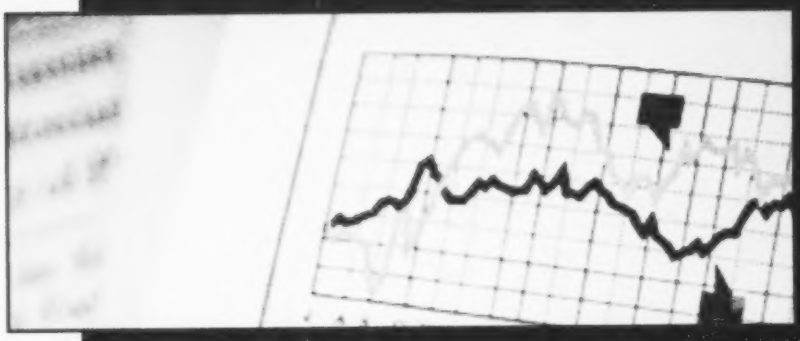
Statistiques

correctionnelles du Québec



2000 • 2001

Québec

103-02872/

Statistiques correctionnelles du Québec 2000-2001

Ministère de la sécurité publique

Direction générale des services correctionnels

Analyse, réalisation et montage : Gildas Kleim, statisticien à l'Infocentre correctionnel
Robert Langlois, responsable de l'Infocentre correctionnel
Direction des programmes et du soutien au réseau

Collaboration aux données :

Serge Carbonneau	Direction des programmes et du soutien au réseau
Michel Faucher	Direction des programmes et du soutien au réseau
Gilles Harvey	Direction des technologies de l'information et des acquisitions
Gilles Morissette	Direction des programmes et du soutien au réseau
Michel Perreault	Direction des programmes et du soutien au réseau
Yvon Pelletier	Direction des programmes et du soutien au réseau
Hélène Voyer	Direction de l'administration
Jean-Claude Roy	Direction de l'administration
Chantale Tremblay	Direction de l'administration
André Trottier	Direction de l'administration

Sous la direction de
Marie-Claude Gilles, responsable du service des programmes
Carole Michel, directrice des programmes et du soutien au réseau
Direction générale des services correctionnels
Ministère de la Sécurité publique

Pour obtenir une copie du présent rapport s'adresser à :
Infocentre correctionnel
2525, boul. Laurier, tour du Saint-Laurent, 11e étage
Sainte-Foy (Québec) G1V 2L2
Téléphone : (418) 644-9322

Dépôt légal – 2003
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-550-39896-3
ISSN 0714-455

Préambule

Vous découvrirez dans les pages suivantes les statistiques officielles de la Direction générale des services correctionnels (DGSC) pour 2000-2001. Ce rapport présente les données du 1er avril 2000 au 31 mars 2001.

La Direction générale des services correctionnels a entrepris en 1995-1996 la réforme de son organisation à partir d'un certain nombre de constats sur l'ensemble du système pénal et en tenant compte de l'évolution de l'environnement gouvernemental, social et pénal. Cette réforme a entraîné non seulement une révision de ses processus mais également des changements à la structure organisationnelle en 1995, en 1998 et en 2000.

La DGSC est sous la responsabilité d'un sous-ministre associé, qui est dorénavant secondé dans ses responsabilités par douze directeurs régionaux. La structure des directions régionales est composée de quatre types d'unité de service : la Direction des services en détention (DSD), la Direction des services administratifs (DSA), la Direction de l'évaluation et des services en milieu ouvert (DESMO) et les services de liaison correctionnelle. De plus, le sous-ministre associé est soutenu et conseillé par trois unités administratives distinctes : le Bureau du sous-ministre associé, la Direction de l'administration et la Direction des programmes et du soutien au réseau.

Le rapport « Statistiques correctionnelles du Québec 2000-2001 » comprend les mêmes renseignements que l'édition précédente avec, dans les premières pages de chacune des sections, une analyse des tableaux et graphiques correspondants. Les statistiques régionales sont basées sur la nouvelle structure administrative de la Direction générale des services correctionnels du Québec, c'est-à-dire celle qui a été implantée en août 2000.

Table des matières

Préambule 3

Tables des matières 4

CHAPITRE 1 **LE CADRE GÉNÉRAL** 5
1.1 – Le contexte démographique
1.2 – Le contexte économique
1.3 – Le contexte criminel

CHAPITRE 2 **LES PERSONNES CONTREVENANTES** 19
2.1 – Les caractéristiques sociales des personnes contrevenantes
2.2 – Les caractéristiques criminelles des personnes contrevenantes

CHAPITRE 3 **LE MILIEU FERMÉ** 27
3.1 – La capacité des établissements de détention
3.2 – Les admissions
3.3 – Les libérations
3.4 – Les personnes inscrites et présentes
3.5 – Les personnes condamnées
3.6 – Les séjours
3.7 – Les comparutions et les transferts
3.8 – Les absences temporaires

CHAPITRE 4 **LE MILIEU OUVERT** 81
4.1 – Les activités d'évaluation
4.2 – Les activités d'intervention
4.3 – Les ressources d'hébergement communautaire et spécialisées

CHAPITRE 5 **LES RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES** 99
5.1 – Les ressources humaines
5.2 – Les ressources financières

Lexique 107

Chapitre 1

Le cadre général

Toute organisation a avantage à connaître et à comprendre l'environnement dans lequel elle évolue. Ce chapitre fournit des statistiques générales sur cet environnement selon trois aspects qui influent sur la société et sur la Direction générale des services correctionnels (DGSC) en particulier, soit : la démographie, l'économie et la criminalité. Chacun de ces domaines, à sa façon et dans une proportion qui lui est propre, a un effet sur la demande de services adressée à la DGSC.

1.1 - Le contexte démographique

Le Canada
Selon les estimations présentées au tableau 1.1.1, la population canadienne augmente. Elle est passée de 29,7 millions en 1996 à 30,8 millions en 2000, soit une augmentation de 3,7 % en 5 ans. De toutes les provinces, c'est en Alberta que la hausse a été la plus importante, la population passant de 2,8 à 3 millions, soit une augmentation de 8,2 %. Pour la même période, Terre-Neuve, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ont connu des baisses de leur population de - 4,2 %, - 4,1% et - 2,2% respectivement.

Le Québec
Pour sa part, le Québec connaît une augmentation relativement constante. En 1996, selon les estimations de Statistique Canada, la population totale de la province était de 7,3 millions de personnes. Elle atteignait 7,4 millions en 2000, soit une augmentation de 1,4 %. Cette hausse place le Québec en-dessous de l'augmentation canadienne, au 5^{e} rang des provinces et territoires dont la population a le plus augmenté, derrière l'Alberta, le Nunavut, l'Ontario et la Colombie-Britannique.

Le vieillissement de la population
Les estimations de la population du Québec par l'Institut de la statistique du Québec font ressortir certains phénomènes que l'on constate aussi dans d'autres pays industrialisés. Ainsi, on observe une augmentation de la population des 20 ans ou plus accompagnée d'une diminution de celle des moins de 20 ans. Ces tendances sont attribuables conjointement à l'allongement de la durée de la vie et à la baisse de la natalité. Il en résulte un vieillissement global de la population et, à plus ou moins long terme, une probable diminution de la clientèle potentielle des services correctionnels dans la mesure où celle-ci est composée majoritairement de personnes âgées entre 18 et 35 ans.

Les régions correctionnelles
À l'intérieur du Québec, l'évolution de la population varie d'une région à l'autre. Ainsi, l'Ouest (Outaouais, Montérégie Estrie, Laval-Lanaudière et région de Montréal) a vu sa population augmenter depuis 1996, tandis que l'Est (à l'exception de la Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches) et l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec l'ont vu diminuer.

Tableau 1.1.1

Estimation de l'évolution de la population totale du Canada selon la province (en milliers de personnes)

	1996	1997	1998	1999	2000
Terre-Neuve	560,6	554,1	545,3	540,7	537,2
Île-du-Prince-Édouard	136,2	136,9	136,9	137,6	138,1
Nouvelle-Écosse	931,2	934,5	936,1	939,7	941,2
Nouveau-Brunswick	753,0	754,2	753,3	754,4	755,3
Québec	7 274,0	7 302,6	7 323,6	7 349,7	7 377,7
Ontario	11 100,9	11 249,5	11 387,3	11 522,7	11 685,3
Manitoba	1 134,3	1 136,6	1 137,9	1 142,4	1 146,0
Saskatchewan	1 019,5	1 022,0	1 024,9	1 025,5	1 022,0
Alberta	2 780,6	2 837,2	2 906,8	2 959,5	3 009,2
Colombie-Britannique	3 882,0	3 959,7	3 997,1	4 028,1	4 058,8
Yukon	31,9	32,2	31,5	31,0	30,6
Territoires-du-Nord-Ouest	41,8	41,8	41,0	41,0	40,9
Nunavut	25,7	25,9	26,4	26,9	27,4
Canada	**29 671,9**	**29 987,2**	**30 248,2**	**30 499,2**	**30 769,7**

Source : Site Internet de Statistique Canada, http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/People/Population/demo02_f.htm, 2001-11-19

Évolution de la population du Canada entre 1972 et 2000

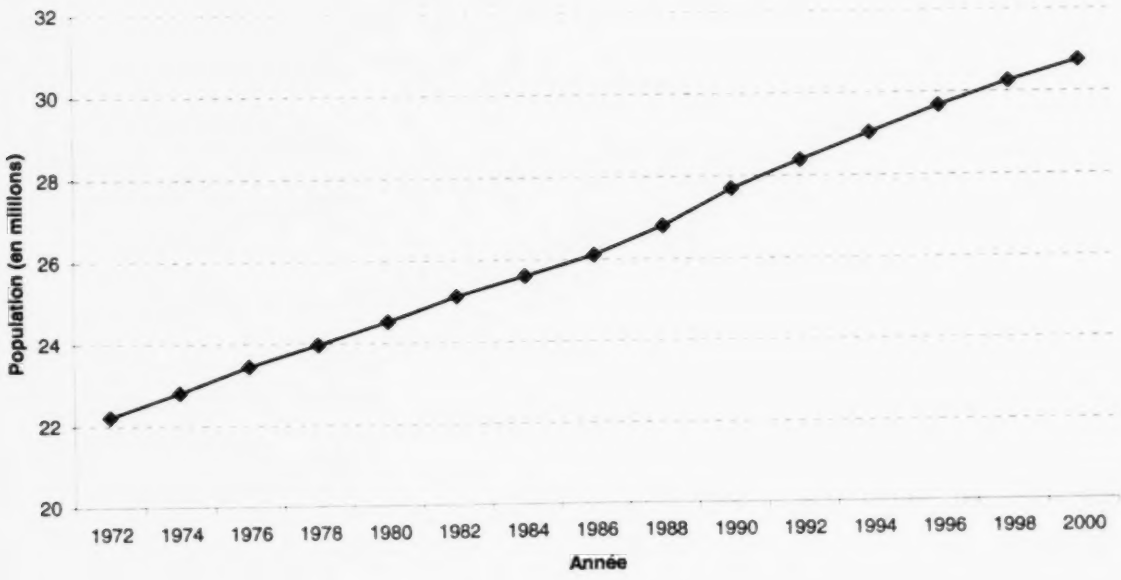


Tableau 1.1.2

Estimation de la population du Québec par année selon l'âge et selon le sexe

	0 à 19 ans	20 ans ou plus	Femmes	Hommes	Total
1996	1 882 558	5 391 459	3 685 832	3 588 185	7 274 017
1997	1 869 300	5 435 722	3 701 403	3 603 619	7 305 022
1998	1 849 324	5 477 282	3 712 321	3 614 285	7 326 606
1999	1 826 104	5 526 743	3 725 572	3 627 275	7 352 847
2000	1 800 831	5 577 621	3 738 484	3 639 968	7 378 452
2001	1 779 048	5 628 743	3 753 195	3 654 596	7 407 791
2002	1 761 185	5 675 422	3 767 628	3 668 979	7 436 607
2003	1 746 357	5 717 756	3 781 382	3 682 731	7 464 113
2004	1 731 765	5 758 675	3 794 544	3 695 896	7 490 440
2005	1 718 170	5 797 515	3 807 160	3 708 525	7 515 685
2010	1 647 460	5 979 779	3 862 943	3 764 296	7 627 239
2015	1 548 333	6 166 334	3 907 172	3 807 495	7 714 667
2020	1 515 116	6 260 695	3 939 448	3 836 363	7 775 811
2025	1 493 968	6 307 686	3 955 909	3 845 745	7 801 654

Source : BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Perspectives de la population du Québec, selon le sexe et le groupe d'âge, 1996-2051*, Scénario A (basé sur le recensement de 1996)

Tableau 1.1.3

Répartition de la population du Québec[1] par région correctionnelle

	1996	1997	1998	1999	2000
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	195 738	196 117	195 460	194 137	191 999
Outaouais	313 007	315 066	316 834	317 874	319 857
Laval-Lanaudière-Laurentides	1 159 062	1 175 368	1 190 530	1 204 011	1 215 213
Montréal	1 808 188	1 805 551	1 803 145	1 810 618	1 825 527
Montérégie[2]	1 166 511	1 174 247	1 181 416	1 187 956	1 193 409
Estrie[2]	487 189	490 974	494 110	496 371	497 984
Mauricie[2]	400 819	401 280	400 912	400 130	397 754
Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	1 031 345	1 033 395	1 034 208	1 035 799	1 035 789
Saguenay—Lac-Saint-Jean	291 089	290 805	290 252	289 279	286 664
Bas-Saint-Laurent	209 209	208 587	207 543	206 432	204 309
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	106 757	106 109	104 901	103 242	101 796
Côte-Nord	105 105	105 054	104 183	103 254	102 147
Total réseau correctionnel	**7 274 019**	**7 302 553**	**7 323 494**	**7 349 103**	**7 372 448**

1. Ces données sont issues du site internet de l'Institut de la Statistique du Québec (http://www.stat.gouv.qc.ca). Pour 1996, il s'agit des résultats du recensement corrigés du sous-dénombrement par Statistique Canada. Pour les autres années, il s'agit d'estimations de la population au 1er juillet de chaque année réalisées par l'ISQ. Ces estimations ont été révisées le 1er août 2001. Ces données, plus précises, remplacent celles issues du répertoire des municipalités qui étaient utilisées dans les éditions précédentes.
2. Les habitants des MRC de Drummond (région adm. de la Mauricie et du Centre-du-Québec), de Brome-Missisquoi et de Haute-Yamaska (région administrative de la Montérégie) ont été intégrés à la région correctionnelle de l'Estrie étant donné sa délimination territoriale.

1.2 Le contexte économique

La clientèle de la DGSC se compose, en particulier, de personnes ayant des emplois précaires et des revenus sous le seuil de la pauvreté; plusieurs vivent des prestations d'assurance-emploi ou de l'aide sociale. Par conséquent, la DGSC est nécessairement tributaire du contexte économique du Québec; elle doit donc en tenir compte si elle veut offrir à sa clientèle des services adéquats.

La récession du début des années 90 a été suivie d'une période de croissance soutenue qui s'est poursuivie en 2000. Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 4,5 % au Canada et de 4,3 % au Québec par rapport à 1999. Cette croissance s'est accompagnée d'une baisse régulière du chômage, qui est passée de 9,7 % en 1996 à 6,8 % en 2000 pour le Canada, et de 11,8 % à 8,4 % au Québec pour la même période. Le Québec se situe au 5^{e} rang des provinces canadiennes pour le taux de chômage le plus fort, derrière les provinces atlantiques, mais devant l'Ontario et les provinces de l'Ouest.

Bien que ne constituant pas un indicateur de pauvreté, le seuil de faible revenu calculé par Statistique Canada donne une idée du nombre de Québécois qui s'en sortent moins bien que la moyenne. En 1999, 825 000 Québécois de 18 ans ou plus, soit 14,3 % des adultes, étaient à faible revenu. Ce pourcentage est en baisse régulière depuis 1996. À cette époque, 17,2 % des adultes entraient dans cette catégorie.

L'inflation, quant à elle, a conu une hausse de 2,4 % au Québec en 2000 par rapport à 1999 et de 2,7 % au Canada.

Tableau 1.2.1

Évolution de l'indice des prix à la consommation au Canada selon les provinces et pour certaines villes (1992=100)

	1996	1997	1998	1999	2000
Province					
Terre-Neuve	106,0	108,2	108,4	110,0	113,3
Île-du-Prince-Édouard	105,2	106,5	106,0	107,3	111,7
Nouvelle-Écosse	105,6	107,8	108,5	110,3	114,2
Nouveau-Brunswick	104,9	106,9	107,5	109,2	112,8
Québec	103,4	104,9	106,4	108,0	110,6
Ontario	105,9	107,9	108,9	111,0	114,2
Manitoba	109,2	111,6	113,0	115,2	118,1
Saskatchewan	108,9	110,3	111,8	113,7	116,7
Alberta	107,3	109,5	110,7	113,4	117,4
Colombie-Britannique	108,9	109,7	110,0	111,2	113,3
Canada	**105,9**	**107,6**	**108,6**	**110,5**	**113,5**
Ville					
Montréal	103,4	104,8	106,5	108,2	110,7
Toronto	106,0	107,9	109,0	111,2	114,5
Vancouver	109,2	109,8	110,4	111,4	113,9

Source : Site Internet de Statistique Canada, http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/Economy/Economic/econ09a_f.htm, 2001-11-19

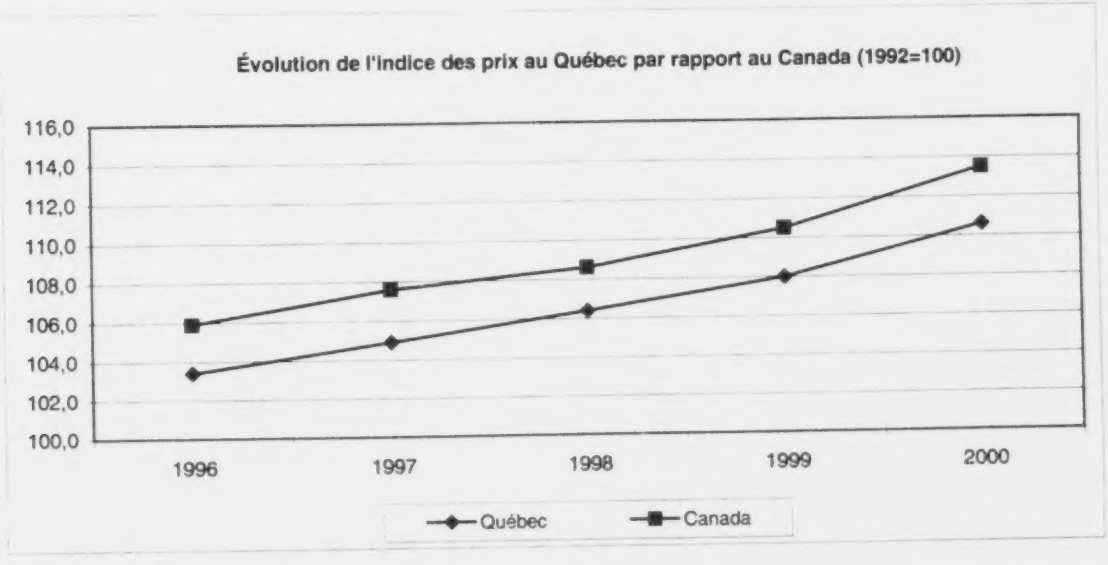


Tableau 1.2.2

Évolution de la population active, occupée et en chômage au Canada (milliers de personnes)

	1996	1997	1998	1999	2000
Population (15 ans ou plus)	**23 031**	**23 359**	**23 671**	**23 969**	**24 285**
Population active	14 899,5	15 153,0	15 417,7	15 721,2	15 999,2
Population inactive	8 131,2	8 206,3	8 253,4	8 247,8	8 285,7
Population occupée	13 462,6	13 774,4	14 140,4	14 531,2	14 909,7
Population en chômage	1 436,9	1 378,6	1 277,3	1 190,1	1 089,6
Taux	**%**	**%**	**%**	**%**	**%**
Taux d'activité	64,7	64,9	65,1	65,6	65,9
Taux d'inactivité	35,3	35,1	34,9	34,4	34,1
Taux d'occupation	90,4	90,9	91,7	92,4	93,2
Taux de chômage	9,6	9,1	8,3	7,6	6,8

1. En raison de leur arrondissement, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

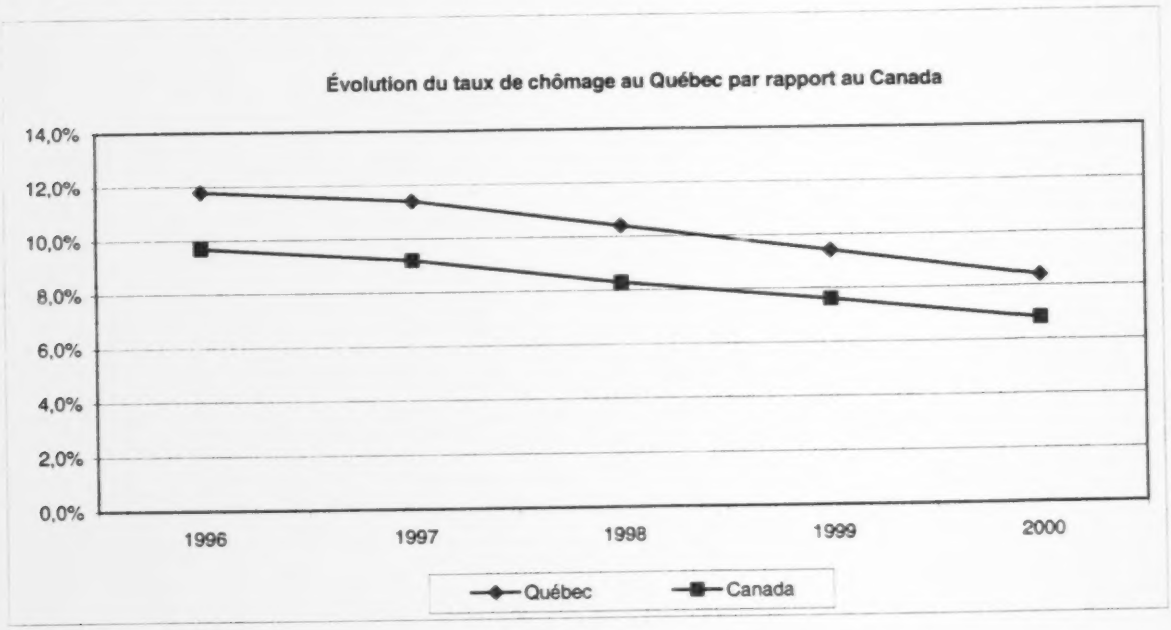
Source : Site Internet de Statistique Canada, http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/Economy/Economic/econ10_f.htm, 2001-11-19

Tableau 1.2.3

Évolution du taux de chômage au Canada selon les provinces

	1996	1997	1998	1999	2000
Terre-Neuve	19,4%	18,8%	17,9%	16,7%	16,7%
Île-du-Prince-Édouard	14,5%	14,9%	13,9%	14,1%	12,0%
Nouvelle-Écosse	12,6%	12,2%	10,7%	9,7%	9,1%
Nouveau-Brunswick	11,7%	12,8%	12,1%	10,1%	10,0%
Québec	11,8%	11,4%	10,4%	9,4%	8,4%
Ontario	9,1%	8,5%	7,2%	6,4%	5,7%
Manitoba	7,5%	6,6%	5,7%	5,5%	4,9%
Saskatchewan	6,6%	6,0%	5,9%	6,1%	5,2%
Alberta	7,0%	6,0%	5,7%	5,8%	5,0%
Colombie-Britannique	8,9%	8,7%	8,9%	8,3%	7,2%
Canada	**9,7%**	**9,2%**	**8,3%**	**7,6%**	**6,8%**

Source : Site internet de Statistique Canada, http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/People/Labour/labor07c_f.htm, 2001-11-19



1.3 Le contexte criminel

Le contexte particulier qui influe le plus sur la quantité de services que doit fournir la Direction générale des services correctionnels est sans doute le contexte criminel. Plus il y a d'infractions commises et classées, plus la demande de services auprès de la DGSC risque d'être élevée. Dans une bonne partie des causes jugées pour des infractions au *Code criminel* ou à certains règlements ou lois, la peine rendue entraîne une prestation de services de la DGSC.

Montréal est la région du réseau correctionnel qui compte le plus d'infractions commises

À elle seule, cette région regroupe près de 34 % des infractions (*Code criminel*, lois provinciales et fédérales réunis) enregistrées au Québec en 2000, avec 164 201 infractions commises (tableau 1.3.1). Montréal est suivie par les régions de Laval-Lanaudière-Laurentides et par la Montérégie avec respectivement 74 753 et 67 528 infractions commises. Cependant, un examen plus approfondi révèle que c'est la région de la Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches qui affiche le plus haut pourcentage d'infractions déclarées aux lois provinciales et aux lois fédérales sur la drogue, soit près de 21 %.

La majorité des délits au *Code criminel* sont reliés aux divers crimes contre la propriété

Plus de 71 % des infractions au Code criminel (tableau 1.3.2) concernent des infractions contre la propriété alors que les délits contre la personne et les délits de la catégorie « autres infractions » représentent respectivement 15,8 % et 12,6 % des infractions au Code criminel en 2000. Soulignons que Montréal regroupe 43,6 % des crimes contre la personne et 25,3 % des autres infractions, alors que cette région regroupe 35,2 % des infractions au *code criminel*.

Les auteurs présumés : 18,7 % ont entre 12 et 17 ans

Les jeunes contrevenants représentent 18,7 % des auteurs présumés d'infractions. C'est dans l'Ouest du Québec (Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec et Outaouais) où ils sont le plus représenté avec près du quart de l'ensemble des contrevenants, et moins à Montréal et dans la région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine avec 14,3% et 14,1 % respectivement.

Tableau 1.3.1

Répartition des infractions enregistrées au Québec selon les directions régionales correctionnelles en 2000

	Nombre d'infractions enregistrées au Québec (*Code criminel*, lois fédérales et provinciales)				
	Code criminel	Lois fédérales (drogues)	Autres lois fédérales	Lois provinciales	Total
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	9 802	549	18	120	10 489
Région Outaouais	20 224	926	10	364	21 524
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	71 240	2 912	36	565	74 753
Région Montréal	160 570	2 986	70	575	164 201
Région Montérégie	64 630	2 273	58	567	67 528
Région Estrie	26 817	1 390	19	400	28 626
Région Mauricie	20 559	1 438	17	300	22 313
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	48 316	3 722	36	869	52 943
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	15 165	667	11	134	15 977
Région Bas-Saint-Laurent	8 382	319	14	143	8 858
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	3 751	188	18	84	4 041
Région Côte-Nord	6 070	257	22	53	6 402
Total réseau correctionnel du Québec	**455 526**	**17 627**	**328**	**4 174**	**477 655**

1. Étant donné que les MRC de Drummond, de Brome-Missisquoi et de Haute-Yamaska sont sous la responsabilité de la région correctionnelle de l'Estrie, nous avons transféré dans cette région 17 % des infractions enregistrées dans la région administrative de la Mauricie (laquelle comprend le Centre-du-Québec) et 10 % des infractions enregistrées dans la région de la Montérégie, ce qui correspond aux pourcentages de la représentation démographique de ces MRC par rapport aux régions administratives dont elles font partie.

Source : Statistiques 2000 sur la Criminalité au Québec

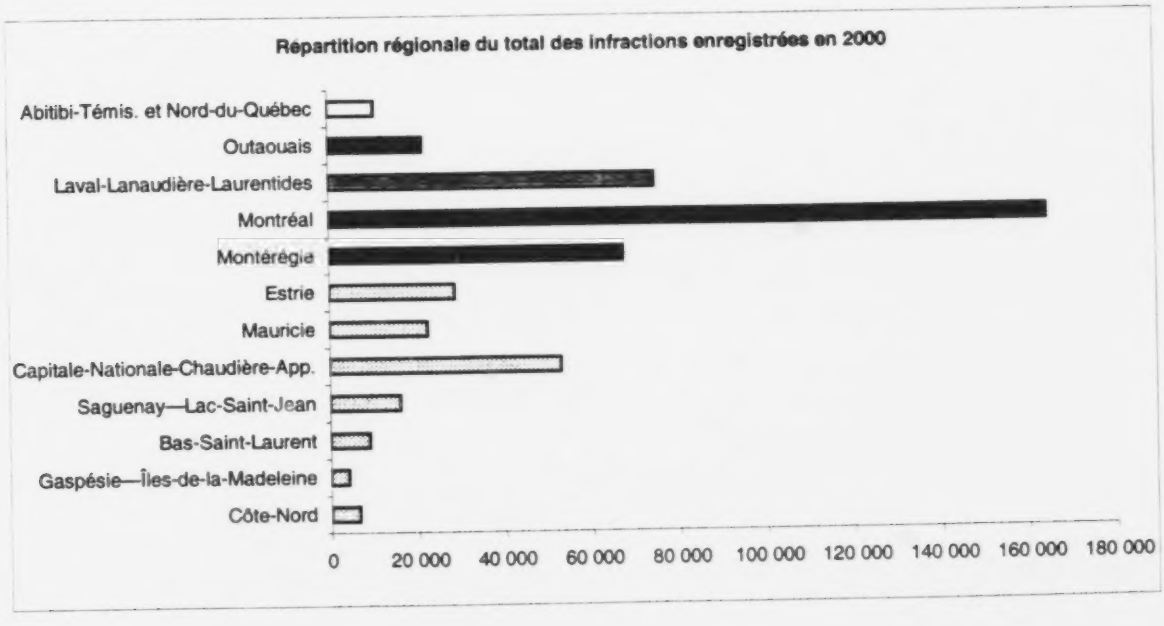


Tableau 1.3.2

Répartition des infractions au Code criminel enregistrées au Québec selon les régions correctionnelles en 2000

	Infractions au Code criminel			
	Infractions contre la personne	**Infractions contre la propriété**	**Autres Infractions**	**Total**
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1 752	6 195	1 855	9 802
Région Outaouais	3 346	14 026	2 852	20 224
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	8 200	52 688	10 352	71 240
Région Montréal	31 476	114 574	14 520	160 570
Région Montérégie	9 357	46 733	8 539	64 630
Région Estrie	3 333	19 670	3 814	26 817
Région Mauricie	2 714	14 537	3 308	20 559
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	6 522	35 901	5 893	48 316
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	1 960	10 899	2 306	15 165
Région Bas-Saint-Laurent	1 444	5 200	1 738	8 382
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	884	1 741	1 126	3 751
Région Côte-Nord	1 152	3 743	1 175	6 070
Total réseau correctionnel du Québec	**72 140**	**325 907**	**57 479**	**455 526**

1. Étant donné que les MRC de Drummond, de Brome-Missisquoi et de Haute-Yamaska sont sous la responsabilité de la région correctionnelle de l'Estrie, nous avons transféré dans cette région 17 % des infractions enregistrées dans la région administrative de la Mauricie (laquelle comprend le Centre-du-Québec) et 10 % des infractions enregistrées dans la région de la Montérégie, ce qui correspond aux pourcentages de la représentation démographique de ces MRC par rapport aux régions administratives dont elles font partie.

Source : Statistiques 2000 sur la Criminalité au Québec

Tableau 1.3.3

Répartition des personnes contrevenantes adultes et juvéniles pour des infractions au *Code criminel*, aux lois fédérales et provinciales selon les régions correctionnelles en 2000

	Jeunes	Adultes	Total
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1 051	3 217	4 268
Région Outaouais	2 289	7 459	9 748
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	4 869	20 690	25 559
Région Montréal	7 649	45 909	53 558
Région Montérégie	5 900	20 379	26 278
Région Estrie	2 120	8 727	10 847
Région Mauricie	2 193	8 173	10 366
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	4 222	17 125	21 347
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	1 395	5 430	6 825
Région Bas-Saint-Laurent	786	3 323	4 109
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	299	1 827	2 126
Région Côte-Nord	618	2 459	3 077
Total réseau correctionnel du Québec	**33 390**	**144 718**	**178 108**

1. Étant donné que les MRC de Drummond, de Brome-Missisquoi et de Haute-Yamaska sont sous la responsabilité de la région correctionnelle de l'Estrie, nous avons transféré dans cette région 17 % des infractions enregistrées dans la région administrative de la Mauricie (laquelle comprend le Centre-du-Québec) et 10 % des infractions enregistrées dans la région de la Montérégie, ce qui correspond aux pourcentages de la représentation démographique de ces MRC par rapport aux régions administratives dont elles font partie.

Source : Statistiques 2000 sur la Criminalité au Québec

Chapitre 2

Les personnes contrevenantes

Le présent chapitre présente certaines statistiques sur la clientèle de la DGSC. Cette clientèle est composée de personnes qui ont contrevenu à une loi au *Code criminel* ou à d'autres lois fédérales, provinciales ou municipales et qui ont reçu des services de la Direction. Soulignons qu'une personne contrevenante admise en milieu fermé ou confiée en milieu ouvert sera comptée ici autant de fois qu'elle aura été admise. Pour le milieu ouvert, seules les personnes qui bénéficient des activités d'intervention ont été retenues. Ce choix a été effectué afin de comparer les renseignements concernant les clientèles des deux milieux.

2.1 – Les caractéristiques sociales des personnes contrevenantes

Au fil des ans, la représentation des personnes contrevenantes selon le sexe, l'origine ethnique ou l'âge est très stable, tant pour la clientèle en détention que pour celle des activités d'intervention en milieu ouvert (tableau 2.1.1).

Plus de 90 % de la clientèle est composée d'hommes
Les hommes constituent la plus grande part de la clientèle. En 2000-2001, ils représentent 91,2 % des personnes contrevenantes en détention et 86,5 % de la clientèle en milieu ouvert. Mentionnons cependant que le pourcentage de femmes admises en milieux ouvert et fermé a faiblement mais régulièrement augmenté depuis 1996-1997, passant de 7,7 % à 8,8 % en détention et de 11,8 % à 13,5 % en milieu ouvert.

Légère surreprésentation de la population autochtone
Les autochtones sont proportionnellement surreprésentés parmi les personnes contrevenantes. En effet, alors qu'ils constituent moins de 1 % de la population du Québec, leur proportion, parmi la clientèle admise en détention, est de 2,8 %, en 2000-2001 par rapport à 2,7 % en 1999-2000. En milieu ouvert, la proportion est de 6,2 % comparativement à 5,9 % en 1999-2000. De la même manière que pour les femmes, la proportion en milieu ouvert augmente constamment depuis 1996-1997, et en milieu fermé depuis 1997-1998.

Les 20 à 39 ans forment la plus grande partie de la clientèle
Plus de 70,0 % des personnes contrevenantes en milieu ouvert et fermé se situent dans le groupe des 20 à 39 ans. L'âge moyen est de 32,8 ans pour la clientèle en milieu fermé et de 32,9 ans pour celle en milieu ouvert. L'âge médian, pour sa part, s'établit à 31 ans pour les deux milieux. Il est en baisse dans le milieu fermé par rapport à 1999-2000, mais reste stable dans le milieu ouvert.

La répartition, par direction régionale, de la clientèle de la DGSC diffère légèrement de celle de la population
Bien que la répartition de la clientèle admise en milieu fermé selon la région de provenance respecte globalement la répartition de l'ensemble de la population, certaines distorsions apparaissent. Ainsi, avec 33,8 % de la population admise en milieu fermé, la clientèle originaire de Montréal, est surreprésentée par rapport à la répartition régionale qui est de 24,8 %. Inversement, 11,2 % des personnes admises en milieu fermé proviennent de la région de la Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches, alors que la population régionale représente 14,5 % de la population québécoise.

Pour la clientèle confiée en milieu ouvert, la région de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec est surreprésentée avec 7,8 % de la clientèle provenant de cette région, alors qu'elle compte pour 2,6 % de la population du Québec.

Tableau 2.1.1(a)

Évolution de diverses statistiques sur la composition de la clientèle admise en milieu fermé (en %)

		1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Sexe	Femme	7,75	8,13	8,38	8,84	8,84
	Homme	92,25	91,87	91,62	91,16	91,16
Origine ethnique	Autochtone	2,59	2,08	2,44	2,65	2,84
	Non-autochtone	94,89	95,39	95,31	95,30	95,28
	Inconnue	2,52	2,53	2,25	2,05	1,88
Âge	17 ans ou moins	0,03	0,02	0,04	0,02	0,03
	18 ans	2,02	2,03	2,29	2,16	2,54
	19 ans	2,95	2,80	3,09	3,22	3,08
	20 à 24 ans	17,30	16,59	16,80	16,66	17,03
	25 à 29 ans	19,72	18,60	17,08	16,63	15,72
	30 à 34 ans	20,23	20,09	19,14	17,62	16,94
	35 à 39 ans	15,88	16,55	16,67	17,57	17,15
	40 à 44 ans	9,98	10,67	11,68	12,17	12,73
	45 à 49 ans	5,87	5,99	6,32	6,77	7,03
	50 ans ou plus	6,01	6,65	6,88	7,17	7,75
Âge médian		32 ans	32 ans	32 ans	32 ans	31 ans
Âge moyen		32,68 ans	33,07 ans	33,77 ans	33,10 ans	32,80 ans

Tableau 2.1.1(b)

Évolution de diverses statistiques sur la composition de la clientèle confiée en milieu ouvert (activités d'intervention) (en %)

		1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Sexe	Femme	11,83	11,56	12,33	12,71	13,49
	Homme	88,17	88,44	87,67	87,29	86,51
Origine ethnique	Autochtone	3,84	4,32	5,05	5,87	6,18
	Non-autochtone	87,10	86,08	85,05	83,99	82,01
	Inconnue	9,06	9,59	9,90	10,15	11,82
Âge	17 ans ou moins	0,02	0,05	0,03	0,04	0,01
	18 ans	2,80	3,16	2,98	2,89	2,85
	19 ans	6,48	6,77	6,64	5,79	5,73
	20 à 24 ans	22,48	22,56	22,49	22,18	22,69
	25 à 29 ans	17,08	16,16	15,62	15,43	15,17
	30 à 34 ans	17,44	16,08	16,08	15,10	14,06
	35 à 39 ans	13,22	13,84	13,94	14,76	14,66
	40 à 44 ans	8,75	9,18	9,17	10,30	10,65
	45 à 49 ans	5,46	5,14	5,90	6,23	6,39
	50 ans ou plus	6,25	7,05	7,14	7,29	7,81
Âge médian		30 ans	29 ans	30 ans	31 ans	31 ans
Âge moyen		31,90 ans	31,50 ans	32,30 ans	32,70 ans	32,90 ans

Tableau 2.1.2(a)

Composition de la clientèle correctionnelle admise en milieu fermé en 2000-2001 selon sa région correctionnelle (en %) [1]

	Femmes	Hommes	Total
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	0,09	2,13	2,22
Région Outaouais	0,53	4,72	5,25
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	1,09	15,60	16,69
Région Montréal	2,60	31,20	33,80
Région Montérégie	0,82	11,80	12,62
Région Estrie	0,34	6,02	6,36
Région Mauricie	0,35	3,44	3,79
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	1,30	9,93	11,23
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	0,22	3,12	3,34
Région Bas-Saint-Laurent	0,06	1,36	1,42
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	0,07	1,36	1,43
Région Côte-Nord	0,15	1,71	1,86
Total réseau correctionnel du Québec	**7,59**	**92,41**	**100,00**

Tableau 2.1.2(b)

Composition de la clientèle correctionnelle admise en milieu ouvert en 2000-2001 selon sa région correctionnelle (en %) [1]

	Femmes	Hommes	Total
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	0,97	6,81	7,78
Région Outaouais	0,61	5,06	5,67
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	1,76	11,42	13,18
Région Montréal	2,69	17,57	20,26
Région Montérégie	1,88	11,34	13,21
Région Estrie	0,60	5,57	6,17
Région Mauricie	0,60	4,57	5,16
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	2,30	14,10	16,40
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	0,65	3,53	4,18
Région Bas-Saint-Laurent	0,27	2,34	2,62
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	0,18	1,50	1,69
Région Côte-Nord	0,63	3,05	3,68
Total réseau correctionnel du Québec	**13,13**	**86,87**	**100,00**

1. La région de provenance d'un contrevenant est déterminée à partir du nom de la municipalité d'origine inscrite dans le système DACOR. Cette information n'est cependant pas toujours présente dans les dossiers des contrevenants, ce qui explique les différences observées dans la répartition par sexe par rapport au tableau 2.1.1.

2.2 – Les caractéristiques criminelles des personnes contrevenantes

La composition de la clientèle, selon la première année d'admission à la DGSC, diffère pour les hommes et pour les femmes

Ainsi 68 % des hommes dirigés vers la DGSC en 2000-2001 avaient été admis pour la première fois avant 1998, et 31,5 % avant 1990. Dans le cas des femmes, ces proportions sont respectivement de 49,2 % et de 16,3 %.

Les hommes et les femmes ne commettent pas les mêmes délits

En 2000-2001, 54,8 % des infractions commises par des personnes contrevenantes soumises à une mesure correctionnelle concernaient des infractions au *Code criminel* alors que les infractions aux lois fédérales, aux lois provinciales et aux règlements municipaux révèlent respectivement des pourcentages de 17,7 %, de 13,5 % et de 14 %.

Il a déjà été souligné que la grande majorité de la clientèle des services correctionnels est composée d'hommes, quel que soit le type de délit commis. Remarquons cependant que les femmes sont plus souvent impliquées dans certains types de délit particulier, tels que les vols simples, les affaires liées à la fraude, la corruption et escroquerie, les paris, la prostitution et mœurs de même qu'aux infractions provinciales et aux règlements municipaux. Les hommes sont, pour leur part, plus souvent impliqués dans les délits d'agression sexuelle, d'introduction par effraction et d'infractions à la circulation.

Les femmes ont moins d'antécédents correctionnels que les hommes

Un indicateur du taux de récidive est le nombre d'antécédents correctionnels, c'est-à-dire le nombre d'admissions antérieures à l'admission courante comprenant celles en probation et en détention.

Parmi les personnes admises en 2000-2001, seulement 16,5 % n'avaient aucun antécédent correctionnel. Par contre, 31,6 % d'entre elles comptaient à l'admission plus de dix antécédents correctionnels auprès des services de la DGSC (tableau 2.2.3).

Le profil des hommes et des femmes diffère par le nombre d'antécédents correctionnels lors de leur admission. Chez les femmes, 27,8 % n'ont aucun antécédent correctionnel, alors que chez les hommes, ce pourcentage est d'à peine 15,3 %. La même constatation peut se faire pour ceux qui ont des antécédents correctionnels : 20 % des femmes ont plus de 10 antécédents correctionnels, alors que cette proportion s'élève à 32,8 % chez les hommes. Soulignons que ces pourcentages sont sensiblement les mêmes qu'en 1999-2000.

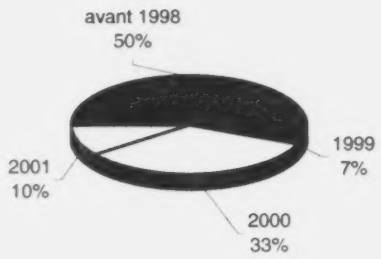
Tableau 2.2.1

Composition de la clientèle correctionnelle en 2000-2001, selon le sexe et selon l'année de la première admission à la DGSC [1] (en %)

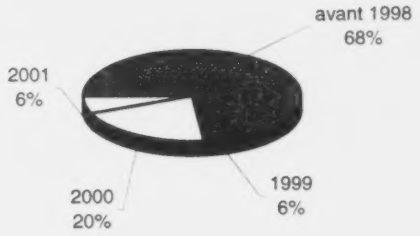
	Femmes	Hommes	Total
avant 1990	1,69	28,27	29,96
1990	0,26	2,79	3,05
1991	0,32	3,55	3,87
1992	0,34	3,44	3,79
1993	0,34	3,25	3,59
1994	0,33	3,47	3,80
1995	0,41	3,34	3,75
1996	0,45	3,77	4,23
1997	0,47	3,92	4,39
1998	0,51	4,20	4,72
1999	0,75	5,68	6,43
2000	3,44	18,33	21,77
2001	1,08	5,60	6,68
Total	**10,38**	**89,62**	**100,00**

1. Basé sur l'année du numéro de dossier unique de la personne contrevenante

Composition de la clientèle selon l'année de la première admission à la DGSC



FEMMES



HOMMES

Tableau 2.2.2

Composition de la clientèle correctionnelle admise en 2000-2001, selon le délit et selon le sexe (en %)

	Femmes	Hommes	Total
Infractions contre l'État	0,18	0,91	1,09
Homicides	0,01	0,04	0,05
Homicides involontaires	0,00	0,04	0,04
Tentatives de meurtre	0,02	0,09	0,11
Agressions sexuelles	0,02	2,41	2,43
Voies de fait	0,82	7,65	8,47
Vols qualifiés	0,20	2,57	2,76
Autres infractions contre la personne	0,26	3,30	3,56
Introductions par effraction	0,36	7,35	7,71
Extorsion	0,01	0,26	0,27
Vols simples	1,96	6,67	8,64
Méfaits, incendies, dommages	0,38	3,30	3,68
Recel	0,08	1,08	1,16
Autres infractions contre la propriété	0,02	0,35	0,37
Armes à feu	0,01	0,58	0,59
Fraude, corruption, escroquerie	0,58	1,33	1,90
Paris, prostitution, moeurs	0,14	0,26	0,39
Outrages	0,00	0,01	0,01
Complots, complicité, tentatives	0,25	1,97	2,22
Évasions	0,30	2,30	2,60
Infractions à la circulation routière (*Code criminel*)	0,03	0,71	0,74
Autres délits au Code criminel	0,92	5,09	6,01
Total Code criminel	**6,54**	**48,26**	**54,80**
Stupéfiants	1,31	8,95	10,26
Aliments et drogues	0,03	0,08	0,11
Infractions fédérales (Boisson et circulation)	0,39	6,37	6,76
Immigration	0,00	0,05	0,05
Assurance-chômage	0,00	0,02	0,02
Loi sur les Indiens	0,00	0,01	0,02
Infractions fédérales (Circulation)	0,00	0,01	0,01
Autres infractions aux statuts fédéraux	0,04	0,39	0,43
Total Infractions aux statuts fédéraux	**1,78**	**15,88**	**17,66**
Chasse et pêche	0,00	0,06	0,06
Conservation de la faune	0,00	0,05	0,05
Transport	0,00	0,03	0,03
Main-d'oeuvre	0,01	0,13	0,14
Infractions provinciales (Boisson et circulation)	0,21	0,26	0,47
Autres infractions québécoises (Circulation)	0,67	11,50	12,17
Autres infractions aux lois québécoises	0,04	0,55	0,59
Total Infractions aux lois du Québec	**0,93**	**12,58**	**13,51**
Infractions municipales (Circulation)	1,06	6,44	7,50
Autres infractions aux règlements municipaux	1,19	5,35	6,54
Total Infractions aux règlements municipaux	**2,25**	**11,78**	**14,04**
Ensemble des infractions	**11,50**	**88,50**	**100,00**

Tableau 2.2.3

Composition de la clientèle correctionnelle en 2000-2001, selon le nombre d'antécédents correctionnels [1] et le sexe (en %)

	Femmes	Hommes	Total
Aucun	2,72	13,80	16,51
Un	1,42	9,68	11,10
Deux	0,96	7,37	8,32
Trois	0,66	5,76	6,41
Quatre	0,51	4,95	5,45
Cinq	0,40	4,19	4,59
Six	0,33	3,73	4,06
Sept	0,28	3,23	3,51
Huit	0,22	2,88	3,10
Neuf	0,16	2,63	2,79
Dix	0,17	2,41	2,59
Plus de dix	1,96	29,60	31,56
	9,78	**90,22**	**100,00**

1. Admission antérieure à l'admission présente (peut être reliée à la même cause)

Chapitre 3

Le milieu fermé

La DGSC assure la garde des personnes prévenues ainsi que des personnes condamnées à des peines inférieures à deux ans. Elle leur apporte, avec le concours de la communauté, le soutien nécessaire à leur réinsertion sociale. La DGSC assure également la présence au tribunal des personnes prévenues lors de leur comparution et les transferts des personnes incarcérées. Elle offre aussi à l'occasion son soutien aux corps policiers qui ont besoin de places en détention pour les personnes en attente de comparution (demandes d'assistance à l'administrateur).

3.1 – La capacité des établissements de détention

Les établissements présentent plusieurs types de capacité : la capacité normale, la capacité de support, la capacité occasionnelle, la capacité totale (définies en annexe) et la capacité opérationnelle qui est la somme de la capacité normale et de la capacité occasionnelle. La présente section fournit de l'information principalement sur la capacité totale.

En 2000-2001, la capacité totale des établissements a légèrement augmenté.
La capacité totale des établissements de détention a légèrement augmenté, passant de 3 807 places en 1999-2000 à 3 839 places en 2000-2001. Précisons que cette augmentation est attribuable à la capacité occasionnelle, qui est passée de 301 à 355 places en un an, alors que la capacité normale a globalement diminué, passant de 3 189 à 3 167 pendant la même période.

Les extrêmes en 2000-2001
L'Établissement de détention de Montréal présente la plus grande capacité totale avec ses 1 081 places, tandis que l'Établissement de Havre-Aubert est le plus petit avec sept places (tableau 3.1.1).

Les établissements de détention particuliers
Certains établissements de détention du Québec présentent des particularités. Mentionnons, entre autres, la Maison Tanguay et l'Établissement de détention de Québec – secteur féminin, qui accueillent la clientèle féminine. Le Centre Henri Bourassa est un établissement de jour pour les personnes qui purgent des peines discontinues. L'Établissement de Rivière-des-Prairies accueille spécifiquement des personnes prévenues. Toutefois, depuis l'automne 1998, il reçoit également des personnes condamnées.

Tableau 3.1.1

Capacité des établissements de détention du Québec en 2000-2001
(Situation en mars 2001)

	Capacité normale	Capacité support	Capacité occasionnelle	Capacité totale
Amos	77	2	5	84
Baie-Comeau	72	6	0	78
Québec (secteur féminin)	37	4	5	46
Québec (secteur masculin)	450	47	75	572
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [1]	---	---	---	---
Chicoutimi	57	4	5	66
Montréal	994	87	0	1 081
Havre-Aubert [2]	2	5	0	7
Hull	161	13	30	204
Maison Tanguay	84	22	10	116
New Carlisle	59	11	5	75
Rimouski	88	6	10	104
Rivière-des-Prairies	420	30	50	500
Roberval	40	5	5	50
Saint-Jérôme	224	23	130	377
Sept-Îles	19	4	0	23
Sherbrooke	148	13	10	171
Sorel	39	22	5	66
Trois-Rivières	144	11	10	165
Valleyfield	52	2	0	54
Total	**3 167**	**317**	**355**	**3 839**

1. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.1.2(a)

Évolution de la capacité totale des établissements de détention du Québec, selon les directions régionales du réseau correctionnel

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	84	84	84	84	84
Région Outaouais	165	180	180	180	204
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	345	352	377	377	377
Région Montréal	1 724	1 619	1 619	1 619	1 697
Région Montérégie	141	140	140	140	120
Région Estrie	171	171	171	171	171
Région Mauricie	165	165	165	165	165
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	603	603	618	618	618
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	116	131	131	131	116
Région Bas-Saint-Laurent	104	104	104	104	104
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	82	82	97	97	82
Région Côte-Nord	101	121	121	121	101
Total réseau correctionnel du Québec	**3 801**	**3 752**	**3 807**	**3 807**	**3 839**

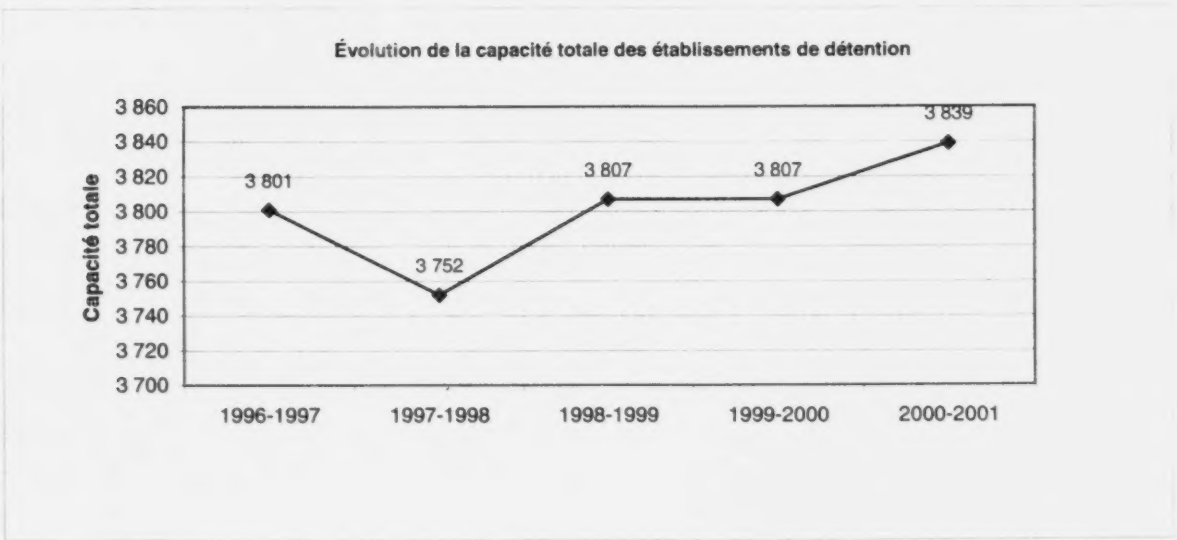


Tableau 3.1.2(b)

Évolution de la capacité totale des établissements de détention du Québec selon l'établissement

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Amos	84	84	84	84	84
Baie-Comeau	78	98	98	98	78
Québec (secteur féminin)	46	46	46	46	46
Québec (secteur masculin)	557	557	572	572	572
Centre de prévention de Montréal [1]	0	0	0	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo [1]	0	0	0	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [2]	---	---	---	---	---
Chicoutimi	66	66	66	66	66
Cowansville [1]	0	0	0	0	0
Montréal	1 070	1 003	1 003	1 003	1 081
Havre-Aubert [3]	7	7	7	7	7
Hull	165	180	180	180	204
Joliette [1]	0	0	0	0	0
Maison Tanguay	154	116	116	116	116
New Carlisle	75	75	90	90	75
Rimouski	104	104	104	104	104
Rivières-des-Prairies	500	500	500	500	500
Rivière-du-Loup [1]	0	0	0	0	0
Roberval	50	65	65	65	50
Saint-Hyacinthe [1]	0	0	0	0	0
Saint-Jérôme	345	352	377	377	377
Sept-Îles	23	23	23	23	23
Sherbrooke	171	171	171	171	171
Sorel	87	86	86	86	66
Trois-Rivières	165	165	165	165	165
Valleyfield	54	54	54	54	54
Total	**3 801**	**3 752**	**3 807**	**3 807**	**3 839**

1. Ces établissements ont été fermés au cours de l'année budgétaire 1996-1997.

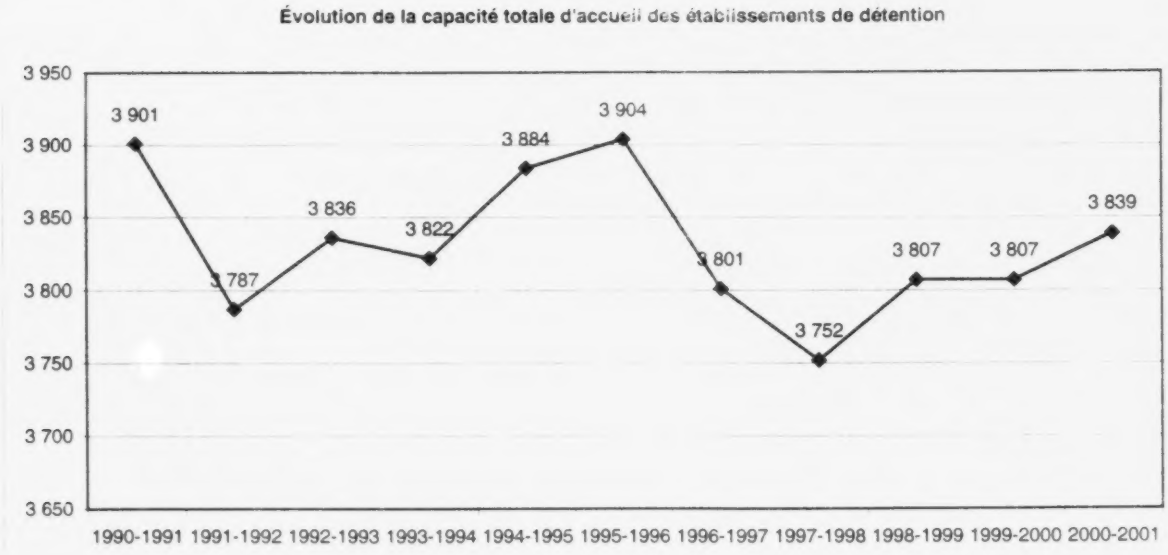
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.

3. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.1.3

Évolution de la capacité totale d'accueil des établissements de détention du Québec

	Capacité normale	Capacité support	Capacité occasionnelle	Capacité totale
1990-1991	3 151	446	304	3 901
1991-1992	3 156	379	252	3 787
1992-1993	3 167	381	288	3 836
1993-1994	3 131	338	353	3 822
1994-1995	3 106	373	405	3 884
1995-1996	3 106	373	425	3 904
1996-1997	3 297	315	189	3 801
1997-1998	3 239	324	189	3 752
1998-1999	3 189	317	301	3 807
1999-2000	3 189	317	301	3 807
2000-2001	3 167	317	355	3 839



3.2 – Les admissions

Qu'est-ce qu'une admission ?
Une admission est une procédure administrative qui permet d'enregistrer chaque personne à son arrivée dans un établissement de détention. Plus précisément, sont enregistrées certaines caractéristiques de la personne contrevenante et les raisons pour lesquelles elle est admise en détention. Pour toute la durée du séjour, qu'il y ait un transfert, une absence temporaire ou une sortie diverse, il n'y aura qu'*une seule admission*. De plus, une personne passant du statut de prévenu à celui de condamné ne sera considérée qu'une seule fois dans les statistiques.

Le nombre d'admissions poursuit sa baisse en 2000-2001
En 2000-2001, il y a eu 43 911 admissions en détention, comparativement à 46 528 en 1999-2000, soit une diminution de 5,6 % (tableau 3.2.2(a)). Le mouvement de baisse observé depuis 1995-1996 s'est donc poursuivi. Les régions ayant subi les plus fortes baisses sont les suivantes : le Bas-Saint-Laurent (-30 %), l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec (-19 %), la Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches (-16 %), la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (-15 %), la Côte-Nord (-6 %) et Laval-Lanaudière-Laurentides (-6 %).

En 2000-2001, on remarque une augmentation de 1,6 % du nombre d'admissions de personnes prévenues. Il s'agit de la deuxième année consécutive d'augmentation, après une période de baisse qui avait commencé en 1991-1992. Les personnes admises comme « condamné » ont, pour leur part, diminué, passant de 18 024 à 14 961, soit une baisse de 17 % (tableau 3.2.3). Cette population diminue régulièrement depuis 1996.

Les deux motifs qui occasionnent le plus grand nombre d'admissions
Le motif « Cause remise ou pendante », avec 15 823 admissions pour l'année 2000-2001, compte le plus d'admissions, soit 36 % de toutes les admissions comparativement à 31,8 % en 1999-2000.

Avec 9 734 admissions en 2000-2001, soit 22,2 % du total, les « demandes d'assistance à l'administrateur » arrivent en deuxième pour ce qui est du volume. Il s'agit là d'une évolution par rapport aux années précédentes dans la mesure où il dépasse le motif pour « défaut de payer l'amende », qui a diminué pour la troisième année consécutive passant de 12 410 en 1998-1999 à 10 643 en 1999-2000, et à 8 459 en 2000-2001. En 1998-1999, ce motif représentait 24,4 % des admissions alors qu'il était de 19,3 % en 2000-2001.

La proportion des peines discontinues est en hausse en 2000-2001
Deux types de peines de détention sont possibles : les peines continues et les peines discontinues. Elles diffèrent par le type de continuité dans la façon à purger la peine. Une peine discontinue signifie qu'une personne peut être détenue les fins de semaine seulement, ce qui offre la possibilité de vaquer à ses occupations durant la semaine. En 1995-1996, la proportion de peines discontinues s'élevait à 19,3 %. Elle a chuté de 38 % en 1996-1997 pour s'établir à 11,9 %. Depuis, le pourcentage de peines discontinues alterne des années « faibles », c'est à dire en dessous de 10 %, et à plus de 11 % pour les années « fortes ». L'année 2000-2001, avec son taux de 11,5 %, succède à une année au cours de laquelle seulement 7,2 % des peines étaient discontinues.

La durée des sentences globales pour les admissions de personnes condamnées

La répartition des admissions de personnes condamnées selon la durée de détention montre que 51,2 % des sentences globales sont de moins d'un mois et que 82,1 % de moins de trois mois. Peu de changements sont apparus au cours des dernières années dans la durée des sentences globales pour les admissions de personnes condamnées. Cependant, avec une baisse de la durée moyenne de 72,3 à 68,1 jours, 2000-2001 marque une rupture avec les deux années précédentes qui avaient vu des hausses.

La médiane de la durée des sentences globales en 2000-2001

La médiane est la valeur qui sépare l'ensemble des données en deux parties égales. Dans le cas présent, elle semble plus pertinente que la moyenne puisque la distribution est asymétrique. Celle-ci est en effet très sensible aux valeurs extrêmes, contrairement à la médiane. On note que de 1995-1996 à 1997-1998 la médiane de la durée de détention a été de 30 jours alors qu'en 2000-2001 elle était de 28 jours.

Tableau 3.2.1(a)

Admissions dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales, le statut et le sexe en 2000-2001

Directions régionales du réseau correctionnel	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Statut inconnu		Total	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	15	428	19	246	0	0	34	674
Région Outaouais	185	1 655	107	985	0	0	292	2 640
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	266	4 220	66	1 188	0	0	332	5 408
Région Montréal	850	10 156	896	6 698	0	0	1 746	16 854
Région Montérégie	100	1 528	60	832	0	0	160	2 360
Région Estrie	96	1 739	57	804	0	0	153	2 543
Région Mauricie	100	1 012	51	375	0	0	151	1 387
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	528	2 903	202	1 522	0	0	730	4 425
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	73	1 091	31	373	0	0	104	1 464
Région Bas-Saint-Laurent	34	444	8	206	0	0	42	650
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	34	549	1	35	0	0	35	584
Région Côte-Nord	79	865	23	176	0	0	102	1 041
Total réseau correctionnel du Québec	**2 360**	**26 590**	**1 521**	**13 440**	**0**	**0**	**3 881**	**40 030**
		28 950		**14 961**		**0**		**43 911**

Admissions dans les établissements de détention du Québec selon le statut et le sexe en 2000-2001

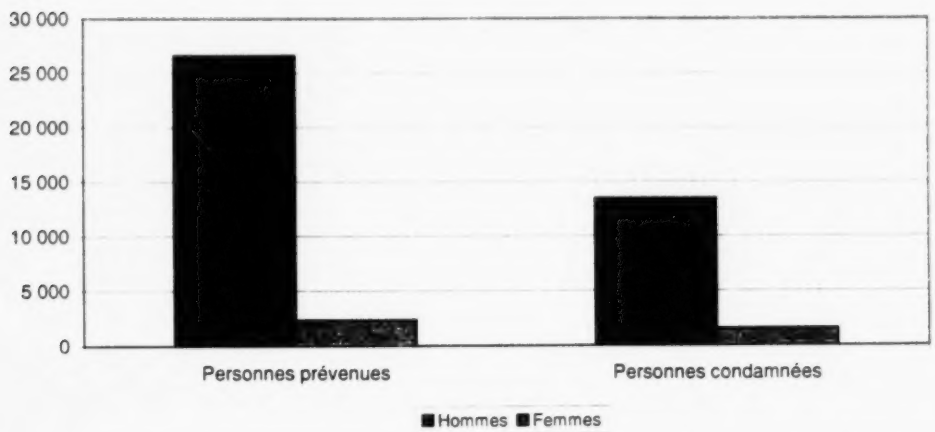


Tableau 3.2.1(b)

Admissions dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement, le statut et le sexe, en 2000-2001

Établissements	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Statut inconnu		Total	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Amos	15	428	19	246	0	0	34	674
Baie-Comeau	25	384	6	59	0	0	31	443
Québec (secteur féminin)	528	0	202	0	0	0	730	0
Québec (secteur masculin)	0	2 903	0	1 522	0	0	0	4 425
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [1]	0	0	13	225	0	0	13	225
Chicoutimi	55	798	24	232	0	0	79	1 030
Montréal	0	1 124	0	6 203	0	0	0	7 327
Havre-Aubert [2]	1	44	1	3	0	0	2	47
Hull	185	1 655	107	985	0	0	292	2 640
Maison Tanguay	849	1	883	0	0	0	1 732	1
New Carlisle	33	505	0	32	0	0	33	537
Rimouski	34	444	8	206	0	0	42	650
Rivière-des-Prairies	1	9 031	0	270	0	0	1	9 301
Roberval	18	293	7	141	0	0	25	434
Saint-Jérôme	266	4 220	66	1 188	0	0	332	5 408
Sept-Îles	54	481	17	117	0	0	71	598
Sherbrooke	96	1 739	57	804	0	0	153	2 543
Sorel	20	698	22	411	0	0	42	1 109
Trois-Rivières	100	1 012	51	375	0	0	151	1 387
Valleyfield	80	830	38	421	0	0	118	1 251
Total	2 360	26 590	1 521	13 440	0	0	3 881	40 030
		28 950		14 961		0		43 911

1. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.2.2(a)

Évolution du nombre des admissions dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales

Directions régionales	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1 566	1 147	1 033	869	708
Région Outaouais	4 051	3 692	3 164	2 935	2 932
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	6 903	7 171	6 401	6 090	5 740
Région Montréal	27 535	24 524	20 790	19 447	18 600
Région Montérégie	3 735	2 926	2 835	2 627	2 520
Région Estrie	2 928	2 879	2 542	2 482	2 696
Région Mauricie	2 312	1 853	1 658	1 517	1 538
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	8 598	8 177	6 955	6 156	5 155
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	1 695	1 552	1 483	1 478	1 568
Région Bas-Saint-Laurent	1 324	1 055	1 040	988	692
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	948	836	694	722	619
Région Côte-Nord	1 390	1 142	1 196	1 217	1 143
Total réseau correctionnel du Québec	**62 985**	**56 954**	**49 791**	**46 528**	**43 911**

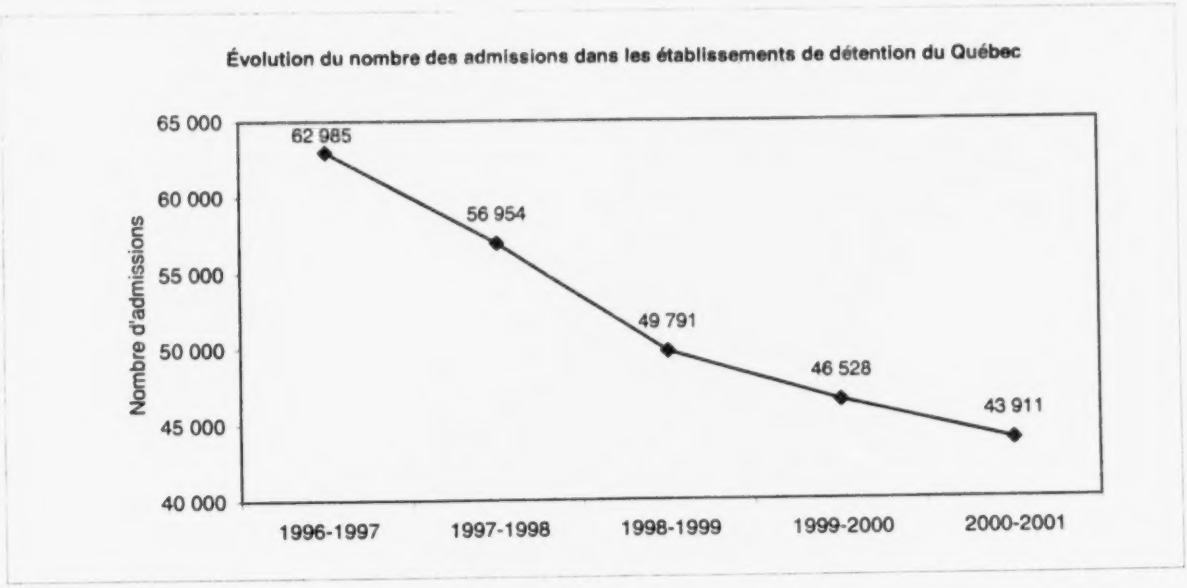


Tableau 3.2.2(b)

Évolution du nombre des admissions dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Amos	1 566	1 147	1 033	869	708
Baie-Comeau	692	504	506	473	474
Québec (secteur féminin)	987	984	835	796	730
Québec (secteur masculin)	7 611	7 193	6 120	5 360	4 425
Centre de prévention de Montréal [1]	7 715	0	0	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo [1]	71	0	0	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [2]	412	287	330	325	238
Chicoutimi	1 029	1 029	975	1 015	1 109
Cowansville [1]	240	0	0	0	0
Montréal	12 212	11 246	9 269	8 608	7 327
Havre-Aubert [3]	80	57	62	54	49
Hull	4 051	3 692	3 164	2 935	2 932
Joliette [1]	290	0	0	0	0
Laval	0	0	0	0	0
Maison Tanguay	2 284	2 073	1 849	1 788	1 733
New Carlisle	868	779	632	668	570
Rimouski	1 226	1 055	1 040	988	692
Rivière-des-Prairies	4 912	10 918	9 342	8 726	9 302
Rivière-du-Loup [1]	98	0	0	0	0
Roberval	666	523	508	463	459
Saint-Hyacinthe [1]	405	0	0	0	0
Saint-Jérôme	6 613	7 171	6 401	6 090	5 740
Sept-Îles	698	638	690	744	669
Sherbrooke	2 928	2 879	2 542	2 482	2 696
Sorel	1 277	1 309	1 233	1 155	1 151
Trois-Rivières	2 312	1 853	1 658	1 517	1 538
Valleyfield	1 742	1 617	1 602	1 472	1 369
Total	62 985	56 954	49 791	46 528	43 911

1. Ces établissements ont été fermés au cours de l'année budgétaire 1996-1997.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
3. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.2.3

Historique de la répartition du nombre d'admissions selon le statut

	Personnes prévenues	Personnes condamnées	Autres
1991-1992	40 201	20 498	108
1992-1993	40 019	23 258	81
1993-1994	39 468	24 763	89
1994-1995	39 456	25 812	89
1995-1996	37 361	28 052	48
1996-1997	34 194	28 760	31
1997-1998	30 735	26 186	33
1998-1999	28 039	21 728	24
1999-2000	28 504	18 024	0
2000-2001	28 950	14 961	0

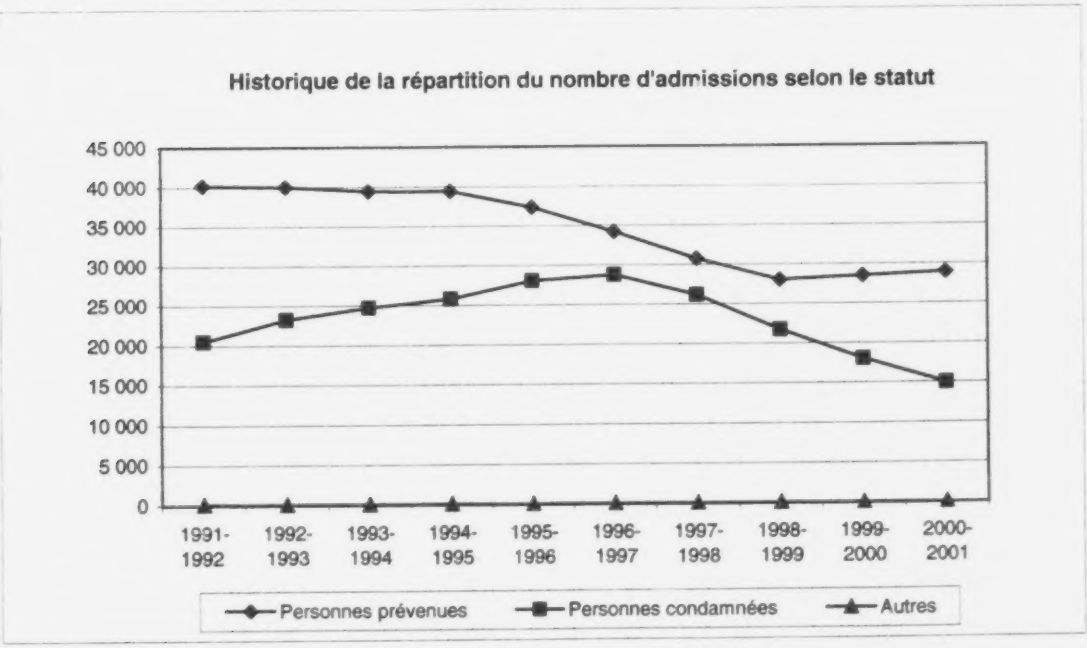


Tableau 3.2.4(a)

Admissions dans les établissements de détention du Québec selon les directions régionales, et selon le motif d'admission, en 2000-2001

Directions régionales	Code de motif d'admission										
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	5	172	1	0	323	0	0	0	0	2	67
Région Outaouais	8	172	0	0	283	0	0	37	0	11	856
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	31	317	4	3	829	1	0	1	0	271	876
Région Montréal	83	2 248	68	4	8 455	0	0	0	0	372	4 431
Région Montérégie	9	379	0	0	1 146	0	0	2	0	0	476
Région Estrie	12	276	3	1	726	0	0	0	0	8	540
Région Mauricie	8	330	0	0	971	0	0	0	0	2	60
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	99	827	27	0	2 108	0	1	0	0	229	839
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	11	245	2	2	227	0	0	0	0	0	118
Région Bas-Saint-Laurent	4	148	53	1	331	0	0	2	0	0	63
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	1	99	2	1	195	0	0	2	0	0	22
Région Côte-Nord	12	78	1	0	229	0	0	0	0	52	111
Total réseau correctionnel du Québec	**283**	**5 291**	**161**	**12**	**15 823**	**1**	**1**	**44**	**0**	**947**	**8 459**

Légende :

01 Sentence de 2 ans ou plus
02 Sentence de moins de 2 ans
03 Examen psychiatrique
04 Cause en appel
05 Cause remise ou pendante
06 Ordonnance du lieutenant-gouverneur
07 Demande déférée
08 Transfert reçu d'une autre province
09 Impossibilité d'offrir des travaux compensatoires
10 Comparution ou témoin du pénitencier
11 Défaut de payer l'amende

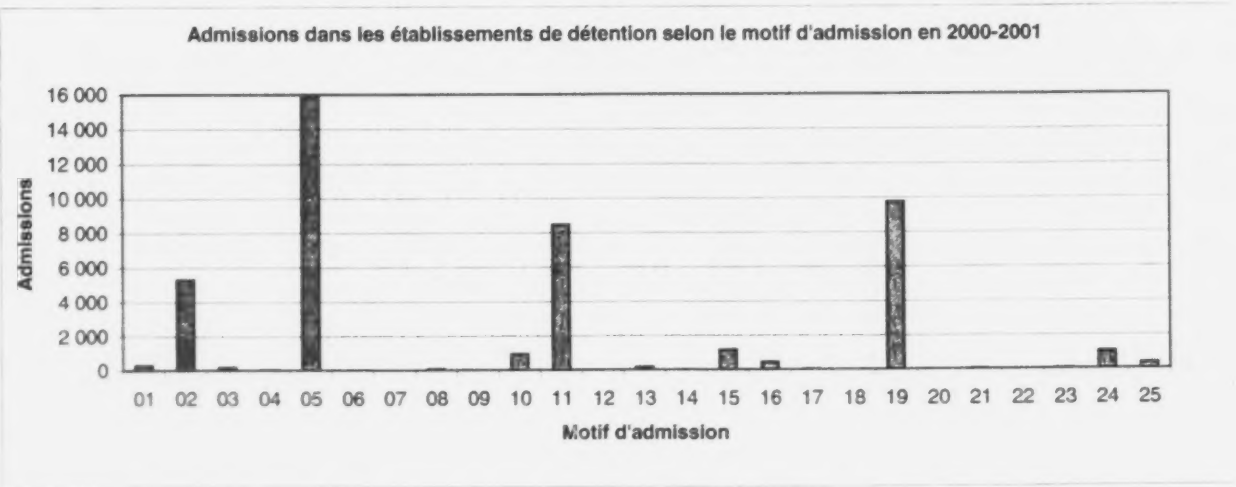


Tableau 3.2.4(a)

Admissions dans les établissements de détention du Québec selon les directions régionales, et selon le motif d'admission, en 2000-2001

Code de motif d'admission														Total
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
0	0	0	12	19	0	0	85	0	3	1	1	17	0	708
1	2	0	38	23	1	0	1 438	0	1	0	2	56	3	2 932
0	0	0	66	43	0	0	3 191	0	0	1	3	96	7	5 740
0	142	0	778	134	1	0	1 071	2	3	1	1	510	296	18 600
0	1	0	8	13	2	0	399	0	1	0	1	83	0	2 520
0	2	0	45	37	1	0	980	0	3	0	0	51	11	2 696
0	0	0	29	27	2	0	69	0	1	0	0	37	2	1 538
0	0	0	123	92	2	0	702	3	0	0	1	94	8	5 155
0	0	0	20	25	0	0	878	0	3	0	1	31	5	1 568
1	0	0	18	15	2	0	39	0	0	0	0	13	2	692
0	0	0	2	7	0	0	262	0	3	0	0	18	5	619
1	0	0	13	5	0	0	620	0	2	0	0	16	3	1 143
3	**147**	**0**	**1 152**	**440**	**11**	**0**	**9 734**	**5**	**20**	**3**	**10**	**1 022**	**342**	**43 911**

12 Entente fédérale-provinciale
13 Immigration ou déportation
14 Travaux compensatoires refusés
15 Suspension libération conditionnelle fédérale
16 Suspension libération conditionnelle québécoise
17 Révocation libération conditionnelle fédérale
18 Révocation libération conditionnelle québécoise
19 Demande d'assistance à l'administrateur
20 Examen médical
21 Télex
22 Retour d'une évasion d'un établissement
23 Retour d'une évasion d'une garde légale
24 Retour d'une absence illégale
25 Autres

Les quatres motifs qui occasionnent le plus d'admissions en 2000-2001

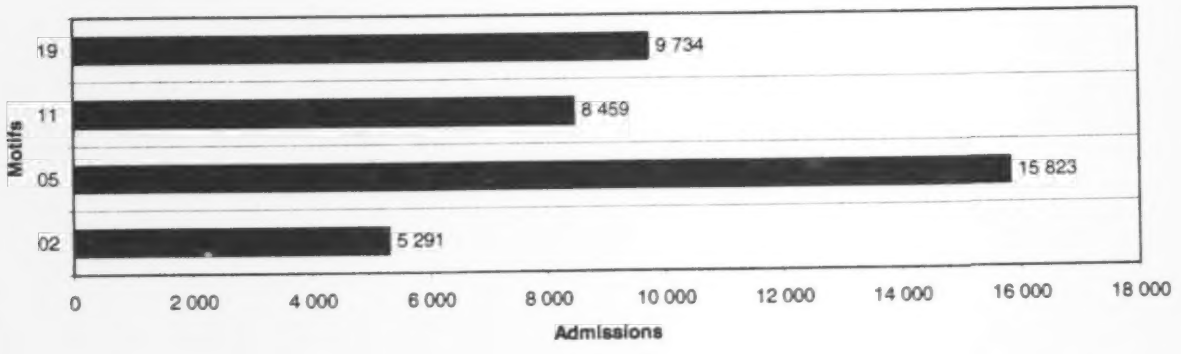


Tableau 3.2.4(b)

Admissions dans les établissements de détention du Québec, selon l'établissement et selon le motif d'admission, en 2000-2001

Établissements	Code de motif d'admission										
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11
Amos	5	172	1	0	323	0	0	0	0	2	67
Baie-Comeau	11	33	1	0	106	0	0	0	0	30	28
Québec (Secteur féminin)	4	126	5	0	97	0	0	0	0	0	57
Québec (Secteur masculin)	95	701	22	0	2 011	0	1	0	0	229	782
Centre Henri-Bourassa (Détention de jour)		11	1	0	0	0	0	0	0	0	
Chicoutimi	6	152	1	0	114	0	0	0	0	0	88
Montréal	9	1 887	0	0	61	0	0	0	0	1	3 781
Havre-aubert	1	7	0	0	6	0	0	0	0	0	2
Hull	8	172	0	0	283	0	0	37	0	11	856
Maison Tanguay	7	230	4	1	733	0	0	0	0	2	621
New-carlisle		92	2	1	189	0	0	2	0	0	20
Rimouski	4	148	53	1	331	0	0	2	0	0	63
Rivières-des-Prairies	67	120	63	3	7 661	0	0	0	0	369	29
Roberval	5	93	1	2	113	0	0	0	0	0	30
St-Jérôme	31	317	4	3	829	1	0	1	0	271	876
Sept-Îles	1	45	0	0	123	0	0	0	0	22	83
Sherbrooke	12	276	3	1	726	0	0	0	0	8	540
Sorel	3	203	0	0	525	0	0	0	0	0	197
Trois-Rivières	8	330	0	0	971	0	0	0	0	2	60
Valleyfield	6	176	0	0	621	0	0	2	0	0	279
Total	**283**	**5 291**	**161**	**12**	**15 823**	**1**	**1**	**44**	**0**	**947**	**8 459**

1. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Légende :

01 Sentence de 2 ans ou plus
02 Sentence de moins de 2 ans
03 Examen psychiatrique
04 Cause en appel
05 Cause remise ou pendante
06 Ordonnance du lieutenant-gouverneur
07 Demande déférée
08 Transfert reçu d'une autre province
09 Impossibilité d'offrir des travaux compensatoires
10 Comparution ou témoin du pénitencier
11 Défaut de payer l'amende

Tableau 3.2.4(b)

Admissions dans les établissements de détention du Québec, selon l'établissement et selon le motif d'admission, en 2000-2001

Code de motif d'admission														Total
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
0	0	0	12	19	0	0	85	0	3	1	1	17	0	708
1	0	0	6	3	0	0	245	0	2	0	0	5	3	474
0	0	0	3	6	0	0	409	0	0	0	0	20	3	730
0	0	0	120	86	2	0	293	3	0	0	1	74	5	4 425
0	0	0	0	0	0	0		0	0	0	0	177	49	238
0	0	0	13	12	0	0	704	0	1	0	1	14	3	1 109
0	1	0	0	110	0	0	994	1	3	1	1	236	241	7 327
0	0	0	0	0	0	0	24	0	3	0	0	1	5	49
1	2	0	38	23	1	0	1 438	0	1	0	2	56	3	2 932
0	8	0	17	15	1	0	53	0	0	0	0	40	1	1 733
0	0	0	2	7	0	0	238	0	0	0	0	17	0	570
1	0	0	18	15	2	0	39	0	0	0	0	13	2	692
0	133	0	761	9	0	0	24	1	0	0	0	57	5	9 302
0	0	0	7	13	0	0	174	0	2	0	0	17	2	459
0	0	0	66	43	0	0	3 191	0	0	1	3	96	7	5 740
0	0	0	7	2	0	0	375	0	0	0	0	11	0	669
0	2	0	45	37	1	0	980	0	3	0	0	51	11	2 696
0	0	0	7	12	1	0	161	0	0	0	0	42	0	1 151
0	0	0	29	27	2	0	69	0	1	0	0	37	2	1 538
0	1	0	1	1	1	0	238	0	1	0	1	41	0	1 369
3	**147**	**0**	**1 152**	**440**	**11**	**0**	**9 734**	**5**	**20**	**3**	**10**	**1 022**	**342**	**43 911**

12 Entente fédérale-provinciale
13 Immigration ou déportation
14 Travaux compensatoires refusés
15 Suspension libération conditionnelle fédérale
16 Suspension libération conditionnelle québécoise
17 Révocation libération conditionnelle fédérale
18 Révocation libération conditionnelle québécoise
19 Demande d'assistance à l'administrateur
20 Examen médical
21 Télex
22 Retour d'une évasion d'un établissement
23 Retour d'une évasion d'une garde légale
24 Retour d'une absence illégale
25 Autres

Tableau 3.2.5

Évolution du nombre des admissions dans les établissements de détention du Québec selon le motif d'admission

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Sentence de 2 ans ou plus	358	306	323	253	283
Sentence de moins de 2 ans	9 203	8 690	7 894	5 851	5 291
Examen psychiatrique	192	165	161	158	161
Cause en appel	23	12	13	25	12
Cause remise ou pendante	16 094	14 616	14 506	14 798	15 823
Ordonnance du lieutenant-gouverneur	6	2	1	1	1
Demande déférée	0	0	0	0	1
Transfert reçu d'une autre province	145	118	85	72	44
Impossibilité d'offrir des travaux compensatoires	374	262	0	0	0
Comparution ou témoin du pénitencier	1 098	907	822	889	947
Défaut de payer l'amende	15 938	14 818	12 140	10 643	8 459
Entente fédérale-provinciale	7	6	1	8	3
Immigration ou déportation	199	250	129	127	147
Travaux compensatoire refusés	52	21	5	0	0
Suspension libération conditionnelle fédérale	1 313	1 349	1 325	1 263	1 152
Suspension libération conditionnelle québécoise	456	441	470	518	440
Révocation libération conditionnelle fédérale	18	21	9	13	11
Révocation libération conditionnelle québécoise	0	0	0	0	0
Demande d'assistance à l'administrateur	13 571	12 024	9 963	10 133	9 734
Examen médical	46	24	13	10	5
Télex	1 389	938	98	33	20
Retour d'une évasion d'un établissement	38	21	12	19	3
Retour d'une évasion d'une garde légale	18	13	14	10	10
Retour d'une absence illégale	1 728	1 241	1 124	1 148	1 022
Autres	719	709	683	556	342
Total	**62 985**	**56 954**	**49 791**	**46 528**	**43 911**

Tableau 3.2.6	
Évolution des admissions dans les établissements de détention du Québec	
1990-1991	52 970
1991-1992	60 807
1992-1993	63 358
1993-1994	64 320
1994-1995	65 357
1995-1996	65 461
1996-1997	62 985
1997-1998	56 954
1998-1999	49 791
1999-2000	46 528
2000-2001	43 911

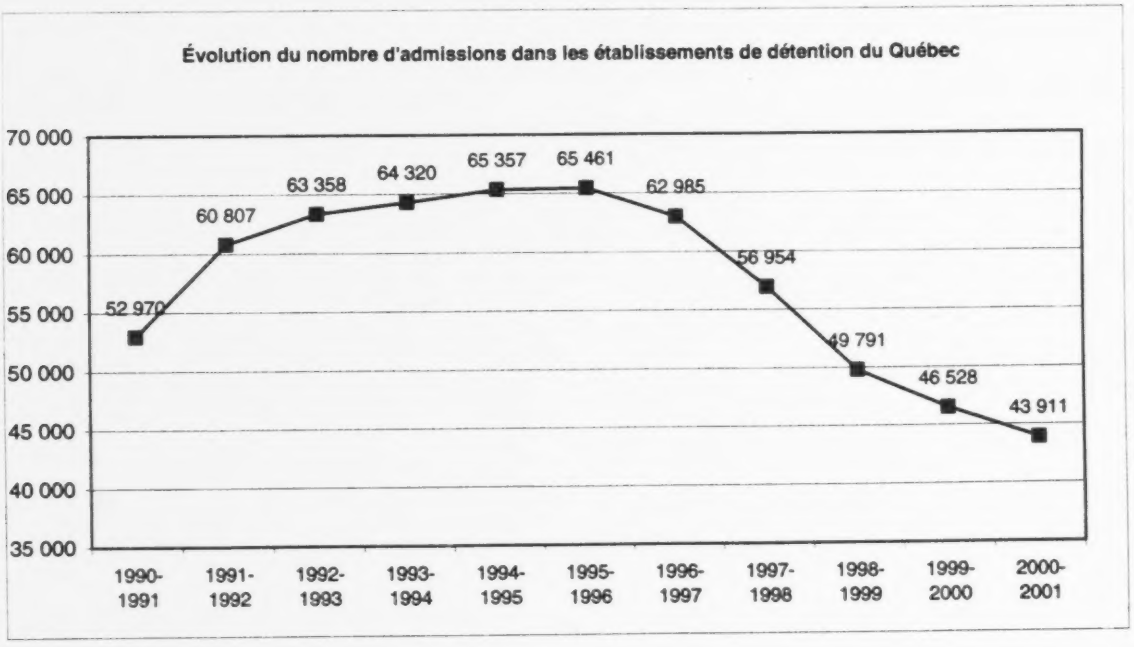


Tableau 3.2.7

Évolution des statistiques sur les admissions de personnes condamnées (en %)

		1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Sexe	Femme	8,22	8,51	8,85	9,74	10,17
	Homme	91,78	91,49	91,15	90,26	89,83
Type de peine	Continue	88,09	90,23	89,00	92,82	88,48
	Discontinue	11,91	9,77	11,00	7,18	11,52
Durée des	1 à 7 jours	14,63	12,25	13,91	14,31	14,70
sentences	8 à 14 jours	14,64	16,23	16,54	17,95	18,66
globales	15 à 29 jours	18,52	19,66	18,09	17,88	17,87
	entre 1 et moins de 3 mois	29,56	29,33	27,00	25,23	30,83
	entre 3 et moins de 6 mois	13,97	13,83	14,25	14,59	9,64
	entre 6 et moins de 12 mois	5,29	5,05	5,98	5,99	4,34
	entre 12 et moins de 24 mois	3,06	3,22	3,43	3,11	3,56
	24 mois ou plus	0,33	0,43	0,80	0,94	0,39
Durée médiane [1]		30 j	30 j	30 j	29 j	28 j
Durée moyenne [1]		65,75 j	67,32 j	71,50 j	72,30 j	68,07 j

1. La durée médiane et la durée moyenne excluent les sentences globales de 24 mois ou plus.

3.3 – Les libérations

Le nombre de libérations suit le mouvement du nombre d'admissions
Depuis 1992-1993, le nombre de libérations suit presque exactement la même tendance que les admissions. Ainsi, les libérations et les admissions ont connu la même baisse, soit 7,5 %, passant de 47 518 en 1999-2000 à 43 951 en 2000-2001.

Le motif de libération « peine expirée » représente près de 45 % des cas de libération
En 1997-1998, ce motif était à l'origine de plus de 46 % des libérations. Ce pourcentage a baissé régulièrement depuis, pour atteindre 39,2 % en 2000-2001. Le second motif de libération est « Engagement ou promesse »; il ne s'applique qu'aux prévenus, car seuls ces derniers peuvent être libérés avec engagement à venir comparaître. Ce motif représente plus de 26 % des cas de libération en 2000-2001 (tableau 3.3.2). Il est en hausse constante depuis 1997-1998, alors qu'il ne représentait que 16,8 % de l'ensemble des libérations.

Tableau 3.3.1 (a)

Évolution du nombre de libérations dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales et les réseaux correctionnels

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1 574	997	951	835	711
Région Outaouais	3 888	3 567	3 077	2 827	2 821
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	7 384	8 261	7 182	6 623	6 104
Région Montréal	27 876	24 565	21 263	19 624	18 488
Région Montérégie	3 855	2 950	2 779	3 092	2 749
Région Estrie	2 894	2 874	2 481	2 481	2 615
Région Mauricie	2 347	1 848	1 729	1 517	1 504
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	8 562	8 118	6 912	6 219	5 098
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	1 723	1 529	1 464	1 457	1 486
Région Bas-Saint-Laurent	1 233	989	962	945	601
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	947	846	688	696	623
Région Côte-Nord	1 398	1 147	1 168	1 196	1 141
Autres	0	0	0	6	10
Total réseau correctionnel du Québec	**63 681**	**57 691**	**50 656**	**47 518**	**43 951**

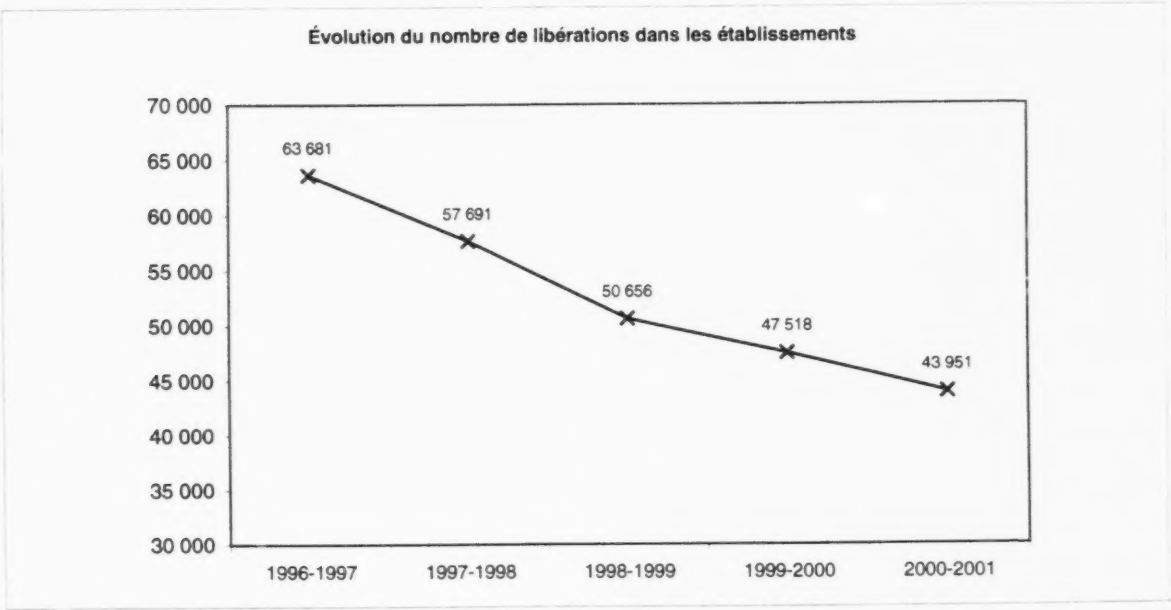


Tableau 3.3.1 (b)

Évolution du nombre de libérations dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Amos	1 574	997	951	835	711
Baie-Comeau	718	539	544	537	511
Québec (secteur féminin)	997	970	822	808	722
Québec (secteur masculin)	7 565	7 148	6 090	5 411	4 376
Centre de prévention de Montréal [1]	6 183	0	0	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo [1]	208	0	0	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [2]	1 670	1 056	1 058	972	794
Chicoutimi	982	972	922	943	997
Cowansville [1]	231	0	0	0	0
Montréal	13 913	12 774	10 713	9 646	8 408
Havre-Aubert [3]	58	41	41	48	37
Hull	3 888	3 567	3 077	2 827	2 821
Joliette [1]	377	0	0	0	0
Laval	0	0	0	0	0
Maison Tanguay	2 365	2 124	1 875	1 773	1 808
New Carlisle	889	805	647	648	586
Rimouski	1 139	989	962	945	601
Rivière-des-Prairies	3 745	8 611	7 617	7 233	7 478
Rivière-du-Loup [1]	94	0	0	0	0
Roberval	741	557	542	514	489
Saint-Hyacinthe [1]	461	0	0	0	0
Saint-Jérôme	7 007	8 261	7 182	6 623	6 104
Sept-Îles	680	608	624	659	630
Sherbrooke	2 894	2 874	2 481	2 481	2 615
Sorel	1 236	1 284	1 252	1 622	1 484
Trois-Rivières	2 347	1 848	1 729	1 517	1 504
Valleyfield	1 719	1 666	1 527	1 470	1 265
Autres	0	0	0	6	10
Total	**63 681**	**57 691**	**50 656**	**47 518**	**43 951**

1. Ces établissements ont été fermés au cours de l'année budgétaire 1996-1997.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
3. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.3.2

Évolution du nombre de libérations dans les établissements de détention du Québec selon le motif de libération

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Peine expirée	28 645	27 004	22 206	19 314	17 217
Amende payée	2 829	1 918	1 870	1 536	1 233
Libération d'office	12	19	4	1	0
Libération conditionnelle fédérale	18	8	14	19	16
Libération conditionnelle québécoise	2 992	2 771	2 713	2 353	1 727
Libération conditionnelle fédérale maintenue	107	66	79	62	27
Probation	396	478	531	544	515
Acquitté	120	149	120	142	186
Condamné sans prison	88	61	55	38	51
Peine purgée	58	46	40	30	15
En appel	43	38	35	44	46
Cautionnement	1 105	1 229	1 197	1 182	495
Peine discontinue	19	141	135	136	129
Condamné au pénitencier	1 215	1 135	1 322	1 126	1 162
Retour au pénitencier	2 891	2 733	2 664	2 604	2 532
Remis à l'immigration	328	413	265	256	252
Sursis pour payer l'amende	320	393	294	237	254
Centre psychiatrique	82	83	173	163	161
Tribunal de la jeunesse	4	6	6	5	2
Assistance à l'administrateur	1 310	1 576	1 685	2 695	2 010
Évasion d'un établissement	33	8	5	8	2
Engagement ou promesse	11 525	9 672	9 679	10 013	11 576
Autres	903	688	458	482	585
Ordonnance de sursis	79	320	303	357	318
Évasion d'une garde légale	14	17	15	11	11
Absence illégale	2 184	1 704	1 585	1 636	1 318
Libération conditionnelle québécoise maintenue	426	421	340	307	176
Admis dans un autre établissement du Québec	681	508	372	426	308
Transfert à une autre province	185	141	140	130	153
Transfert à un autre pays	5	6	6	10	3
Restitution	0	0	0	1	1
Travaux compensatoires acceptés	26	12	8	1	0
Relevé du défaut de comparaître	44	55	43	30	34
Pris en charge par un corps policier	4 865	3 744	2 146	1 457	1 251
Ordonnance de plac. hôpital psychiatrique	126	127	148	161	184
Non indiqué	3	1	0	1	1
Total	**63 681**	**57 691**	**50 656**	**47 518**	**43 951**

3.4 – Les personnes inscrites et les personnes présentes

Une autre information pour connaître une facette de la clientèle correctionnelle est la population moyenne quotidienne présente à 23 h 59, inscrite et totale en détention.

On obtient la population inscrite en ajoutant à la population présente à 23 h 59, les personnes qui sont à l'extérieur en absence temporaire. Cette statistique diffère de celle qui porte sur la population totale. Il s'agit de deux concepts différents. La population totale englobe toutes les personnes qui sont à l'extérieur, en incluant celles qui ont reçu des peines discontinues et celles qui sont à l'extérieur sans absence temporaire (voir lexique pour définitions).

Femmes : 4,9 % de la population présente et 5,5 % de la population inscrite sont des femmes
Puisque la proportion de femmes inscrites en détention est un peu plus élevée que la proportion de femmes présentes, cela nous laisse croire que les femmes bénéficieraient proportionnellement d'un peu plus de jours en absence temporaire que les hommes.

Plus de personnes condamnées que de personnes prévenues
À la lumière des chiffres sur les admissions, nous pourrions conclure que la composition de la population présente dans les établissements de détention est constituée en plus grand nombre de personnes prévenues que de personnes condamnées. Cependant, l'examen de la composition des personnes présentes selon leur statut vient infirmer cette hypothèse puisque, parmi les personnes présentes, 39,6 % en 2000-2001 ont le statut de personnes prévenues, alors qu'elles représentent 65,9 % du total des admissions (tableaux 3.2.1 et 3.4.1). Le nombre d'admissions ne donne donc pas une idée de la réalité et cet exemple démontre bien qu'il est préférable de considérer les deux perspectives plutôt que de se limiter à une seule.

La population moyenne quotidienne présente augmente, tandis que la population inscrite diminue en 2000-2001
La population moyenne quotidienne présente ou inscrite est aussi un indicateur à considérer pour une comparaison complète de l'utilisation des places en détention (tableau 3.4.3). La population moyenne quotidienne de personnes présentes a augmenté de près de 3,2 %, passant de 3 124 en 1999-2000 à 3 223 en 2000-2001. À l'inverse, la population moyenne de personnes inscrites a diminué de 3,1 %, passant de 4 429 à 4 293 personnes par jour.

Le Québec avait le 3^{e} taux d'incarcération le plus faible au Canada en 1999-2000.
En 1999-2000, le Québec occupait le troisième rang des taux d'incarcération les plus faibles parmi les provinces et territoires canadiens pour la population incarcérée sous responsabilité provinciale, avec un taux de 43 personnes en détention par 100 000 habitants. Le Québec est devancé par la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, avec respectivement 37 et 42 personnes par 100 000 habitants. Par ailleurs, les Territoires du Nord-Ouest affichent le taux d'incarcération le plus élevé au Canada, soit 567, se situant très au-dessus de la moyenne canadienne de 61. (Tableau 3.4.4)

Tableau 3.4.1 (a)

Population moyenne quotidienne totale en détention en 2000-2001, selon les directions régionales

Directions régionales	Personnes présentes à 23h59				Personnes à l'extérieur	Population totale
	Personnes prévenues	Personnes condamnées	femmes	hommes		
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	33,87	47,42	0,91	80,39	30,99	112,29
Région Outaouais	41,92	108,01	2,10	147,82	82,87	232,79
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	101,05	240,78	1,17	340,66	176,42	518,25
Région Montréal	621,22	670,70	99,71	1 192,21	520,22	1 812,14
Région Montérégie	48,27	59,61	0,60	107,27	154,27	262,14
Région Estrie	44,45	111,73	0,99	155,19	96,64	252,82
Région Mauricie	66,31	92,94	2,73	156,52	64,40	223,65
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	225,36	369,57	44,88	550,07	180,73	775,69
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	32,72	68,36	1,22	99,86	61,77	162,85
Région Bas-Saint-Laurent	30,67	61,55	1,26	90,96	32,06	124,28
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	15,34	45,77	0,34	60,77	24,66	85,77
Région Côte-Nord	16,46	69,67	1,21	84,91	12,15	98,27
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	4,72	4,72
Total réseau correctionnel du Québec	**1 277,63**	**1 946,10**	**157,13**	**3 066,60**	**1 441,88**	**4 665,61**

Pourcentage du nombre moyen de personnes prévenues et condamnées présentes en 2000-2001

Total du réseau correctionnel

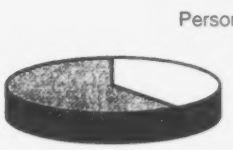


Tableau 3.4.1(b)

Population moyenne quotidienne totale en détention en 2000-2001 selon l'établissement

	Personnes présentes à 23 h 59				Personnes à l'extérieur	Population totale
	Personnes prévenues	Personnes condamnées	femmes	hommes		
Amos	33,87	47,42	0,91	80,39	30,99	112,29
Baie-Comeau	10,54	53,85	0,49	63,90	4,52	68,91
Québec (secteur féminin)	13,31	31,57	44,88	0,02	16,37	61,27
Québec (secteur masculin)	212,05	338,00	0,00	550,05	164,36	714,41
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [1]	0,00	1,03	0,10	0,93	169,38	170,41
Chicoutimi	23,58	33,50	0,77	56,32	37,32	94,41
Montréal	187,12	533,10	0,00	720,22	259,08	979,30
Havre-Aubert [2]	0,16	0,20	0,02	0,34	1,46	1,82
Hull	41,92	108,01	2,10	147,82	82,87	232,79
Maison Tanguay	35,25	64,82	99,61	0,47	41,04	141,12
New Carlisle	15,18	45,57	0,32	60,43	23,19	83,94
Rimouski	30,67	61,55	1,26	90,96	32,06	124,28
Rivière-des-Prairies	398,85	71,75	0,00	470,59	50,72	521,31
Roberval	9,14	34,86	0,45	43,54	24,45	68,44
Saint-Jérôme	101,05	240,78	1,17	340,66	176,42	518,25
Sept-Îles	5,92	15,82	0,72	21,01	7,62	29,35
Sherbrooke	44,45	111,73	0,99	155,19	96,64	252,82
Sorel	26,82	32,14	0,04	58,92	102,08	161,04
Trois-Rivières	66,31	92,94	2,73	156,52	64,40	223,65
Valleyfield	21,45	27,47	0,56	48,35	52,18	101,09
Autre	0,00	0,00	0,00	0,00	4,72	4,72
Total	**1 277,63**	**1 946,10**	**157,13**	**3 066,60**	**1 441,88**	**4 665,61**

1. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.4.2 (a)

Population moyenne quotidienne inscrite en détention en 2000-2001, selon les directions régionales

Directions régionales	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Personnes inscrites	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	34,53	1,08	70,74	1,31	105,27	2,39
Région Outaouais	42,73	1,48	177,41	4,18	220,13	5,65
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	101,55	0,84	380,53	6,44	482,08	7,28
Région Montréal	605,22	39,62	903,30	98,59	1508,52	138,21
Région Montérégie	50,08	0,59	165,42	5,93	215,50	6,52
Région Estrie	47,12	0,99	170,70	2,69	217,83	3,68
Région Mauricie	69,09	2,65	142,05	3,26	211,15	5,91
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	213,49	13,42	455,81	45,45	669,29	58,86
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	33,34	1,15	102,97	1,99	136,30	3,14
Région Bas-Saint-Laurent	30,98	1,42	80,68	0,72	111,66	2,14
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	15,11	0,29	66,62	0,52	81,73	0,81
Région Côte-Nord	15,82	0,84	76,29	1,18	92,11	2,01
Autres	0,00	0,00	4,72	0,00	4,72	0,00
Total réseau correctionnel du Québec	**1259,06**	**64,36**	**2797,23**	**172,25**	**4056,29**	**236,61**

Tableau 3.4.2 (b)

Population moyenne quotidienne inscrite en détention en 2000-2001 selon l'établissement

	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Personnes inscrites	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Amos	34,53	1,08	70,74	1,31	105,27	2,39
Baie-Comeau	10,26	0,29	57,70	0,30	67,96	0,59
Québec (secteur féminin)	0,00	13,42	0,00	45,45	0,00	58,86
Québec (secteur masculin)	213,49	0,00	455,81	0,00	669,29	0,00
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [1]	0,05	0,00	19,63	0,67	19,68	0,67
Chicoutimi	24,58	0,71	53,67	1,65	78,25	2,36
Montréal	187,18	0,00	780,61	0,00	967,79	0,00
Havre-Aubert [2]	0,15	0,01	0,69	0,05	0,83	0,06
Hull	42,73	1,48	177,41	4,18	220,13	5,65
Maison Tanguay	0,47	39,62	0,00	97,92	0,47	137,54
New Carlisle	14,96	0,28	65,93	0,47	80,89	0,75
Rimouski	30,98	1,42	80,68	0,72	111,66	2,14
Rivière-des-Prairies	417,53	0,00	103,05	0,00	520,58	0,00
Roberval	8,76	0,44	49,29	0,33	58,05	0,78
Saint-Jérôme	101,55	0,84	380,53	6,44	482,08	7,28
Sept-Îles	5,56	0,55	18,59	0,88	24,15	1,42
Sherbrooke	47,12	0,99	170,70	2,69	217,83	3,68
Sorel	28,09	0,07	109,32	4,28	137,42	4,35
Trois-Rivières	69,09	2,65	142,05	3,26	211,15	5,91
Valleyfield	21,98	0,52	56,10	1,65	78,08	2,17
Autre	0,00	0,00	4,72	0,00	4,72	0,00
Total	**1259,06**	**64,36**	**2797,23**	**172,25**	**4056,29**	**236,61**

1. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.4.3 (a)

Évolution de la population moyenne quotidienne des personnes présentes et des personnes inscrites dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	Personnes présentes				
	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	78,1	70,8	68,3	62,6	81,3
Région Outaouais	149,8	149,6	162,4	140,1	149,9
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	269,1	324,1	347,6	343,0	341,8
Région Montréal	1 515,6	1 388,4	1 329,5	1 240,6	1 291,9
Région Montérégie	182,2	116,5	119,0	115,9	107,9
Région Estrie	173,1	159,1	164,8	137,4	156,2
Région Mauricie	164,7	163,7	162,5	151,8	159,3
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	545,5	586,1	600,1	588,2	595,0
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	113,7	109,1	112,0	100,1	101,1
Région Bas-Saint-Laurent	79,8	97,2	98,3	91,2	92,2
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	60,9	56,0	60,7	63,5	61,1
Région Côte-Nord	93,0	81,1	96,0	89,9	86,1
Autres	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0
Total réseau correctionnel du Québec	**3 425,6**	**3 301,8**	**3 321,4**	**3 124,6**	**3 223,7**
	Personnes inscrites				
	1996-1997	**1997-1998**	**1998-1999**	**1999-2000**	**2000-2001**
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	139,7	120,1	115,2	97,4	107,7
Région Outaouais	259,3	258,8	259,4	224,9	225,8
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	557,6	658,1	575,5	534,0	489,4
Région Montréal	2 276,1	2 080,4	1 844,7	1 653,0	1 646,7
Région Montérégie	321,3	245,2	225,6	238,4	222,0
Région Estrie	276,1	264,6	245,8	203,4	221,5
Région Mauricie	269,2	266,6	242,2	222,8	217,1
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	917,1	918,7	844,9	783,6	728,2
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	173,2	180,8	174,2	151,3	139,4
Région Bas-Saint-Laurent	143,4	143,5	134,2	127,6	113,8
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	113,0	101,7	92,3	87,9	82,5
Région Côte-Nord	116,9	102,1	109,2	99,6	94,1
Autres	0,0	0,0	0,0	5,4	4,7
Total réseau correctionnel du Québec	**5 562,9**	**5 340,4**	**4 863,1**	**4 429,4**	**4 292,9**

Tableau 3.4.3 (b)

Evolution de la population moyenne quotidienne des personnes présentes et des personnes inscrites dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement

Établissements	Personnes présentes				
	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Amos	78,1	70,8	68,3	62,6	81,3
Baie-Comeau	74,2	58,9	72,9	69,4	64,4
Québec (secteur féminin)	47,7	37,8	45,5	45,9	44,9
Québec (secteur masculin)	497,8	548,4	554,7	542,2	550,1
Centre de prévention de Montréal	235,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Centre de réhabilitation de Waterloo	28,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	0,9	0,4	0,7	1,0	1,0
Chicoutimi	59,0	61,0	60,0	54,8	57,1
Cowansville	6,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Montréal	963,1	888,7	805,6	710,1	720,2
Havre-Aubert	0,8	0,5	0,5	0,7	0,4
Hull	149,8	149,6	162,4	140,1	149,9
Joliette	4,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Laval	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maison Tanguay	137,7	95,1	90,1	88,7	100,1
New Carlisle	60,2	55,5	60,2	62,8	60,8
Rimouski	74,8	97,2	98,3	91,2	92,2
Rivière-des-Prairies	178,2	404,2	433,1	440,8	470,6
Rivière-du-Loup	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Roberval	54,7	48,1	52,0	45,3	44,0
Saint-Hyacinthe	13,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Saint-Jérôme	264,8	324,1	347,6	343,0	341,8
Sept-Îles	18,8	22,2	23,1	20,5	21,7
Sherbrooke	173,1	159,1	164,8	137,4	156,2
Sorel	79,0	65,6	73,0	67,0	59,0
Trois-Rivières	164,7	163,7	162,5	151,8	159,3
Valleyfield	54,6	50,9	46,0	48,9	48,9
Autre	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0
Total	**3 425,6**	**3 301,8**	**3 321,4**	**3 124,6**	**3 223,7**
Établissements	**Personnes inscrites**				
	1996-1997	**1997-1998**	**1998-1999**	**1999-2000**	**2000-2001**
Amos	139,7	120,1	115,2	97,4	107,7
Baie-Comeau	86,8	68,0	81,0	75,4	68,5
Québec(secteur féminin)	72,3	58,2	65,2	63,1	58,9
Québec(secteur masculin)	844,8	860,5	779,6	720,5	669,3
Centre de prévention de Montréal	247,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Centre de réhabilitation de Waterloo	37,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	43,8	27,4	26,8	24,2	20,4
Chicoutimi	95,2	107,0	100,2	85,3	80,6
Cowansville	13,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Montréal	1 589,6	1 480,6	1 216,8	1 005,8	967,8
Havre-Aubert	2,6	1,6	1,2	1,8	0,9
Hull	259,3	258,8	259,4	224,9	225,8
Joliette	18,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Laval	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maison Tanguay	209,5	150,2	134,9	120,5	138,0
New Carlisle	110,4	100,0	91,1	86,2	81,6
Rimouski	133,6	143,5	134,2	127,6	113,8
Rivière-des-Prairies	185,8	422,3	466,2	502,5	520,6
Rivière-du-Loup	9,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Roberval	78,0	73,8	74,0	66,0	58,8
Saint-Hyacinthe	26,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Saint-Jérôme	539,4	658,1	575,5	534,0	489,4
Sept-Îles	30,1	34,1	28,2	24,2	25,6
Sherbrooke	276,1	264,6	245,8	203,4	221,5
Sorel	122,4	123,5	130,2	150,6	141,8
Trois-Rivières	269,2	266,6	242,2	222,8	217,1
Valleyfield	121,1	121,6	95,4	87,8	80,2
Autre	0,0	0,0	0,0	5,4	4,7
Total	**5 562,9**	**5 340,4**	**4 863,1**	**4 429,4**	**4 292,9**

Tableau 3.4.4

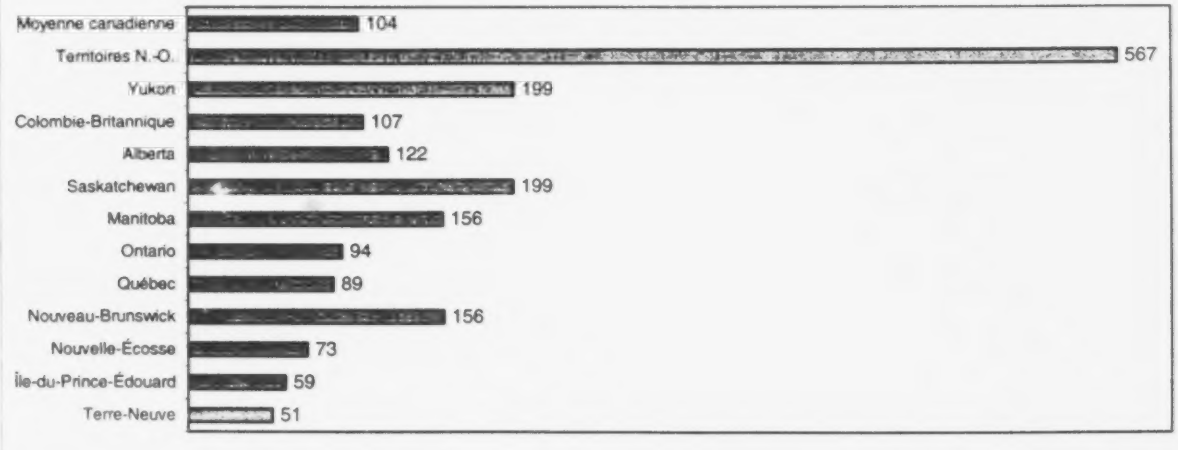
Taux d'incarcération des provinces pour les personnes détenues dans les établissements carcéraux provinciaux et fédéraux, en 1999-2000 (par 100 000 habitants)

Province	Population[1]	Population moyenne quotidienne provinciale[1]	Population moyenne quotidienne fédérale[2]	Taux provincial	Taux fédéral	Taux d'incarcération prov.+féd.
Terre-Neuve	541 000	278	0	51	0	N/A
Île-du-Prince-Édouard	138 000	82	0	59	0	N/A
Nouvelle-Écosse	939 800	350	332	37	35	73
Nouveau-Brunswick	755 000	319	861	42	114	156
Québec	**7 345 400**	**3 142**	**3 365**	**43**	**46**	**89**
Ontario	11 513 800	7 360	3 441	64	30	94
Manitoba	1 143 500	1 099	680	96	59	156
Saskatchewan	1 027 800	1 144	901	111	88	199
Alberta	2 964 700	1 969	1 650	66	56	122
Colombie-Britannique	4 023 100	2 554	1 745	63	43	107
Yukon	30 600	61	0	199	0	N/A
Territoires du Nord-Ouest	41 600	236	0	567	0	N/A
Nunavut	27 000	57	0	211	0	N/A
Total	**30 491 300**	**18 651**	**12 975**	**61**	**43**	**104**

1. Données tirées du document « Services correctionnels pour adultes au Canada 1999-2000 ».

2. Les données pour le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique sont tirées du document « Services correctionnels pour adultes Canada 1999-2000 ». Les données pour les autres provinces ne sont pas détaillées; elles ont donc été calculées à partir de la moyenne de la région canadienne réciproque et de la proportion de la capacité carcérale de la province.

Taux d'incarcération des provinces pour les personnes détenues dans les établissements carcéraux provinciaux et fédéraux en 1999-2000 (par 100 000 habitants)



3.5 – Les personnes condamnées

Le terme de « personne condamnée » désigne ici une personne qui a été condamnée à au moins une peine d'incarcération de nature provinciale, soit de moins de 2 ans, et incarcérée dans un établissement du Québec. Une personne condamnée ne peut donc compter qu'une seule fois au cours d'une même année quel que soit le nombre de sentences impliquées.

Baisse du nombre de personnes condamnées en 2000-2001

Le nombre de personnes condamnées à une sentence de détention en 2000-2001 est de 16 977, soit une diminution de 7,6 % par rapport à 1999-2000 où il était de 18 371. C'est le plus faible nombre de personnes condamnées en quatre ans (tableau 3.5.1). Ce sont les régions du Bas-Saint-Laurent, de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec, de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine qui ont enregistré les baisses les plus notables, soit respectivement -20 %, -20 % et -17 %.

Les 20 à 34 ans reçoivent 49 % des condamnations

Ce sont les jeunes qui constituent la plus grande partie de la clientèle des personnes condamnées. Il semble qu'à l'instar de l'ensemble de la clientèle correctionnelle, les personnes condamnées se trouvent en majorité chez les moins de 35 ans (tableau 3.5.2). Le délit principal pour lequel une personne est le plus fréquemment condamnée à une sentence de détention est « infraction aux règlements municipaux » : 3 278 personnes ont été condamnées pour ce délit suivi de près par les infractions aux lois québécoises avec 4 452 personnes condamnées.

Tableau 3.5.1 (a)

Évolution du nombre de personnes condamnées à une sentence de détention, selon les directions régionales

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	717	581	592	455	364
Région Outaouais	1 804	1 681	1 434	1 404	1 299
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	2 762	2 846	2 434	2 069	1 786
Région Montréal	11 568	10 602	8 542	7 220	6 868
Région Montérégie	1 777	1 450	1 326	1 179	1 054
Région Estrie	1 461	1 400	1 180	933	1 086
Région Mauricie	1 132	980	753	641	740
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	4 215	3 930	3 277	2 723	2 303
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	900	853	774	679	571
Région Bas-Saint-Laurent	773	599	496	459	367
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	443	420	350	256	212
Région Côte-Nord	480	410	434	352	326
Autres	0	0	1	1	1
Total réseau correctionnel du Québec	**28 032**	**25 752**	**21 593**	**18 371**	**16 977**

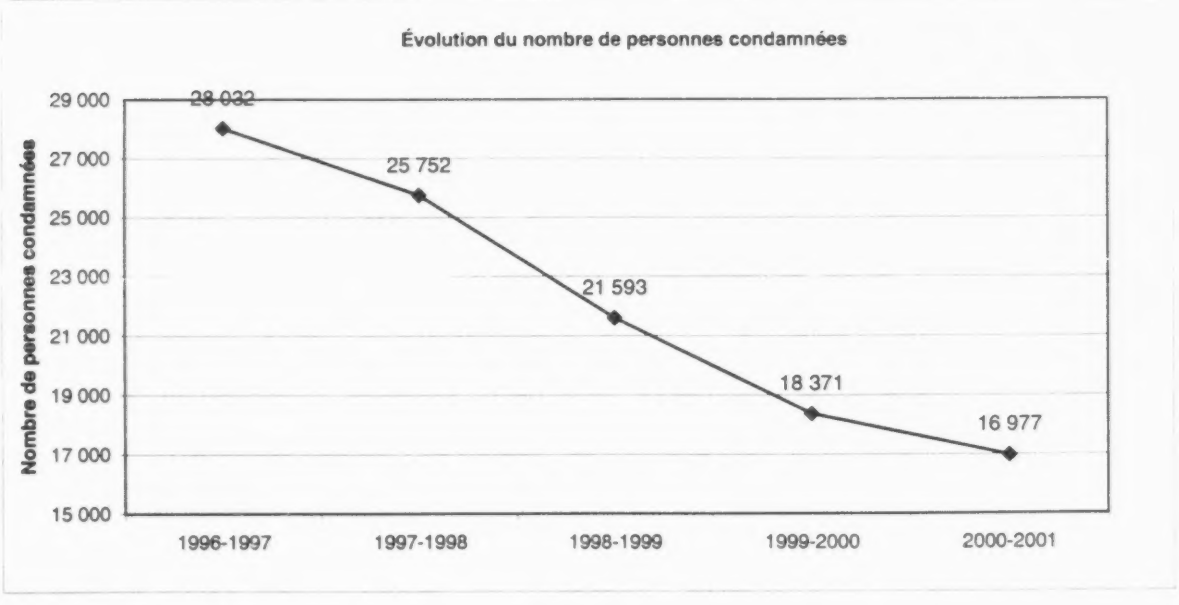


Tableau 3.5.1 (b)

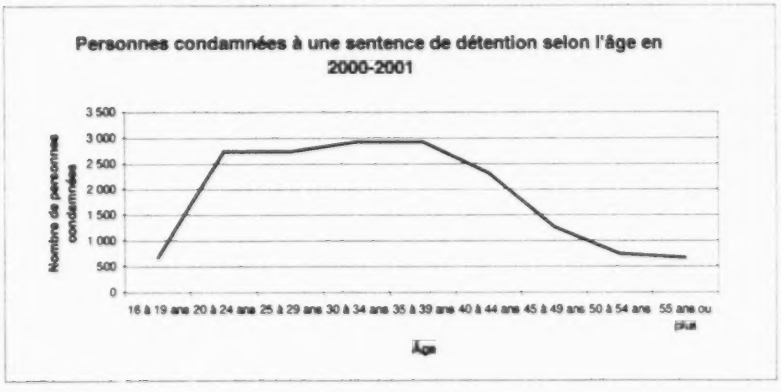
Évolution du nombre de personnes condamnées à une sentence de détention selon l'établissement

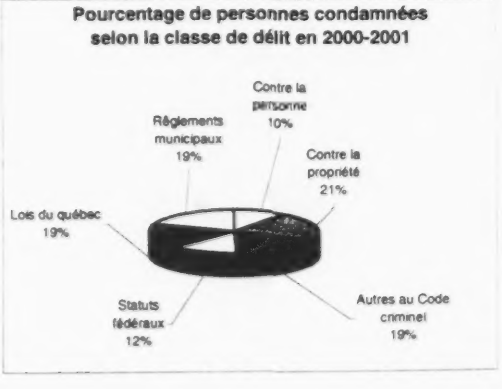
	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Amos	717	581	592	455	364
Baie-Comeau	248	183	217	121	148
Québec (secteur féminin)	435	399	370	340	253
Québec (secteur masculin)	3 780	3 531	2 907	2 383	2 050
Centre de prévention de Montréal [1]	843	0	0	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo [1]	79	0	0	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [2]	780	604	563	500	412
Chicoutimi	529	557	498	435	391
Cowansville [1]	144	0	0	0	0
Montréal	7 982	7 262	5 567	4 424	4 075
Havre-Aubert [3]	40	22	27	14	9
Hull	1 804	1 681	1 434	1 404	1 299
Joliette [1]	82	0	0	0	0
Laval	0	0	0	0	0
Maison Tanguay	1 113	1 058	833	742	772
New Carlisle	403	398	323	242	203
Rimouski	709	599	496	459	367
Rivière-des-Prairies	850	1 678	1 579	1 554	1 609
Rivière-du-Loup [1]	64	0	0	0	0
Roberval	371	296	276	244	180
Saint-Hyacinthe [1]	203	0	0	0	0
Saint-Jérôme	2 680	2 846	2 434	2 069	1 786
Sept-Îles	232	227	217	231	178
Sherbrooke	1 382	1 400	1 180	933	1 086
Sorel	621	677	554	584	462
Trois-Rivières	1 132	980	753	641	740
Valleyfield	809	773	772	595	592
Autres	0	0	1	1	1
Total	**28 032**	**25 752**	**21 593**	**18 371**	**16 977**

1. Ces établissements ont été fermés au cours de l'année budgétaire 1996-1997.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
3. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.5.2

	16 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 ans ou plus	Total
Infractions contre l'État	5	29	37	43	34	24	8	4	2	186
Homicides	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Homicides involontaires	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Tentatives de meurtre	0	2	0	0	1	0	0	0	0	3
Infractions sexuelles	2	15	20	23	26	28	31	23	38	206
Voies de fait	22	143	149	181	183	151	74	41	22	966
Vols qualifiés	51	95	52	58	55	28	10	4	0	353
Autres infractions contre la personne	9	27	44	56	78	66	41	17	21	359
Introductions par effraction	172	308	194	166	166	108	39	21	8	1182
Extorsion	3	10	6	9	8	2	1	2	1	42
Vols simples	45	194	198	208	215	187	97	52	46	1242
Méfaits, incendies, dommages	30	110	91	96	125	63	32	13	9	569
recel	8	40	29	33	23	22	7	6	4	172
Autres infractions contre la propriété	5	8	10	8	8	6	3	1	1	50
Armes à feu	5	17	26	13	11	13	6	4	2	97
Fraude, corruption, escroquerie	3	16	20	40	37	26	15	6	4	167
Paris, prostitution, moeurs	1	2	6	14	10	4	2	1	2	42
Outrages	0	0	0	0	0	0	1	1	0	2
Complots, complicité, tentatives	20	65	52	46	38	25	13	13	4	276
Évasions	46	165	140	176	145	111	60	28	17	888
Infractions à la circulation routière (Code criminel)	13	92	153	240	294	326	219	155	163	1655
Autres délits au Code criminel	17	166	121	135	133	90	49	30	16	757
Stupéfiants	83	273	224	230	186	125	73	47	17	1258
Aliments et drogues	3	4	4	3	3	4	1	0	0	22
Immigration	0	1	2	1	1	2	2	0	2	11
Assurance-chômage	0	0	0	1	1	1	0	0	1	4
Loi sur les Indiens	0	0	0	1	0	1	0	1	1	4
Autres infractions aux statuts fédéraux	10	12	3	2	1	4	3	1	3	39
Chasse et pêche	0	1	1	1	1	5	0	1	3	13
Conservation de la faune	0	2	2	0	1	1	1	1	2	10
Transport	0	1	0	1	2	1	0	1	0	6
Main-d'oeuvre	0	2	4	9	7	6	2	2	2	34
Infractions provinciales (Boisson et circulation)	43	411	570	595	511	384	210	109	108	2941
Autres infractions aux lois québécoises	3	12	18	24	17	25	15	7	20	141
Infractions municipales (Circulation)	21	208	330	291	344	252	139	92	77	1754
Autres infractions aux règlements municipaux	57	301	224	219	259	223	112	61	68	1524
Total	**678**	**2 732**	**2 731**	**2 923**	**2 924**	**2 314**	**1 266**	**745**	**664**	**16 977**





3.6 – Les séjours

Les statistiques sur les séjours décrivent le nombre de personnes présentes à 23 h 59 pendant une année. Ce nombre, qui est calculé tous les jours, permet d'évaluer la durée totale des séjours des personnes contrevenantes. Cette statistique illustre la même situation que pour les personnes présentes, mais sur une base annuelle. La moyenne quotidienne de personnes présentes est obtenue à partir de la durée annuelle des séjours dans les établissements divisée par le nombre de jours de l'année.

La durée totale des séjours dans les établissements de détention augmente en 2000-2001
Bien que le nombre d'admissions ait diminué pendant cette période, la durée totale des séjours a augmenté de 2,9 %. Soulignons que la durée totale des séjours reste inférieure aux chiffres observés durant les années 90.

Les établissements ont évolué différemment depuis 1999-2000
Tous les établissements n'ont pas évolué de la même manière depuis 1999-2000. Par exemple, la durée totale des séjours à Amos, Sherbrooke et à la Maison Tanguay ont augmenté respectivement de 29 %, 12 % et 13 % en un an. Inversement, la durée des séjours à Sorel et Havre-Aubert ont diminué de 12 % et 51 %.

Tableau 3.6.1(a)

Durée totale des séjours dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales, le statut et le sexe en 2000-2001

Directions régionales	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Total	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	213	12 150	119	17 191	332	29 341
Région Outaouais	428	14 871	340	39 082	768	53 953
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	279	36 606	148	87 735	427	124 341
Région Montréal	12 697	214 050	23 696	221 109	36 393	435 159
Région Montérégie	162	17 455	58	21 699	220	39 154
Région Estrie	214	16 010	148	40 634	362	56 644
Région Mauricie	767	23 437	231	33 693	998	57 130
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	4 857	77 398	11 523	123 369	16 380	200 767
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	336	11 606	110	24 842	446	36 448
Région Bas-Saint-Laurent	391	10 803	69	22 396	460	33 199
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	107	5 492	17	16 689	124	22 181
Région Côte-Nord	298	5 709	146	25 284	444	30 993
Autres	0	0	0	0	0	0
Total réseau correctionnel du Québec	**20 749**	**445 587**	**36 605**	**673 723**	**57 354**	**1 119 310**
		466 336		**710 328**		**1 176 664**

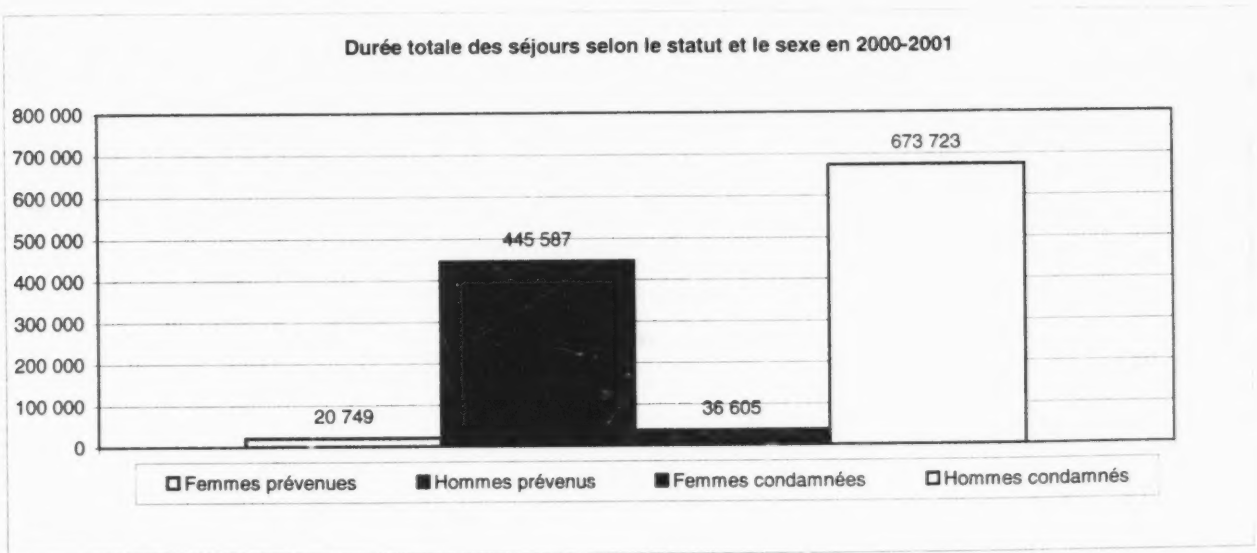


Tableau 3.6.1 (b)

Durée totale des séjours dans les établissements de détention du Québec, selon l'établissement, le statut et le sexe en 2000-2001

Établissements	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Total	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Amos	213	12 150	119	17 191	332	29 341
Baie-Comeau	105	3 743	75	19 581	180	23 324
Québec (secteur féminin)	4 857	0	11 523	0	16 380	0
Québec (secteur masculin)	0	77 398	0	123 369	0	200 767
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [1]	0	0	35	340	35	340
Chicoutimi	198	8 409	82	12 146	280	20 555
Montréal	0	68 300	0	194 582	0	262 882
Havre-Aubert [2]	5	53	3	71	8	124
Hull	428	14 871	340	39 082	768	53 953
Maison Tanguay	12 696	172	23 661	0	36 357	172
New Carlisle	102	5 439	14	16 618	116	22 057
Rimouski	391	10 803	69	22 396	460	33 199
Rivière-des-Prairies	1	145 578	0	26 187	1	171 765
Roberval	138	3 197	28	12 696	166	15 893
Saint-Jérôme	279	36 606	148	87 735	427	124 341
Sept-Îles	193	1 966	71	5 703	264	7 669
Sherbrooke	214	16 010	148	40 634	362	56 644
Sorel	8	9 781	6	11 725	14	21 506
Trois-Rivières	767	23 437	231	33 693	998	57 130
Valleyfield	154	7 674	52	9 974	206	17 648
Autres	0	0	0	0	0	0
Total	**20 749**	**445 587**	**36 605**	**673 723**	**57 354**	**1 119 310**
		466 336		**710 328**		**1 176 664**

1. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
2. Ce centre relève adminstrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.6.2 (a)

Évolution de la durée totale des séjours dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales et les réseaux correctionnels

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	28 521	25 846	24 930	22 927	29 673
Région Outaouais	54 691	54 597	59 289	51 290	54 721
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	98 218	118 287	126 888	125 522	124 768
Région Montréal	553 191	506 766	485 270	454 056	471 552
Région Montérégie	66 514	42 539	43 453	42 402	39 374
Région Estrie	63 172	58 082	60 153	50 306	57 006
Région Mauricie	60 106	59 766	59 311	55 554	58 128
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	199 107	213 941	219 052	215 274	217 147
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	41 504	39 830	40 872	36 641	36 894
Région Bas-Saint-Laurent	29 130	35 479	35 880	33 391	33 659
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	22 243	20 444	22 151	23 241	22 305
Région Côte-Nord	33 942	29 596	35 052	32 907	31 437
Autres	0	0	0	104	0
Total réseau correctionnel du Québec	**1 250 339**	**1 205 173**	**1 212 301**	**1 143 615**	**1 176 664**

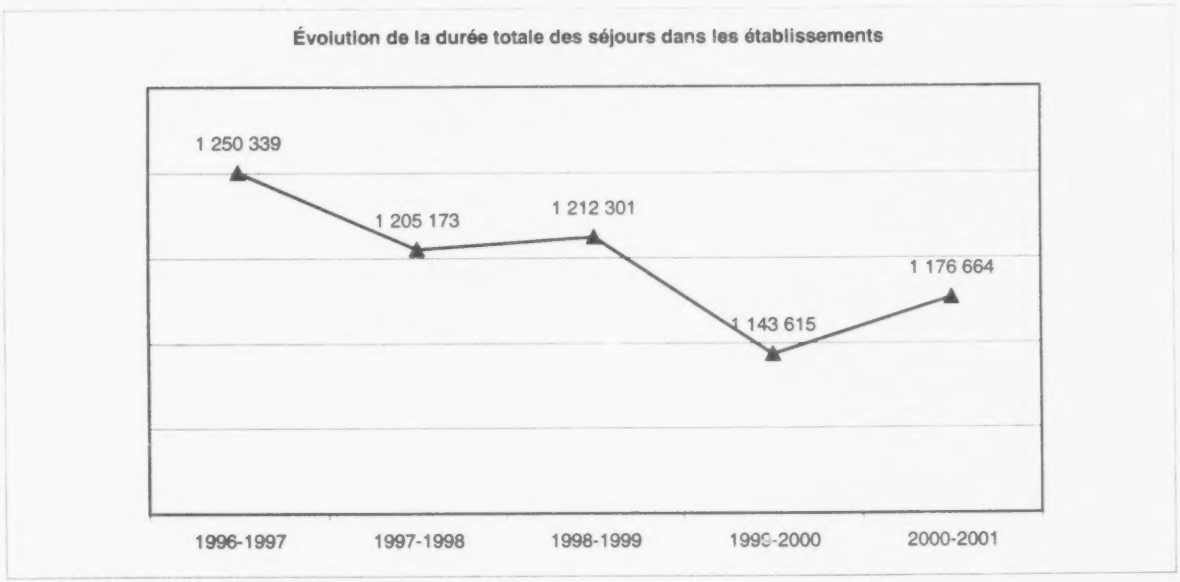


Tableau 3.6.2 (b)

Évolution de la durée totale des séjours dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Amos	28 521	25 846	24 930	22 927	29 673
Baie-Comeau	27 084	21 507	26 615	25 387	23 504
Québec (secteur féminin)	17 425	13 784	16 591	16 813	16 380
Québec (secteur masculin)	181 682	200 157	202 461	198 461	200 767
Centre de prévention de Montréal [1]	86 037	0	0	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo [1]	10 448	0	0	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [2]	324	157	262	366	375
Chicoutimi	21 524	22 281	21 907	20 062	20 835
Cowansville [1]	2 523	0	0	0	0
Montréal	351 525	324 364	294 036	259 897	262 882
Havre-Aubert [3]	280	169	168	271	132
Hull	54 691	54 597	59 289	51 290	54 721
Joliette [1]	1 548	0	0	0	0
Maison Tanguay	50 244	34 716	32 894	32 449	36 529
New Carlisle [3]	21 963	20 275	21 983	22 970	22 173
Rimouski	27 316	35 479	35 880	33 391	33 659
Rivière-des-Prairies	65 061	147 529	158 078	161 344	171 766
Rivière-du-Loup [1]	1 814	0	0	0	0
Roberval	19 980	17 549	18 965	16 579	16 059
Saint-Hyacinthe [1]	4 773	0	0	0	0
Saint-Jérôme	96 670	118 287	126 888	125 522	124 768
Sept-Îles	6 858	8 089	8 437	7 520	7 933
Sherbrooke	63 172	58 082	60 153	50 306	57 006
Sorel	28 828	23 943	26 653	24 516	21 520
Trois-Rivières	60 106	59 766	59 311	55 554	58 128
Valleyfield	19 942	18 596	16 800	17 886	17 854
Autres				104	0
Total	**1 250 339**	**1 205 173**	**1 212 301**	**1 143 615**	**1 176 664**

1. Ces établissements ont été fermés au cours de l'année budgétaire 1996-1997
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
3. Ce centre relève adminstrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

3.7 – Les comparutions et les transferts

L'une des activités qui incombe à la DGSC est de s'assurer de la comparution des personnes qui sont sous sa garde. Pour cette raison, on trouve dans la présente section les principales statistiques concernant la comparution des personnes détenues. Le transfert des personnes détenues d'un établissement à un autre requiert plusieurs ressources et constitue aussi une activité importante.

Le nombre de comparutions augmente en 2000-2001
En 1992-1993, la DGSC a atteint un maximum avec 93 990 comparutions. Depuis, le nombre de comparutions sous la responsabilité des établissements de détention, diminuait régulièrement. Ainsi, en 1999-2000, le nombre de comparutions était de 62 761, en baisse de 2,7 % comparativement à l'année précédente. En 2000-2001 par contre, ce nombre enregistre une hausse de 2,3 %, la première en huit ans, pour s'établir à 64 189.

Comparutions : Montréal, la Capitale-Nationale et les autres
Le nombre le plus important de comparutions est enregistré surtout dans les régions urbanisées du réseau correctionnel. En fait, 39,3 % des comparutions ont eu lieu dans la région de Montréal, 14,3 % dans la région de la Capitale-Nationale-Chaudières-Appalaches et 14,4 % dans la région de Laval-Lanaudière-Laurentides (tableau 3.7.1(a)). Les autres comparutions, soit 32 % se répartissent dans les neuf autres régions du réseau correctionnel. Mentionnons que l'Estrie connaît la plus forte hausse en 2000-2001, avec 14,5 % .

Transferts reçus et les transferts envoyés
Un transfert reçu est comptabilisé lorsqu'une personne arrive dans un établissement en provenance d'un autre établissement de détention. Par ailleurs, un transfert envoyé est comptabilisé lorsqu'une personne quitte l'établissement de détention où elle est inscrite pour un autre établissement. Si l'on ne considérait que les établissements de détention du Québec, le nombre de transferts reçus et le nombre de transferts envoyés seraient égaux. Toutefois, étant donné que certains transferts concernent des établissements fédéraux ou des établissements situés dans d'autres provinces, ces nombres diffèrent légèrement.

Le nombre de transferts diminue en 2000-2001
Le nombre de transferts envoyés et reçus en 2000-2001 a augmenté de 16,2 %, passant de 16 458 à 19 175 pour les transferts envoyés et passant de 16 687 à 19 355 pour les transferts reçus.

Tableau 3.7.1 (a)

Évolution du nombre de comparutions sous la responsabilité des établissements de détention, selon les directions régionales

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1 422	1 042	754	992	1 009
Région Outaouais	5 062	4 665	4 233	3 694	4 037
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	9 837	9 699	9 343	9 535	9 236
Région Montréal	29 311	26 666	26 099	24 617	25 261
Région Montérégie	4 373	2 891	2 889	3 158	3 216
Région Estrie	3 573	3 464	3 505	3 331	3 814
Région Mauricie	3 180	2 592	2 903	2 748	3 060
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	11 091	10 474	9 412	9 274	9 203
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	2 012	1 875	1 944	2 016	1 883
Région Bas-Saint-Laurent	1 436	1 051	1 168	1 081	1 141
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	628	518	485	618	561
Région Côte-Nord	1 659	1 658	1 781	1 697	1 768
Autres	0	0	0	0	0
Total réseau correctionnel du Québec	**73 584**	**66 595**	**64 516**	**62 761**	**64 189**

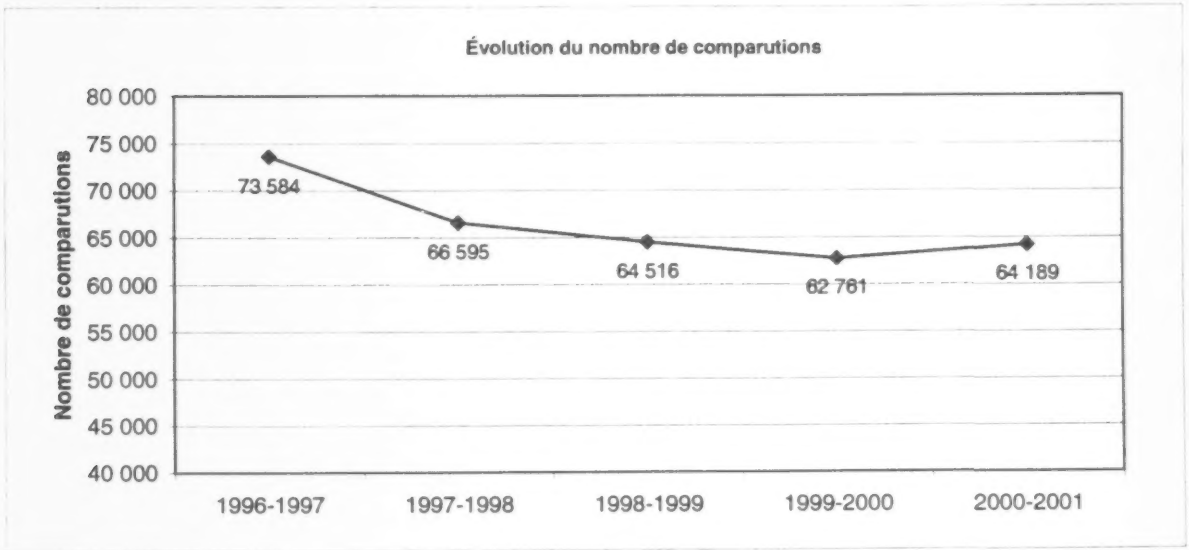


Tableau 3.7.1 (b)

Évolution du nombre de comparutions sous la responsabilité des établissements de détention selon l'établissement

Établissements	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Amos	1 422	1 042	754	992	1 009
Baie-Comeau	560	594	547	508	551
Québec (secteur féminin)	1 268	998	997	979	971
Québec (secteur masculin)	9 823	9 476	8 415	8 295	8 232
Centre de prévention de Montréal [1]	11 225	0	0	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo [1]	13	0	0	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [2]	38	35	20	46	10
Chicoutimi	1 328	1 486	1 391	1 485	1 509
Cowansville [1]	251	0	0	0	0
Montréal	8 188	6 707	5 960	5 630	6 209
Havre-Aubert [3]	10	7	4	20	6
Hull	5 062	4 665	4 233	3 694	4 037
Joliette [1]	464	0	0	0	0
Maison Tanguay	2 143	1 628	1 814	1 702	1 831
New Carlisle	618	511	481	598	555
Rimouski	1 282	1 051	1 168	1 081	1 141
Rivière-des-Prairies	7 717	18 296	18 305	17 239	17 211
Rivière-du-Loup [1]	154	0	0	0	0
Roberval	684	389	553	531	374
Saint-Hyacinthe [1]	466	0	0	0	0
Saint-Jérôme	9 373	9 699	9 343	9 535	9 236
Sept-Îles	1 099	1 064	1 234	1 189	1 217
Sherbrooke	3 573	3 464	3 505	3 331	3 814
Sorel	1 691	1 489	1 340	1 635	1 531
Trois-Rivières	3 180	2 592	2 903	2 748	3 060
Valleyfield	1 952	1 402	1 549	1 523	1 685
Autres	0	0	0	0	0
Total	**73 584**	**66 595**	**64 516**	**62 761**	**64 189**

1. Ces établissements ont été fermés au cours de l'année budgétaire 1996-1997.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
3. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.7.2 (a)

Évolution du nombre de transferts vers d'autres établissements de détention, selon les directions régionales et les réseaux correctionnels

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	292	354	347	330	300
Région Outaouais	406	403	378	406	502
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	1 965	1 762	1 802	1 718	2 029
Région Montréal	10 628	9 565	9 076	8 268	9 399
Région Montérégie	1 671	1 026	1 332	1 036	1 217
Région Estrie	682	645	616	594	703
Région Mauricie	567	455	609	524	832
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	2 505	2 109	1 896	1 677	2 050
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	663	613	653	569	543
Région Bas-Saint-Laurent	754	427	472	384	485
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	273	175	221	192	166
Région Côte-Nord	893	746	865	759	949
Autres	0	0	0	1	0
Total réseau correctionnel du Québec	**21 299**	**18 280**	**18 267**	**16 458**	**19 175**

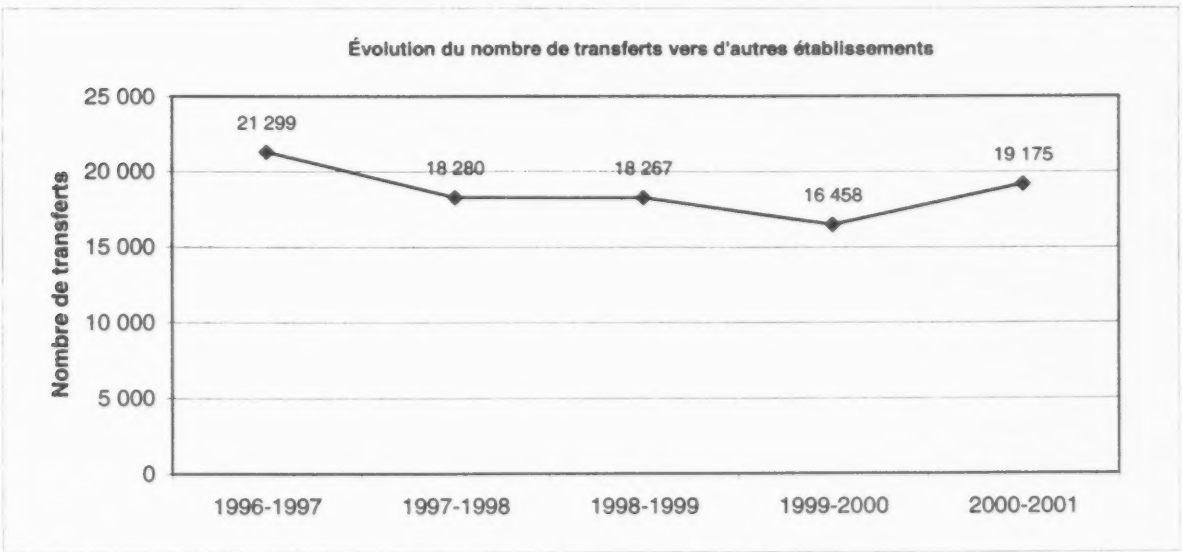


Tableau 3.7.2 (b)

Évolution du nombre de transferts vers d'autres établissements de détention selon l'établissement

Établissements	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Amos	292	354	347	330	300
Baie-Comeau	601	490	523	445	559
Québec (secteur féminin)	156	126	154	133	141
Québec (secteur masculin)	2 349	1 983	1 742	1 544	1 909
Centre de prévention de Montréal	3 810	0	0	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo	203	0	0	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [1]	43	43	31	34	45
Chicoutimi	314	343	396	375	369
Cowansville	173	0	0	0	0
Montréal	4 096	4 186	3 992	3 501	3 346
Havre-Aubert [2]	35	31	32	29	24
Hull	406	403	378	406	502
Joliette	237	0	0	0	0
Maison Tanguay	359	388	489	485	409
New Carlisle	238	144	189	163	142
Rimouski	624	427	472	384	485
Rivière-des-Prairies	2 320	4 948	4 564	4 248	5 599
Rivière-du-Loup	130	0	0	0	0
Roberval	349	270	257	194	174
Saint-Hyacinthe	238	0	0	0	0
Saint-Jérôme	1 728	1 762	1 802	1 718	2 029
Sept-Îles	292	256	342	314	390
Sherbrooke	682	645	616	594	703
Sorel	677	613	810	717	744
Trois-Rivières	567	455	609	524	832
Valleyfield	380	413	522	319	473
Autres	0	0	0	1	0
Total	**21 299**	**18 280**	**18 267**	**16 458**	**19 175**

1. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.7.3 (a)

Évolution du nombre de transferts reçus des autres établissements, selon les directions régionales et les réseaux correctionnels

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	258	191	259	262	293
Région Outaouais	284	226	272	296	383
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	2 583	2 756	2 570	2 120	2 365
Région Montréal	10 739	9 414	9 101	8 168	9 458
Région Montérégie	1 298	994	1 326	1 449	1 429
Région Estrie	750	571	526	540	663
Région Mauricie	529	460	644	525	780
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	2 430	1 950	1 769	1 624	2 005
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	666	619	613	496	467
Région Bas-Saint-Laurent	629	343	395	316	379
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	249	152	212	159	177
Région Côte-Nord	871	741	832	723	951
Autres	0	0	0	9	5
Total réseau correctionnel du Québec	**21 286**	**18 417**	**18 519**	**16 687**	**19 355**

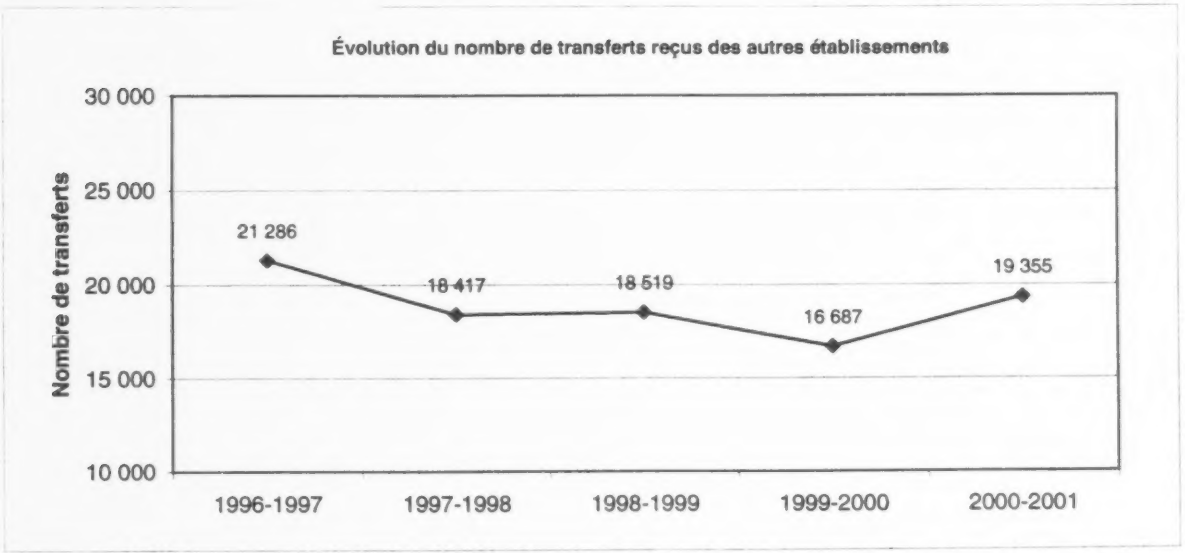


Tableau 3.7.3 (b)

Évolution du nombre de transferts reçus des autres établissements de détention selon l'établissement

Établissements	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Amos	258	191	259	262	293
Baie-Comeau	609	525	555	496	596
Québec (secteur féminin)	138	108	136	134	145
Québec (secteur masculin)	2 292	1 842	1 633	1 490	1 860
Centre de prévention de Montréal [1]	1 827	0	0	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo [1]	94	0	0	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [2]	1 035	793	743	670	562
Chicoutimi	282	288	343	257	262
Cowansville [1]	73	0	0	0	0
Montréal	5 905	5 525	5 066	4 262	4 605
Havre-Aubert [3]	16	13	12	21	13
Hull	284	226	272	296	383
Joliette [1]	164	0	0	0	0
Maison Tanguay	373	410	459	479	490
New Carlisle	233	139	200	138	164
Rimouski	588	343	395	316	379
Rivière-des-Prairies	1 599	2 686	2 833	2 757	3 801
Rivière-du-Loup [1]	41	0	0	0	0
Roberval	384	331	270	239	205
Saint-Hyacinthe [1]	96	0	0	0	0
Saint-Jérôme	2 419	2 756	2 570	2 120	2 365
Sept-Îles	262	216	277	227	355
Sherbrooke	750	571	526	540	663
Sorel	692	575	897	1 146	1 071
Trois-Rivières	529	460	644	525	780
Valleyfield	343	419	429	303	358
Autre	0	0	0	9	5
Total	**21 286**	**18 417**	**18 519**	**16 687**	**19 355**

1. Ces établissements ont été fermés au cours de l'année budgétaire 1996-1997.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
3. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

3.8 – Les absences temporaires

Le programme d'absence temporaire permet à une personne détenue de s'absenter de l'établissement de détention pour une période déterminée, à certaines conditions. Il y a trois types d'absence temporaire : celles qui favorisent la réinsertion sociale, celles qui sont accordées pour des raisons médicales et celles pour des raisons humanitaires. Les absences temporaires pour des raisons humanitaires et pour des raisons médicales sont plus rares, puisqu'elles sont accordées dans des cas précis, comme un traitement hospitalier particulier (raison médicale) ou le décès d'un proche parent (raison humanitaire).

Diminution du nombre de jours en absence temporaire en 2000-2001
Le nombre total de jours en absence temporaire a diminué pour la cinquième année consécutive, passant de 479 161 jours en 1999-2000 à 390 243 en 2000-2001, soit une baisse de 18,6 %. Cette diminution se répartit selon le motif de l'absence temporaire : raison humanitaire (-27,6 %), raison médicale (-15,9 %) et raison de réinsertion sociale (-17,5 %). Depuis le sommet atteint en 1996-1997, avec 780 109 jours, le nombre total de jours en absence temporaire a été divisé par deux.

Le nombre de jours en absence temporaire pour réinsertion sociale, en 2000-2001 représente 85 % du nombre total
Les autres 15 % de jours en absence temporaire sont répartis de la façon suivante : 10,1 % pour des raisons humanitaires et 4,9 % pour des raisons médicales (tableau 3.8.1). Cette répartition est similaire à celle observée en 1999-2000.

Tableau 3.8.1 (a)

Durée en jours des absences temporaires, selon le motif d'octroi et les directions régionales en 2000-2001

	Humanitaire	Médicale	Réinsertion sociale	Total
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1 462	743	7 418	9 623
Région Outaouais	2 715	1 278	23 699	27 692
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	2 893	744	50 213	53 850
Région Montréal	12 338	9 505	107 663	129 506
Région Montérégie	2 363	1 028	38 271	41 662
Région Estrie	2 518	1 353	19 974	23 845
Région Mauricie	3 967	1 650	15 481	21 098
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	5 034	621	42 975	48 630
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	3 026	812	10 164	14 002
Région Bas-Saint-Laurent	654	709	6 514	7 877
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	1 713	356	5 751	7 820
Région Côte-Nord	692	244	1 980	2 916
Autres	45	0	1 677	1 722
Total réseau correctionnel du Québec	**39 420**	**19 043**	**331 780**	**390 243**

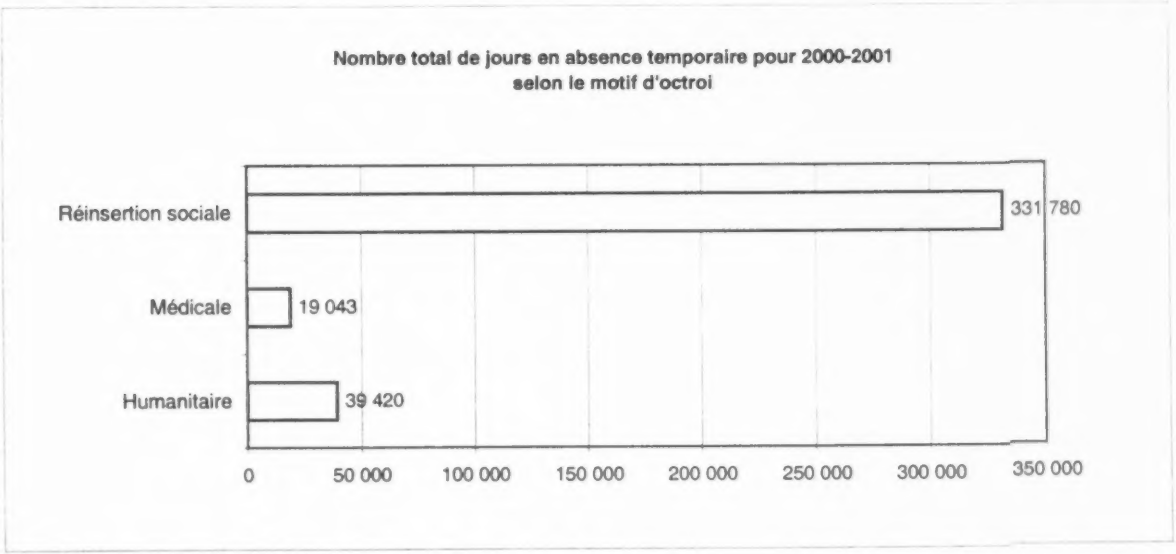


Tableau 3.8.1 (b)

Durée en jours des absences temporaires, selon l'établissement et selon le motif d'octroi en 2000-2001

Établissements	Humanitaire	Médicale	Réinsertion sociale	Total
Amos	1 462	743	7 418	9 623
Baie-Comeau	348	76	1 091	1 515
Québec (secteur féminin)	514	71	4 520	5 105
Québec (secteur masculin)	4 520	550	38 455	43 525
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [1]	2 404	7	4 642	7 053
Chicoutimi	1 415	632	6 542	8 589
Montréal	7 065	609	82 686	90 360
Havre-Aubert [2]	15	0	180	195
Hull	2 715	1 278	23 699	27 692
Maison Tanguay	1 506	2 061	10 279	13 846
New Carlisle	1 698	356	5 571	7 625
Rimouski	654	709	6 514	7 877
Rivière-des-Prairies	1 363	6 828	10 056	18 247
Roberval	1 611	180	3 622	5 413
Saint-Jérôme	2 893	744	50 213	53 850
Sept-Îles	344	168	889	1 401
Sherbrooke	2 518	1 353	19 974	23 845
Sorel	1 725	604	27 896	30 225
Trois-Rivières	3 967	1 650	15 481	21 098
Valleyfield	638	424	10 375	11 437
Autres	45	0	1 677	1 722
Total	**39 420**	**19 043**	**331 780**	**390 243**

1. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Tableau 3.8.2 (a)

Évolution du nombre total de jours en absence temporaire, selon les directions régionales et les réseaux correctionnels

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	22 476	17 980	17 102	12 756	9 623
Région Outaouais	39 941	39 857	35 386	31 110	27 692
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	105 305	121 921	83 187	70 150	53 850
Région Montréal	277 576	252 578	188 032	151 626	129 506
Région Montérégie	50 751	46 955	38 890	44 981	41 662
Région Estrie	37 598	38 479	29 570	24 224	23 845
Région Mauricie	38 142	37 527	29 078	26 088	21 098
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	135 652	121 382	89 326	71 703	48 630
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	21 700	26 173	22 721	18 800	14 002
Région Bas-Saint-Laurent	23 223	16 904	13 093	13 342	7 877
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	19 006	16 661	11 526	8 964	7 820
Région Côte-Nord	8 739	7 670	4 802	3 552	2 916
Autres	0	0	0	1 865	1 722
Total réseau correctionnel du Québec	**780 109**	**744 087**	**562 713**	**479 161**	**390 243**

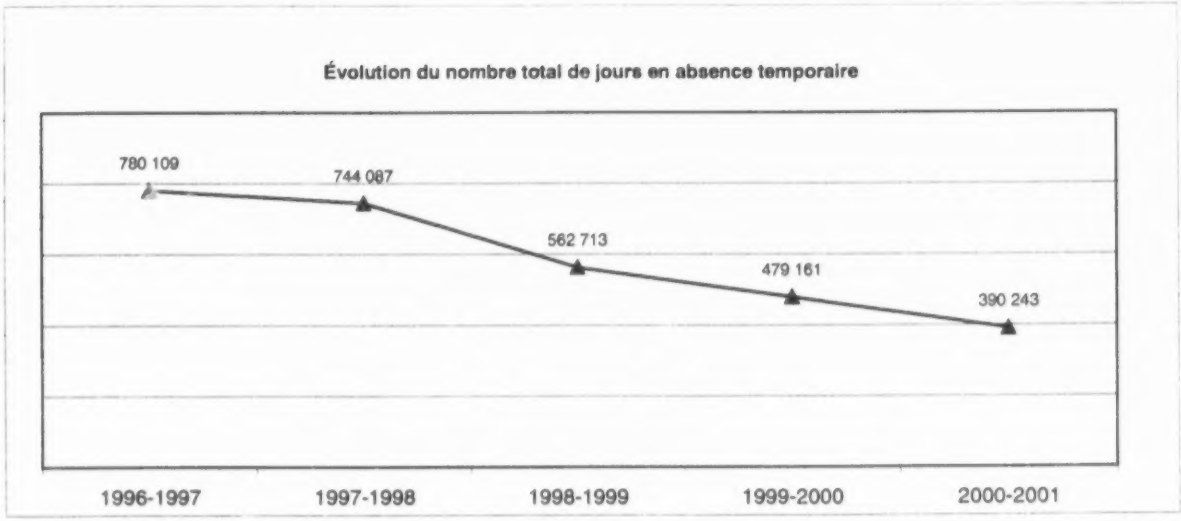


Tableau 3.8.2 (b)

Évolution du nombre total de jours en absence temporaire selon l'établissement

Établissements	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Amos	22 476	17 980	17 102	12 756	9 623
Baie-Comeau	4 604	3 319	2 961	2 201	1 515
Québec (secteur féminin)	8 969	7 445	7 220	6 287	5 105
Québec (secteur masculin)	126 683	113 937	82 106	65 416	43 525
Centre de prévention de Montréal [1]	4 256	0	0	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo [1]	3 341	0	0	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour) [2]	15 681	9 830	9 531	8 493	7 053
Chicoutimi	13 206	16 775	14 667	11 192	8 589
Cowansville [1]	2 503	0	0	0	0
Montréal	228 662	216 047	150 088	108 555	90 360
Havre-Aubert	674	419	267	372	195
Hull	39 941	39 857	35 386	31 110	27 692
Joliette [1]	5 086	0	0	0	0
Maison Tanguay	26 237	20 104	16 336	11 958	13 846
New Carlisle [3]	18 332	16 242	11 259	8 592	7 625
Rimouski	21 438	16 904	13 093	13 342	7 877
Rivière-des-Prairies	2 740	6 597	12 077	22 620	18 247
Rivière-du-Loup [1]	1 785	0	0	0	0
Roberval	8 494	9 398	8 054	7 608	5 413
Saint-Hyacinthe [1]	4 814	0	0	0	0
Saint-Jérôme	100 219	121 921	83 187	70 150	53 850
Sept-Îles	4 135	4 351	1 841	1 351	1 401
Sherbrooke	37 598	38 479	29 570	24 224	23 845
Sorel	15 843	21 150	20 853	30 706	30 225
Trois-Rivières	38 142	37 527	29 078	26 088	21 098
Valleyfield	24 250	25 805	18 037	14 275	11 437
Autres	0	0	0	1 865	1 722
Total	**780 109**	**744 087**	**562 713**	**479 161**	**390 243**

1. Ces établissements ont été fermés au cours de l'année budgétaire 1996-1997.
2. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de Montréal.
3. Ce centre relève administrativement de l'Établissement de détention de New Carlisle.

Chapitre 4

Le milieu ouvert

4.1 – Les activités d'évaluation

L'évaluation regroupe les activités servant à informer les tribunaux et la Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC), pour leur permettre de prendre des décisions justes et équitables. De ces deux clients, ce sont les tribunaux qui exigent le plus de ressources de la part des agents de probation, puisque 94 % des rapports d'évaluation s'adressent à eux.

Le nombre de rapports d'évaluation demandés par la Cour diminue en 2000-2001
Quelque 8 262 demandes ont été formulées au cours de l'année, ce qui constitue une baisse de 9,3 %. Un examen plus approfondi révèle que ce phénomène est attribuable pour l'essentiel, à une diminution de 35 % du nombre de demandes concernant les sursis, qui sont revenues à un niveau inférieur à celui de 1997-1998. Les autres types de demande ont connu des évolutions variables, augmentant de 25 % pour les rapports supplémentaires, ou diminuant dans la même proportion pour les rapports sur l'admissibilité aux travaux communautaires. La production de rapports d'évaluation pour la Cour a quant à elle diminué dans une proportion très légèrement supérieure à celle des demandes, ce qui se traduit par une baisse de 8,6 % de l'écart entre la demande et la production.

Diminution de la demande de rapports d'évaluation par la CQLC
Le nombre de demandes provenant de la CQLC est de 575 en 2000-2001, ce qui représente une diminution de 3 % par rapport à 1999-2000 (tableau 4.1.1). La production de rapports d'évaluation pour la CQLC a de son côté diminué de plus de 10 % au cours de la même période, passant de 459 en 1999-2000, à 412 en 2000-2001. L'écart entre la demande et la production continue donc d'augmenter, s'établissant à 163 en 2000-2001 comparativement à 134 en 1999-2000.

Montréal, la Montérégie et la Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches accaparent toujours environ 50 % de la demande et de la production en 2000-2001
Une fois de plus, Montréal, la Montérégie et la Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches constituent la grande zone d'activité pour la production des rapports d'évaluation (tableau 4.1.2). C'est dans ces trois régions que se déroulent près de 54 % des activités d'évaluation (demande et production de rapports). De fortes disparités apparaissent cependant si l'on examine l'évolution d'une année à l'autre selon la région. Ainsi, la demande a baissé de 33,7 % en Mauricie et de 31,8 % dans le Bas-Saint-Laurent, mais a augmenté de 16,6 % en Estrie. De la même manière, la production a diminué de 36,4 % en Mauricie et de 32,1 % dans la région de la Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches, mais a augmenté de 15,6 % en Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec.

Tableau 4.1.1

Évolution des activités d'évaluation (*)

Demande et production de rapports d'évaluation à la Cour	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Demande					
Admissibilité aux travaux communautaires	1 613	1 015	333	151	111
Enquête sociale	7	2	4	0	4
Rapport régulier	4 178	3 923	3 736	3 820	3 998
Rapport spécifique	504	653	717	604	584
Rapport supplémentaire	185	197	155	116	146
Évaluation sursis[1]	851	2 452	3 057	3 240	2 107
Autres rapports à la Cour	1 032	1 034	1 236	1 175	1 312
Total	**8 370**	**9 276**	**9 238**	**9 106**	**8 262**
Production					
Admissibilité aux travaux communautaires	1 626	1 062	330	135	101
Enquête sociale	8	4	4	0	4
Rapport régulier	3 988	3 883	3 656	3 498	3 767
Rapport spécifique	426	632	689	564	503
Rapport supplémentaire	182	197	158	109	140
Évaluation sursis[1]	760	2 393	2 910	2 960	2 013
Autres rapports à la Cour	1 007	941	1 189	1 145	1 099
Total	**7 997**	**9 112**	**8 936**	**8 411**	**7 627**
Demande et production de rapports d'évaluation à la Commission québécoise de libérations conditionnelles					
Demande					
Enquête communautaire	42	30	11	14	14
Rapport connu	1	4	14	15	4
Rapport d'étape	481	480	481	564	557
Rapport régulier	1	7	1	0	0
Total	**525**	**521**	**507**	**593**	**575**
Production					
Enquête communautaire	89	58	64	34	28
Rapport connu	1	3	12	15	4
Rapport d'étape	420	406	407	410	380
Rapport régulier	1	7	1	0	0
Total	**511**	**474**	**484**	**459**	**412**
Demande totale de rapports d'évaluation	**8 895**	**9 797**	**9 745**	**9 699**	**8 837**
Production totale de rapports d'évaluation	**8 508**	**9 586**	**9 420**	**8 870**	**8 039**

1. Ce type d'évaluation n'est pas demandé directement par la Cour, mais fait suite à l'ordonnance de sursis émise par la Cour.

(*) Seules les demandes provenant de la province de Québec sont comptabilisées ici, tandis que les chiffres de production incluent les évaluations produites pour le compte d'autres provinces. De plus, une évaluation peut être produite au cours de l'année suivant celle de la demande. Il est donc normal que le nombre d'évaluations produites est parfois supérieur à ce qui a été demandé.

Évolution de la demande et de la production de rapports d'évaluation

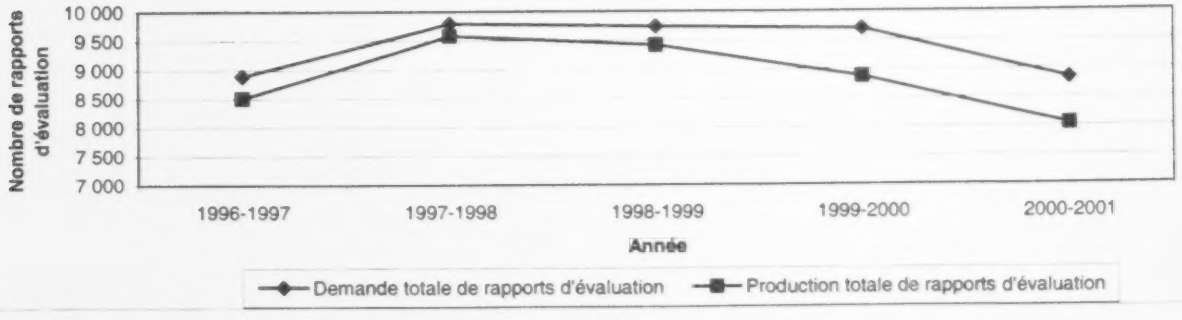


Tableau 4.1.2

Évolution des activités d'évaluation, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Demande					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	371	472	461	391	388
Région Outaouais	580	599	648	571	457
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	1 175	1 104	1 109	1 163	1 022
Région Montréal	1 881	2 057	2 177	2 271	2 215
Région Montérégie	1 756	1 734	1 493	1 380	1 560
Région Estrie	568	580	506	483	563
Région Mauricie	619	702	709	790	524
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	1 040	1 425	1 460	1 444	1 076
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	419	526	551	531	493
Région Bas-Saint-Laurent	220	221	261	280	191
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	90	108	80	103	86
Région Côte-Nord	176	269	290	292	262
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**8 895**	**9 797**	**9 745**	**9 699**	**8 837**
Production					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	347	444	402	276	319
Région Outaouais	602	554	680	548	388
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	1 084	1 160	1 103	1 074	1 035
Région Montréal	1 754	2 057	2 129	2 080	2 126
Région Montérégie	1 752	1 613	1 444	1 354	1 288
Région Estrie	583	610	483	460	529
Région Mauricie	586	697	714	744	473
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	953	1 360	1 349	1 360	923
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	397	511	528	425	473
Région Bas-Saint-Laurent	174	210	251	222	186
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	91	108	76	105	100
Région Côte-Nord	185	262	261	222	199
Production totale réseau correctionnel du Québec	**8 508**	**9 586**	**9 420**	**8 870**	**8 039**

1. L'unité administrative de Granby fait maintenant partie de la région de l'Estrie, alors que ses points de services Saint-Jean-sur-Richelieu et St-Hyacinthe relèvent de la Montérégie. Victoriaville rattachée au bureau de Drummondville (Estrie) jusqu'en 1996-1997, fait partie maintenant de Trois-Rivières (Mauricie). On a donc, pour la production des rapports, fait le compte par agent et pour la demande, on a réparti proportionnellement les données selon les pourcentages obtenus pour la production, la répartition par agent étant impossible.

4.2 – Les activités d'intervention

Les activités d'intervention en milieu ouvert sont le cautionnement, la libération conditionnelle, la libération de jour, la probation avec surveillance, le sursis, les travaux communautaires (les activités de surveillance), Alcofrein et les travaux compensatoires (les activités gérées par le milieu ouvert). Il y a aussi la surveillance en absence temporaire (PEMO, définie au lexique), dont les données ne représentent pas l'ensemble des cas, car elles ne sont pas toutes saisies dans le module du milieu ouvert du système DACOR présentement.

Légère augmentation de la demande pour les activités d'intervention de surveillance
L'augmentation annuelle de la demande s'amoindrit d'une année à l'autre : elle était de 31,7 % en 1996-1997, de 4,7 % en 1997-1998, de 2,3 % en 1998-1999, de 0,32 % en 1999-2000, et en 2000-2001 de 0,26 %. Il faut souligner que la demande de surveillance de sursis a baissé pour la première fois, de 6,5 %, tandis que la probation avec surveillance et les travaux communautaires ont atteint un sommet après quatre années de relative stabilité avec respectivement 7 704 et 4 311 demandes. Les demandes de surveillance de libération conditionnelle ont poursuivi leur baisse, passant de 2 257 à 1 698 demandes.

Augmentation des activités d'intervention de surveillance
La moyenne mensuelle de dossiers actifs a diminué de 3,8 % en 2000-2001, après une augmentation de 7,3 % en 1999-2000. Les dossiers actifs de surveillance de sursis sont restés stables, passant de 2 876 à 2 884 cas après quatre années de hausse. Pour sa part, la probation avec surveillance a connu une augmentation de 8,6 % en 2000-2001 (tableau 4.2.1) alors que la demande de surveillance de libérations conditionnelles a pour sa part baissé de 30 %.

Montréal est la région qui enregistre le plus d'interventions de surveillance
En 2000-2001, 14,1 % des demandes de *probation avec surveillance*, 23,3 % des demandes de surveillance de *libération conditionnelle*, 19,2 % des *travaux communautaires* et 23,6 % des demandes de *sursis* ont été enregistrées dans la région correctionnelle de Montréal. Nous constatons, de plus, que la région de la Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches a reçu la demande la plus élevée d'ordonnances de probation avec surveillance, soit 1 427 demandes, en hausse de 15,6 %, comparativement à 1 080 pour la région de Montréal.

Taux de surveillance par région: la Côte-Nord et l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec affichent des taux très élevés
De la même manière qu'en 1999-2000, les régions qui affichent les taux de surveillance pour les activités d'intervention en milieu ouvert les plus élevés sont la Côte-Nord et l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec (tableau 4.2.7) avec respectivement 506,33 et 443,96 cas par 100 000 habitants respectivement. En 2000-2001, le taux de surveillance provincial a baissé de 6,7 % pour s'établir à 188,58 cas de surveillance par 100 000 habitants et retrouver son niveau de 1998-1999. La région du Saguenay—Lac-Saint-Jean a connu la plus forte hausse avec 9,5 % en un an, tandis que l'Outaouais a connu la plus forte baisse, avec –13,5 % pour la même période.

Baisse du nombre de dossiers traités pour le programme travaux compensatoires
En 2000-2001, 13 022 dossiers ont été traités pour le programme travaux compensatoires, soit une baisse de 11,5 % par rapport à 1999-2000 où le nombre était de 14 716 (tableau 4.2.8). Ce nombre est en constante régression depuis plus de cinq ans.

Tableau 4.2.1

Évolution des activités d'intervention

Activités de surveillance	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Nombre de demandes selon les activités suivantes					
Absence temporaire [2]	58	125	68	562	4 516
Cautionnnement	37	72	57	33	29
Libération conditionnelle	2 900	2 666	2 682	2 257	1 698
Libération de jour	22	1	0	1	0
Probation avec surveillance	7 162	6 845	6 877	7 098	7 704
Sursis	2 555	3 866	4 202	4 557	4 259
Travaux communautaires	4 031	4 047	4 078	4 008	4 311
Total [2]	**16 707**	**17 497**	**17 896**	**17 954**	**18 001**
Moyenne mensuelle de dossiers actifs « caseload »					
Absence temporaire [2]	5	14	5	52	304
Cautionnnement	9	28	23	10	6
Libération conditionnelle	1 660	1 487	1 334	1 291	903
Libération de jour	8	1	0	1	0
Probation avec surveillance	7 997	7 809	7 296	7 925	7 813
Sursis	1 053	2 079	2 444	2 876	2 884
Travaux communautaires	2 388	2 471	2 384	2 362	2 304
Total [2]	**13 115**	**13 875**	**13 482**	**14 465**	**13 909**
Activités dont la DGSC assume la gestion					
Alcofrein[1] Mesures dispensées	2 983	3 131	10 626	11 075	9 832
sessions données	161	192	716	758	772
Travaux compensatoires dossiers traités	23 494	21 677	19 588	14 716	13 022

1. Depuis le 1er décembre 1997, le programme Alcofrein est une mesure administrative obligatoire imposée par la SAAQ aux personnes condamnées une première fois pour conduite avec capacité affaiblie. Avant cette date, c'est le nombre d'ordonnances reçues qui était comptabilisé. En 1997-1998, les 3 131 ordonnances se répartissent comme suit : 1 400 ordonnances et 1 731 mesures administratives de la SAAQ, alors qu'en 1998-1999, les 10 626 sont des mesures administratives.

2. Le total exclut les absences temporaires de type PEMO puisque celles-ci ne sont pas enregistrées systématiquement dans tous les bureaux du milieu ouvert.

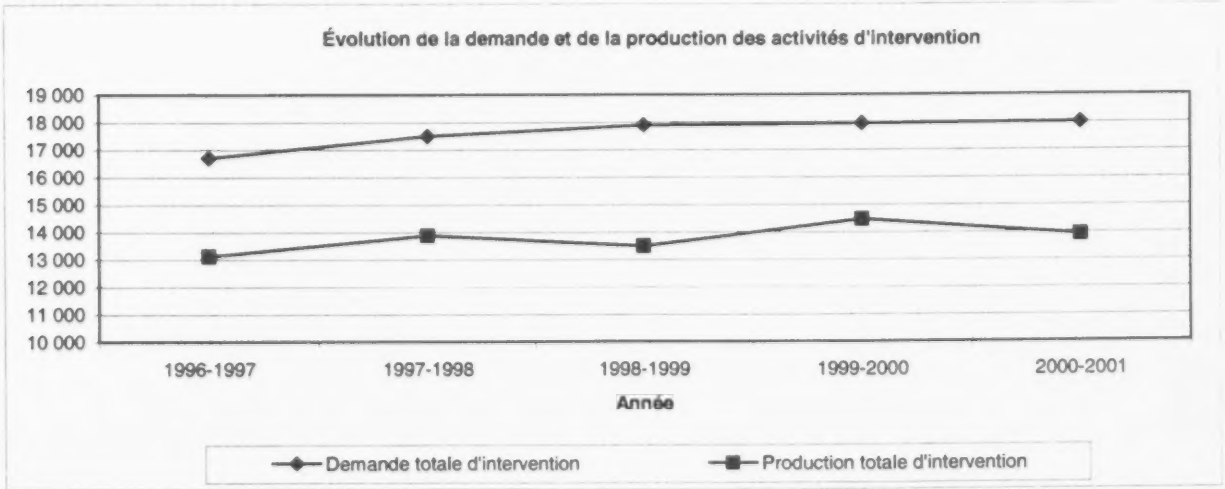


Tableau 4.2.2

Nombre de demandes et moyenne mensuelle des dossiers actifs pour les activités : *probation avec surveillance*, *surveillance de libération conditionnelle*, *travaux communautaires* et *sursis* selon les directions régionales du réseau correctionnel en 2000-2001

	Probation avec surveillance	Surveillance de libération conditionnelle	Travaux communautaires	Sursis
DEMANDE- Nombre de demandes pendant l'année				
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	707	91	378	183
Région Outaouais	719	86	175	188
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	793	214	512	647
Région Montréal	1080	396	827	1 003
Région Montérégie	1089	176	519	483
Région Estrie	469	96	349	180
Région Mauricie	356	123	187	389
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	1427	346	671	643
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	332	60	180	191
Région Bas-Saint-Laurent	280	45	160	110
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	111	29	91	63
Région Côte-Nord	340	29	262	178
Autres	1	7	0	1
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**7 704**	**1 698**	**4 311**	**4 259**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle des dossiers actifs				
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	559,3	31,7	161,2	100,2
Région Outaouais	610,2	40,4	137,2	116,8
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	828,6	120,8	287,4	459,3
Région Montréal	1 491,4	222,1	472,6	725,5
Région Montérégie	1 056,3	105,0	300,2	398,7
Région Estrie	506,7	52,3	180,9	156,8
Région Mauricie	317,7	59,9	90,3	228,6
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	1 357,2	168,9	311,7	387,4
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	316,3	34,2	80,0	133,3
Région Bas-Saint-Laurent	337,5	25,7	105,3	66,4
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	135,3	15,2	47,8	28,4
Région Côte-Nord	297,1	9,5	129,3	81,3
Autres	0,0	17,1	0,0	0,9
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**7 813,3**	**902,7**	**2 303,8**	**2 883,5**

Tableau 4.2.3

Évolution du nombre de demandes et de la moyenne mensuelle de dossiers actifs pour l'activité d'intervention *probation avec surveillance*, selon les directions régionales du réseau correctionnel

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
DEMANDE- Demandes de probation avec surveillance					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	493	521	687	704	707
Région Outaouais	685	653	674	664	719
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	812	702	716	766	793
Région Montréal	1 215	962	1 055	1 078	1 080
Région Montérégie	1 074	1 070	969	893	1 089
Région Estrie	444	459	387	478	469
Région Mauricie	257	268	257	305	356
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	1 157	1 213	1 131	1 234	1 427
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	232	244	265	303	332
Région Bas-Saint-Laurent	391	365	347	312	280
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	137	142	127	114	111
Région Côte-Nord	265	246	262	247	340
Autres	0	0	0	0	1
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**7 162**	**6 845**	**6 877**	**7 098**	**7 704**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle de dossiers actifs de probation avec surveillance « caseload »					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	486,3	495,3	572,2	656,1	559,3
Région Outaouais	792,6	658,2	558,1	621,5	610,2
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	987,3	883,5	740,5	855,0	828,6
Région Montréal	1 495,8	1 557,2	1 434,0	1 578,7	1 491,4
Région Montérégie	1 171,4	1 130,5	1 035,8	1 027,0	1 056,3
Région Estrie	533,9	494,1	468,0	494,0	506,7
Région Mauricie	254,3	329,5	249,4	314,6	317,7
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	1 210,7	1 217,3	1 177,2	1 282,2	1 357,2
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	248,5	254,1	243,7	290,0	316,3
Région Bas-Saint-Laurent	316,1	321,8	388,6	374,9	337,5
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	158,9	160,7	149,9	146,9	135,3
Région Côte-Nord	341,3	307,2	278,4	284,4	297,1
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**7 997,0**	**7 809,4**	**7 295,8**	**7 925,3**	**7 813,3**

Tableau 4.2.4

Évolution du nombre de demandes et de la moyenne mensuelle de dossiers actifs pour l'activité d'intervention *surveillance en libération conditionnelle*, selon les directions régionales du réseau correctionnel

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
DEMANDE- Demandes de surveillance de libération conditionnelle					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	108	97	100	91	91
Région Outaouais	114	103	143	84	86
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	384	384	352	329	214
Région Montréal	879	730	744	596	396
Région Montérégie	208	292	223	239	176
Région Estrie	189	127	137	144	96
Région Mauricie	194	176	188	137	123
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	529	489	512	425	346
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	87	108	118	76	60
Région Bas-Saint-Laurent	91	73	82	74	45
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	73	45	44	31	29
Région Côte-Nord	44	42	39	26	29
Autres	0	0	0	5	7
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**2 900**	**2 666**	**2 682**	**2 257**	**1 698**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle de dossiers actifs de surveillance en libération conditionnelle « caseload »					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	56,3	47,2	41,2	43,9	31,7
Région Outaouais	62,8	60,8	65,6	69,8	40,4
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	250,9	219,8	177,4	174,5	120,8
Région Montréal	450,1	416,8	327,1	327,3	222,1
Région Montérégie	178,6	179,6	147,9	145,7	105,0
Région Estrie	110,4	87,6	87,3	77,5	52,3
Région Mauricie	96,3	90,3	94,7	85,3	59,9
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	287,2	245,2	250,8	238,3	168,9
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	60,1	51,3	60,5	43,8	34,2
Région Bas-Saint-Laurent	55,9	44,3	42,6	35,2	25,7
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	30,3	26,1	20,8	15,7	15,2
Région Côte-Nord	20,8	17,8	18,3	19,2	9,5
Autres	0,0	0,0	0,0	15,1	17,1
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**1 659,6**	**1 486,7**	**1 334,0**	**1 291,2**	**902,7**

Tableau 4.2.5

Évolution du nombre de demandes et de la moyenne mensuelle de dossiers actifs pour l'activité d'intervention *travaux communautaires* selon les directions régionales du réseau correctionnel

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
DEMANDE-Demandes de surveillance avec une ordonnance de travaux communautaires					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	181	227	304	332	378
Région Outaouais	239	189	187	179	175
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	544	524	506	540	512
Région Montréal	895	841	840	742	827
Région Montérégie	585	599	577	516	519
Région Estrie	314	298	331	341	349
Région Mauricie	191	175	131	161	187
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	427	531	512	512	671
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	177	151	135	175	180
Région Bas-Saint-Laurent	189	215	255	191	160
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	127	117	98	90	91
Région Côte-Nord	162	180	202	229	262
Autres	0	0	0	0	0
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**4 031**	**4 047**	**4 078**	**4 008**	**4 311**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle de dossiers actifs de surveillance avec ordonnance de travaux communautaires					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	77,0	99,7	126,3	148,1	161,2
Région Outaouais	190,3	180,6	155,8	148,8	137,2
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	315,1	329,3	297,8	301,4	287,4
Région Montréal	548,7	596,4	572,8	559,4	472,6
Région Montérégie	393,8	359,7	342,1	303,3	300,2
Région Estrie	207,1	177,5	178,8	183,2	180,9
Région Mauricie	92,9	100,3	76,6	76,7	90,3
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	192,7	259,8	245,3	255,4	311,7
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	68,7	70,3	79,4	69,3	80,0
Région Bas-Saint-Laurent	103,1	114,8	151,3	131,1	105,3
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	81,9	71,8	63,4	48,1	47,8
Région Côte-Nord	116,9	111,3	114,8	137,2	129,3
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**2 388,2**	**2 471,3**	**2 384,4**	**2 361,9**	**2 303,8**

Tableau 4.2.6

Évolution du nombre de demandes et de la moyenne mensuelle de dossiers actifs pour l'activité d'intervention *sursis* selon les directions régionales du réseau correctionnel

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
DEMANDE-Demandes de surveillance avec une ordonnance de sursis					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	111	175	205	217	183
Région Outaouais	186	240	280	248	188
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	342	560	594	707	647
Région Montréal	668	1 019	1 068	1 066	1 003
Région Montérégie	269	386	462	478	483
Région Estrie	123	192	217	258	180
Région Mauricie	229	292	322	378	389
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	316	540	549	618	643
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	76	142	152	170	191
Région Bas-Saint-Laurent	88	91	127	137	110
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	31	36	33	63	63
Région Côte-Nord	116	193	193	216	178
Autres	0	0	0	1	1
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**2 555**	**3 866**	**4 202**	**4 557**	**4 259**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle de dossiers actifs de surveillance avec ordonnance de sursis « caseload »					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	46,6	85,9	99,6	113,5	100,2
Région Outaouais	74,9	135,7	150,3	164,9	116,8
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	154,7	304,0	354,8	447,8	459,3
Région Montréal	248,4	553,1	652,4	732,1	725,5
Région Montérégie	129,6	229,9	275,5	361,8	398,7
Région Estrie	61,9	121,4	143,6	164,6	156,8
Région Mauricie	79,6	166,8	178,8	234,7	228,6
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	132,7	272,3	329,0	373,3	387,4
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	36,1	72,3	86,8	111,8	133,3
Région Bas-Saint-Laurent	30,4	43,6	71,8	61,5	66,4
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	9,3	17,9	15,6	21,5	28,4
Région Côte-Nord	48,4	75,8	86,3	87,6	81,3
Autres	0,0	0,0	0,0	1,4	0,9
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**1 052,6**	**2 078,7**	**2 444,2**	**2 876,3**	**2 883,5**

Tableau 4.2.7

Évolution du taux de surveillance[1] pour les activités d'intervention *probation avec surveillance*, surveillance de *libération conditionnelle*, *travaux communautaires* et *sursis*[2], selon les directions régionales du réseau correctionnel (taux par 100 000 habitants)

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	346,82	378,58	436,34	500,01	443,96
Région Outaouais	366,01	336,80	302,48	326,96	282,81
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	152,23	152,53	137,94	156,23	139,57
Région Montréal	152,45	175,89	168,16	180,06	159,49
Région Montérégie	163,10	166,06	157,46	160,65	155,87
Région Estrie	187,31	181,30	181,70	189,27	180,07
Région Mauricie	129,92	175,14	152,85	181,38	175,11
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	177,03	196,41	197,17	211,65	214,83
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	140,45	156,26	157,10	179,63	196,68
Région Bas-Saint-Laurent	239,41	254,49	317,54	292,48	261,81
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	258,40	262,90	237,38	220,78	222,70
Région Côte-Nord	494,65	495,82	481,94	511,61	506,33
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**181,68**	**193,58**	**188,16**	**202,09**	**188,58**

1. Calculé à partir de la moyenne mensuelle de dossiers actifs.

2. L'ordonnance de sursis est une nouvelle peine introduite le 3 septembre 1996.

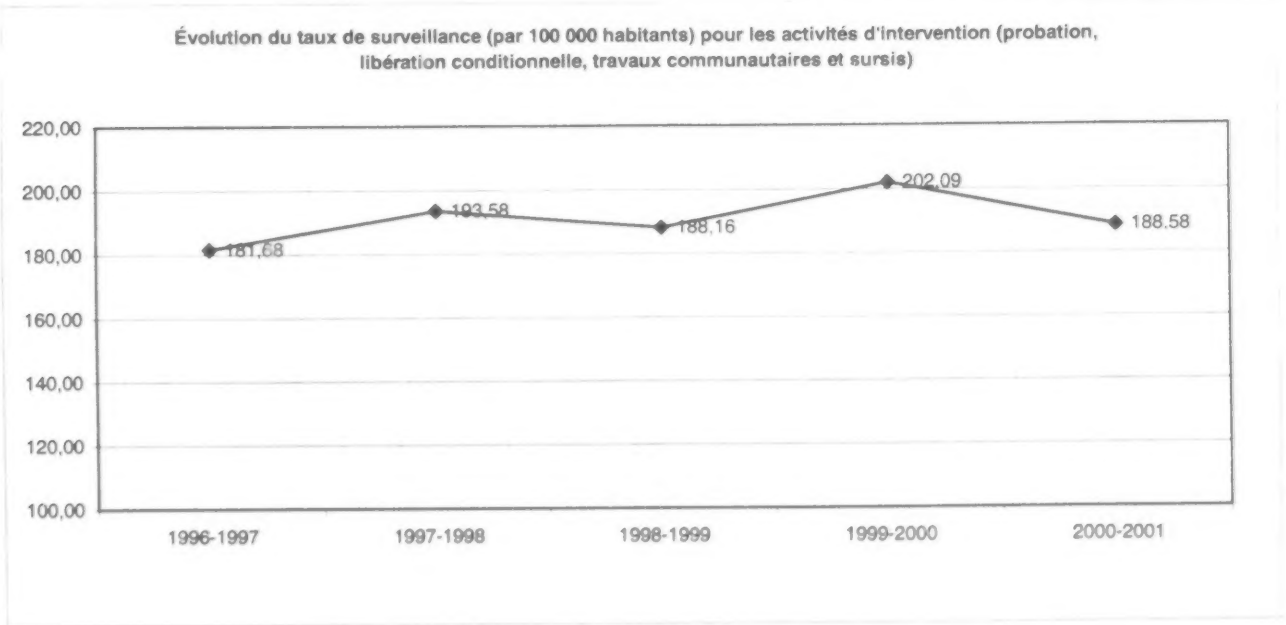


Tableau 4.2.8

Évolution du nombre de dossiers traités pour le programme *travaux compensatoires* selon les organismes de référence

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Assoc. canadienne pour la santé mentale	1 100	1 060	1 250	749	810
Centre d'action bénévole de Sept-Îles inc.	240	240	230	205	122
Centre de bénévolat de la Rive-Sud inc.	3 400	3 017	2 526	1 707	1 426
Centre de bénévolat de Laval inc.	3 700	3 550	2 500	1 574	1 651
Centre de bénévolat de Manicouagan	203	143	100	94	84
Centre d'action bénévole du Lac inc.	350	403	450	354	305
Centre ressources jeunesse de Rouyn Noranda	610	695	1 000	550	421
Organisation anti-pauvreté Mauricie inc.	1 940	1 644	1 744	1 329	1 297
Organisation anti-pauvreté Québec inc.	3 299	3 142	2 992	2 729	2 291
Service d'action communautaire Outaouais inc.	1 593	1 344	1 244	862	806
Service d'aide Bruneau Dandenault (Sherbrooke)	1 339	1 400	1 400	1 065	780
Unité Domrémy de Mont-Joli inc.	700	907	1 190	880	527
YMCA de Montréal	5 020	4 132	2 962	2 618	2 502
Total	**23 494**	**21 677**	**19 588**	**14 716**	**13 022**

4.3 – Les ressources d'hébergement communautaires et spécialisées

Les ressources d'hébergement communautaires permettent à la DGSC d'offrir à la personne contrevenante, sous sa responsabilité, la possibilité de réintégrer graduellement la société en étant hébergée dans un environnement semi-ouvert. La personne contrevenante peut ainsi profiter du soutien d'une ressource qui, par son programme, répondra à ses besoins en matière de réhabilitation et de réinsertion sociale.

Les ressources spécialisées sont des organismes qui offrent à la DGSC des services spécialisés (santé mentale, toxicomanie, traitements de déviances sexuelles, etc.) à certaines personnes contrevenantes.

Baisse de l'utilisation des ressources d'hébergement communautaires
Le principal indicateur pour mesurer l'utilisation des ressources d'hébergement est le nombre total de jours-séjours dans celles-ci. Contrairement à l'année précédente, le nombre de jours-séjours dans les ressources d'hébergement communautaires a diminué de 4,2 % pour atteindre un niveau légèrement supérieur à celui de 1998-1999. Soulignons que le nombre total de séjours était de 140 955 en 1995-1996. Remarquons que les séjours en centres d'hébergement communautaires ont baissé de plus de 57 % entre 1999-2000 et 2000-2001 et ont été divisés par trois depuis 1997-1998.

Le taux d'occupation des ressources d'hébergement communautaires est de 92,6 % en 2000-2001
Le taux d'occupation des ressources d'hébergement communautaires se calcule en divisant la moyenne quotidienne de personnes présentes par le nombre de places quotidiennes prévues au contrat initial. Cette statistique permet de savoir si la prévision du nombre de places en hébergement était juste. Le taux d'occupation, au cours des cinq dernières années, a atteint son maximum en 1996-1997 avec 97,4 %. Il est par la suite descendu à 92,6 % en 1997-1998, avant de remonter au delà de 96 % les deux années suivantes. L'année 2000-2001 a vu ce taux redescendre à 92,6 %, et rejoindre le niveau atteint trois ans auparavant.

Le nombre de jours de séjour dans les ressources spécialisées a augmenté en 2000-2001
En 2000-2001, le recours à l'une ou l'autre des ressources spécialisées a engendré une diminution de 8,8 %. En effet, le nombre de jours-séjours est passé de 39 182 à 35 737 en une année. Cependant, les deux types de ressources n'ont pas évolué de la même manière depuis cinq ans. En effet, alors que l'hébergement en toxicomanie a continuellement baissé de 1996-1997 à 2000-2001, passant de 28 339 à 21 558 jours-séjours, l'hébergement en santé mentale a connu une évolution plus irrégulière, bien que la tendance globale depuis cinq ans soit très clairement à la baisse.

Tableau 4.3.1

Évolution du nombre total de jours-séjours et de la moyenne quotidienne de personnes présentes dans les ressources d'hébergement communautaires selon le type de ressources

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Nombre total de jours de séjour					
Centre d'hébergement communautaire	14 843	15 955	11 663	12 431	5 332
Centre résidentiel communautaire	116 754	108 871	108 848	113 232	115 694
Foyer d'accueil	6 342	10 184	7 680	9 493	8 514
Total	**137 939**	**135 010**	**128 191**	**135 156**	**129 540**
Moyenne quotidienne de personnes présentes					
Centre d'hébergement communautaire	40,7	43,7	32,0	34,0	14,6
Centre résidentiel communautaire	319,9	298,3	298,2	309,4	317,0
Foyer d'accueil	17,4	27,9	21,0	25,9	23,3
Total	**377,9**	**369,9**	**351,2**	**369,3**	**354,9**

Évolution du nombre total de jours-séjours dans les ressources d'hébergement communautaires

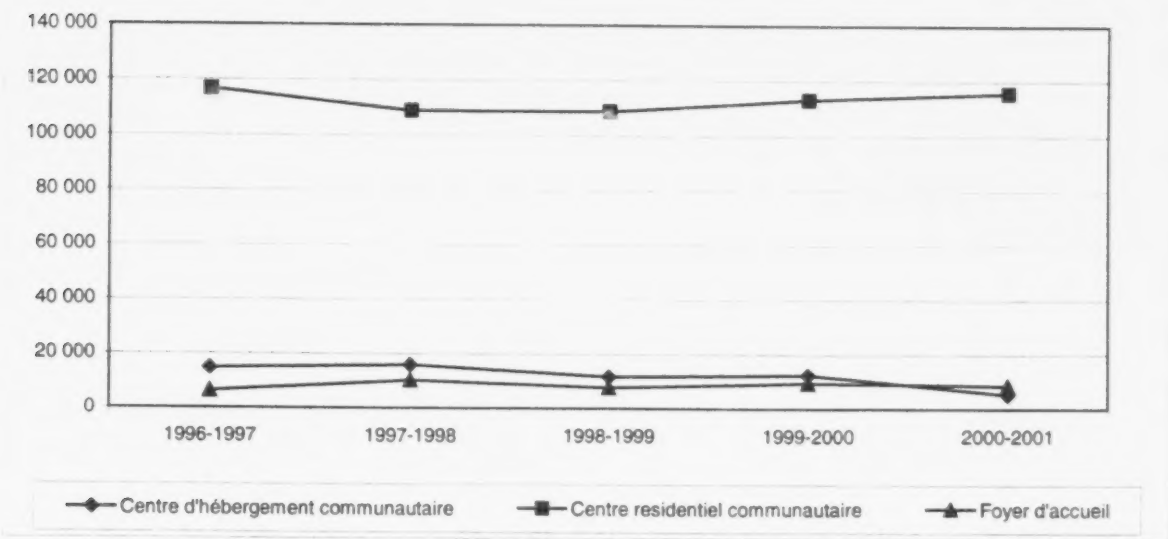


Tableau 4.3.2

Évolution du nombre moyen de places quotidiennes prévues au contrat initial dans les ressources d'hébergement communautaires selon les directions régionales du réseau correctionnel

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Nombre moyen de places quotidiennes prévues au contrat initial					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	23,71	17,06	14,47	13,70	15,97
Région Outaouais	19,44	20,31	19,97	19,45	19,50
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	34,55	28,89	28,58	49,86	50,00
Région Montréal	114,35	137,00	120,33	111,72	112,02
Région Montérégie	3,96	4,00	3,96	7,88	5,50
Région Estrie	43,30	44,40	38,50	37,90	40,40
Région Mauricie	32,14	31,52	24,96	24,81	24,36
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	75,83	76,68	75,21	83,28	79,72
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	27,98	27,75	27,82	27,18	25,94
Région Bas-Saint-Laurent	11,93	10,68	8,64	8,64	8,81
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	0,96	0,96	---	0,06	0,00
Région Côte-Nord	---	---	---	---	---
Total réseau correctionnel du Québec	**388,15**	**399,26**	**362,44**	**384,46**	**382,22**

1. Modification des données en 1996-1997 pour ces deux régions à la suite d'une restructuration; des ressources affectées à la Montérégie sont maintenant calculées en Estrie.

Tableau 4.3.3

Évolution du nombre total de jours de séjour utilisés dans les ressources d'hébergement communautaires, selon les directions régionales du réseau correctionnel

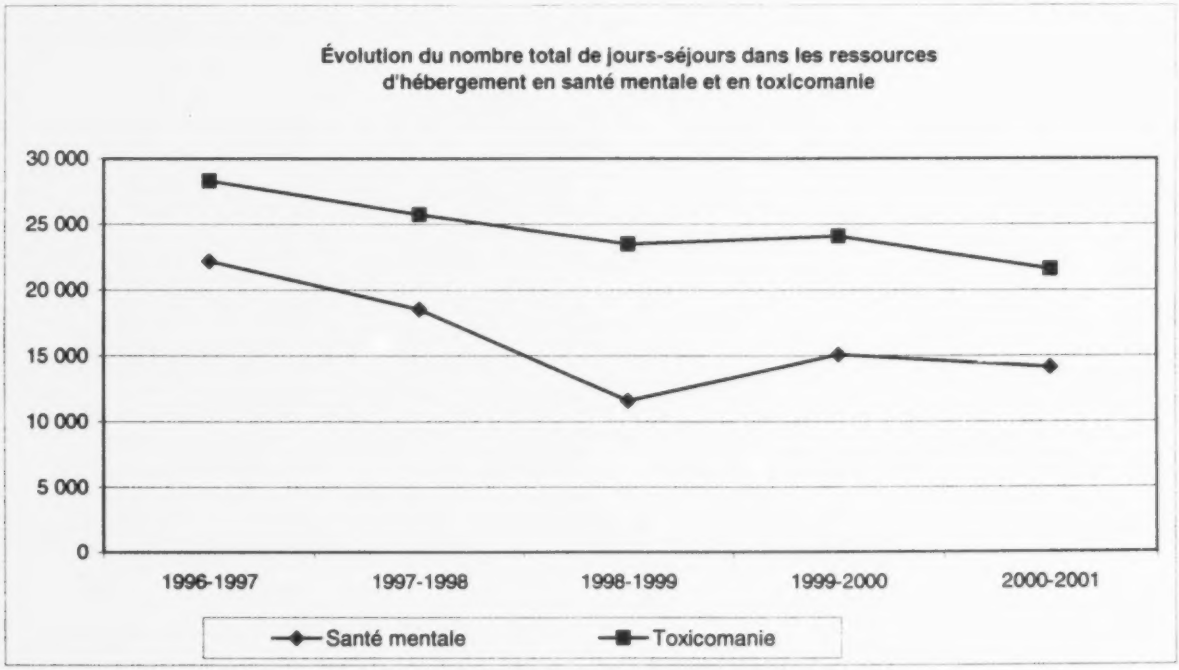
	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Séjour total					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	8 335	5 469	4 945	4 972	5 646
Région Outaouais	7 096	7 409	7 288	6 561	7 118
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	10 439	10 361	10 155	17 055	15 779
Région Montréal	47 825	44 612	44 639	39 106	36 689
Région Montérégie	316	1 038	1 015	2 175	1 937
Région Estrie	13 077	14 811	11 777	13 281	14 408
Région Mauricie	11 123	11 188	7 746	9 435	8 794
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	26 808	27 393	28 669	30 417	27 602
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	9 075	8 620	8 919	8 658	8 368
Région Bas-Saint-Laurent	3 831	3 322	3 038	3 474	3 199
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	14	787	---	22	0
Région Côte-Nord	---	---	---	---	---
Total réseau correctionnel du Québec	**137 939**	**135 010**	**128 191**	**135 156**	**129 540**
Moyenne quotidienne de personnes présentes					
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	22,84	14,98	13,55	13,58	15,47
Région Outaouais	19,44	20,30	19,97	17,93	19,50
Région Laval-Lanaudière-Laurentides	28,60	28,39	27,82	46,60	43,23
Région Montréal	131,03	122,22	122,30	106,85	100,52
Région Montérégie	0,87	2,84	2,78	5,94	5,31
Région Estrie	35,83	40,58	32,27	36,29	39,47
Région Mauricie	30,47	30,65	21,22	25,78	24,09
Région Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	73,45	75,05	78,55	83,11	75,62
Région Saguenay—Lac-Saint-Jean	24,86	23,62	24,44	23,66	22,93
Région Bas-Saint-Laurent	10,50	9,10	8,32	9,49	8,76
Région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	0,04	2,16	---	0,06	0,00
Région Côte-Nord	---	---	---	---	---
Total réseau correctionnel du Québec	**377,92**	**369,89**	**351,21**	**369,28**	**354,90**

1. Modification des données en 1996-1997 pour ces deux régions à la suite d'une restructuration; des ressources affectées à la Montérégie sont maintenant calculées en Estrie.

Tableau 4.3.4

Évolution du nombre total de jours-séjours et de la moyenne quotidienne de personnes présentes dans les ressources spécialisées

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Nombre total de jours de séjour					
Ressources d'hébergement en santé mentale	22 195	18 551	11 598	15 090	14 149
Ressources d'hébergement en toxicomanie	28 339	25 765	23 494	24 092	21 588
Total	**50 534**	**44 316**	**35 092**	**39 182**	**35 737**
Moyenne quotidienne de personnes présentes					
Ressources d'hébergement en santé mentale	60,8	50,8	31,8	41,2	38,8
Ressources d'hébergement en toxicomanie	77,6	70,6	64,4	65,8	59,1
Total	**138,4**	**121,4**	**96,1**	**107,1**	**97,9**



Chapitre 5

Les ressources humaines et financières

La Direction générale a amorcé en 1995-1996 la réforme de l'organisation correctionnelle québécoise. Dans ce contexte, les actions entreprises ont touché la structure administrative de l'organisation de façon importante.

5.1 – Les ressources humaines

La Direction générale des services correctionnels est composée de douze directions régionales et de trois unités administratives distinctes au siège social soit, le Bureau du sous-ministre associé, la Direction de l'administration et la Direction des programmes et du soutien au réseau.

Le nombre de ressources humaines a diminué en 2000-2001
Les effectifs de la DGSC ont diminué de 13,7 % depuis 1995, passant de 3120 à 2693 ETC. L'année 1999-2000 a donc été une exception, avec une hausse de 0,36 %. En 2000-2001 par contre, la DGSC a enregistré une diminution de son personnel de près de 100 ETC. De ces 2 693 effectifs, 2 011 travaillent dans le milieu fermé, 394,5 dans le milieu ouvert et 287,5 dans les directions centrales [1].

Fluctuations particulières dans le nombre de ETC par catégories d'emploi [1]
Les différentes catégories d'emploi ont subi au cours des dernières années des fluctuations qui sont propres à chacune (tableau 5.1.1). Ainsi, la catégorie « gestionnaire » a augmenté en 2000-2001 pour la première fois depuis 1992-1993, tandis que le personnel professionnel l'a fait pour la deuxième année consécutive après trois ans de baisse, et a atteint un niveau supérieur à celui de 1995. Inversement, le personnel de soutien est en nombre légèrement plus faible cette année que l'année précédente, et s'est, semble-t-il, stabilisé aux alentours de 440 ETC. Les agentes et agents des services correctionnels ont, de leur côté, diminué de 7 % en un an, et de 14,5 % sur cinq ans.

[1] En 1999, les directions centrales comprennent le personnel du Bureau du sous-ministre associé, de la Direction de l'administration, de la Direction des programmes et du soutien au réseau ainsi que des directions régionales.

Tableau 5.1.1

Évolution de l'effectif régulier et occasionnel à temps complet autorisé à la Direction générale des services correctionnels selon la catégorie d'emploi

Au 1er avril	Agentes et agents des services correctionnels	Personnel de soutien	Personnel professionnel	Gestionnaires	Total
1995	1 876	536	361	347	3 120
1996	1 740	532	358	323	2 953
1997	1 716	507	348	280	2 851
1998	1754	435	317	276	2 782
1999	1725,4	444	366	257	2 792
2000	1 604,0	438,0	390,0	261,0	2 693,0

Tableau 5.1.2

Évolution de l'effectif régulier et occasionnel à temps complet travaillant pour le central [1] de la Direction générale des services correctionnels

Année	Effectif à temps complet
1995-1996	125
1996-1997	133
1997-1998	133
1998-1999	277
1999-2000	277,5
2000-2001	287,5

1. En 2000-2001, le central comprend le siège social (Bureau du sous-ministre, la Direction de l'administration, la Direction des programmes et du soutien au réseau, ainsi que les directions régionales).

Tableau 5.1.3

Effectif régulier et occasionnel autorisés à la Direction générale des services correctionnels du Québec en 2000-2001

Catégorie	Milieu fermé	Milieu ouvert	Central [1]	Total
Cadres supérieurs	0,0	0,0	10,0	10,0
Cadres intermédiaires	206,0	16,0	29,0	251,0
Professionnels - Agents de probation	0,0	265,0	0,0	265,0
- Autres	29,0	0,0	96,0	125,0
Employés de bureau, techniciens	134,0	64,5	102,5	301,0
Agents des services correctionnels	1 555,0	49,0	0,0	1 604,0
Ouvriers	87,0	0,0	50,0	137,0
Total	**2 011,0**	**394,5**	**287,5**	**2 693,0**

1. En 2000-2001, le central comprend le siège social (Bureau du sous-ministre, la Direction de l'administration, la Direction des programmes et du soutien au réseau, ainsi que les directions régionales).

5.2 – Les ressources financières

Augmentation des dépenses de 9,7 % en 2000-2001

Les dépenses de la Direction générale des services correctionnels ont connu des baisses successives de 1995-1996 à 1997-1998 pour atteindre 158,4 millions $, avant de remonter à 163,2 millions $ en 1999-2000. En 2000-2001, le montant total des dépenses a de nouveau augmenté pour atteindre 179,1 millions, soit une hausse de 9,7 %, la plus forte en trois ans. Soulignons toutefois que cette somme ne comprend pas les dépenses de loyers, de télécommunications, d'aménagement ainsi que les dépenses de capital qui sont centralisées à celles du Ministère depuis 1999-2000. Bon an, mal an, ces dépenses s'élevaient à un peu plus de 60 millions $ par année.

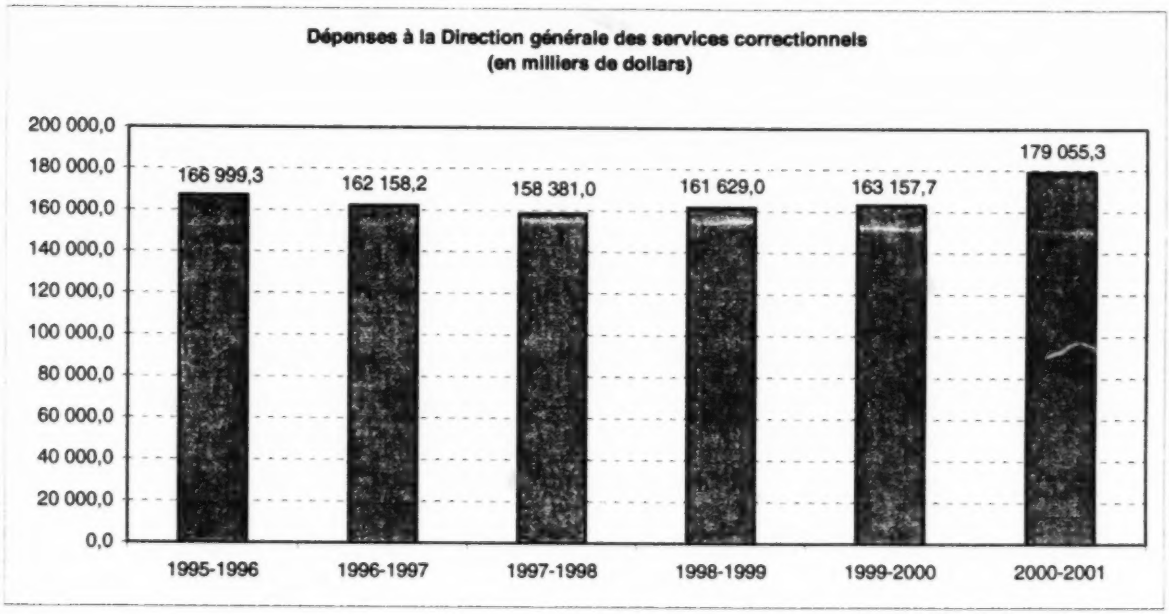
Le coût moyen pour une journée lié aux diverses activités de la DGSC augmente

Le coût moyen d'une journée dans un établissement de détention augmente de 3,8 %, passant de 156 $ à 162 $. Après la hausse enregistrée en 1999-2000, la tarification des centres résidentiels communautaires, des foyers d'accueil, des ressources d'hébergement en santé mentale et les surveillances de peines discontinues sont restés stables en 2000-2001. Inversement, le coût journalier des ressources d'hébergement en toxicomanie a diminué de 9 %, et celui des centres d'hébergement communautaires de 4 cents, soit 0,08 %. Soulignons que le programme d'encadrement en milieu ouvert a été aboli et remplacé par le programme de suivi en milieu ouvert. Ce programme est financé sur une base annuelle, sous forme de contrats négociés à taux fixe pour un certain nombre de dossiers.

Tableau 5.2.1

Évolution des dépenses à la Direction générale des services correctionnels (en milliers de dollars)[1]

Année	$
1995-1996	166 999,3
1996-1997	162 158,2
1997-1998	158 381,0
1998-1999	161 629,0
1999-2000	163 157,7
2000-2001	179 055,3



[1] Les sommes indiquées excluent les loyers, les dépenses de télécommunications et d'aménagement ainsi que les dépenses en capital et les dépenses du sous-ministre associé qui sont centralisés au MSP depuis 1999-2000.

Tableau 5.2.2

Coût moyen d'une journée pour les activités offertes ou payées par la Direction générale des services correctionnels (en dollars)

Ressources	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Centre d'hébergement communautaire	35,32 $	37,56 $	42,39 $	48,66 $	50,69 $
Centre résidentiel communautaire	57,41 $	57,71 $	57,46 $	63,37 $	66,73 $
Établissement de détention [1]	149,00 $	155,00 $	149,00 $	156,00 $	160,00 $
Foyer d'accueil	23,08 $	23,08 $	23,08 $	26,09 $	29,23 $
Ressource d'hébergement en santé mentale	21,90 $	21,85 $	24,71 $	27,35 $	27,35 $
Ressource d'hébergement en toxicomanie	15,45 $	15,42 $	19,01 $	20,85 $	22,00 $
Surveillance de sentences intermittentes	14,71 $	14,71 $	14,71 $	14,71 $	14,71 $

1. Le coût du loyer est inclus dans le coût moyen d'une journée dans un établissement de détention.

LEXIQUE

Lexique

ABSENCE TEMPORAIRE
Permission accordée à une personne incarcérée dans un établissement de détention de sortir à l'extérieur, pour une période déterminée et à certaines conditions. Il y a trois types d'absence temporaire : celle qui favorise la réinsertion sociale, celle qui est accordée pour des raisons médicales et celle qui est accordée pour des raisons humanitaires.

ADMISSION
Procédure administrative visant à enregistrer une personne dans un établissement de détention en vertu d'un mandat d'incarcération, d'un renvoi sous garde ou d'autres procédés judiciaires qui permettent à un officier de la justice ou à un agent de la paix d'incarcérer une personne. Une personne dont le statut change ou qui est transférée dans un autre établissement de détention ne fait pas l'objet d'une nouvelle admission. Pour une peine de détention, il n'y a qu'une admission.

AGENT DE PROBATION
Professionnel chargé de produire des rapports d'évaluation psychosociale concernant des personnes contrevenantes, de surveiller les personnes sous ordonnance de probation ou de sursis, les personnes en libération conditionnelle, ainsi que de superviser l'exécution des travaux communautaires imposés dans le cadre d'une ordonnance de probation ou de sursis. L'ensemble du travail de l'agent de probation se fait en accord avec la démarche d'intervention *information, aide et conseil.*

AGENT DES SERVICES CORRECTIONNELS (ASC)
Personne travaillant dans les établissements de la Direction générale des services correctionnels, chargée de surveiller les personnes détenues et de leur apporter le soutien adéquat.

ALCOFREIN
Mesure imposée en vertu du *Code de la sécurité routière* aux conductrices et aux conducteurs qui ont été condamnés une première fois pour conduite avec capacité affaiblie. Cette mesure oblige la personne contrevenante à assister à une session d'information et de sensibilisation d'une durée de trois heures portant, notamment, sur les conséquences de l'alcool au volant, les effets de l'alcool et des autres substances intoxicantes sur la conduite d'un véhicule. Il s'agit d'une condition obligatoire pour recouvrer le permis de conduire. C'est une mesure éducative et de réhabilitation qui vise à responsabiliser l'individu et à prévenir la récidive. Les frais d'inscription sont de 150 $.

AMENDE
Sentence donnée par un tribunal entraînant une peine pécuniaire. À défaut de payer une amende, la personne contrevenante peut être détenue pour la période prévue par la sentence.

AMENDE PERÇUE
Somme d'argent, égale ou inférieure à la sentence d'amende, versée par une personne contrevenante ou un tiers (parent, ami ou autre) afin de réduire partiellement ou d'éliminer en totalité la période d'incarcération découlant du non-paiement de l'amende.

ANTÉCÉDENT CORRECTIONNEL
Condamnation antérieure au présent délit d'une personne contrevenante par un tribunal pénal.

CAPACITÉ DE SUPPORT
Nombre de places que l'établissement de détention possède et qui servent normalement à d'autres fins que la seule garde de la clientèle (par exemple, l'infirmerie).

CAPACITÉ NORMALE
Nombre de places que possède l'établissement de façon courante pour assumer la garde de la clientèle.

CAPACITÉ OCCASIONNELLE
Nombre de places supplémentaires que l'établissement est capable de fournir occasionnellement pour la garde de la clientèle.

CAPACITÉ TOTALE
Somme de la capacité normale, de la capacité de support et de la capacité occasionnelle.

CENTRE D'HÉBERGEMENT COMMUNAUTAIRE (CHC)
Établissement privé, sans but lucratif, offrant avec un encadrement minimal à certaines personnes contrevenantes confiées par la DGSC, le logement, la nourriture et certains services ou programmes d'activités susceptibles d'aider une personne dans sa démarche de réinsertion sociale.

CENTRE RÉSIDENTIEL COMMUNAUTAIRE (CRC)
Établissement privé, sans but lucratif, offrant, avec un encadrement soutenu à certaines personnes contrevenantes confiées par la DGSC, des services d'aide et de soutien sur les plans psychosocial, et socioculturel, le logement, la nourriture et certains services ou programmes d'activités susceptibles de les aider dans leur démarche de réinsertion sociale.

CHANGEMENT DE STATUT
Procédure administrative appliquée dans les établissements de détention pour prendre en compte toute modification dans la situation d'une personne incarcérée. Par exemple, une personne prévenue qui, à la suite d'un procès, est condamnée à une peine de détention, voit son statut changer de « personne prévenue » à « personne condamnée »; cette procédure permet de suivre l'évolution du dossier d'une personne incarcérée entre le moment de son admission et celui de sa libération.

COMPARUTION
Obligation pour une personne contrevenante de se présenter devant un magistrat (juge, commissaire aux incendies, coroner, etc.) à une date et à une heure précises, pour une étape de son procès.

CONDAMNATION
Décision prononcée par une autorité ayant pouvoir de juridiction et imposant à une personne contrevenante une peine en raison des actes qui lui sont imputés.

CONDAMNÉ
Voir *personne condamnée.*

CONTREVENANT
Voir *personne contrevenante.*

CQLC
Commission québécoise des libérations conditionnelles.

DACOR
Système informatique de la Direction générale des services correctionnels (**D**ossiers **A**dministratifs **COR**ectionnels).

DÉLIT
Infraction commise en vertu du *Code criminel*, des lois fédérales, des lois provinciales ou des règlements municipaux. Au sens large, action ou omission, définie par la loi pénale et entraînant une certaine peine.

DÉLIT ACCESSOIRE
Voir *délit secondaire.*

DÉLIT PRINCIPAL
Délit lié à une sentence globale en détention ou à une demande de services en milieu ouvert dont le code de gravité est le plus important.

DÉLIT SECONDAIRE
Délit lié à une sentence globale en détention ou à une demande de services en milieu ouvert dont l'indice de gravité est de moindre importance que le délit principal.

DESMO
Direction de l'évaluation et des services en milieu ouvert.

DÉTENU
Voir *personne incarcérée.*

DGSC
Direction générale des services correctionnels (aussi connue sous le nom de services correctionnels du Québec).

ENQUÊTE SOCIALE OU COMMUNAUTAIRE
Enquête menée par l'agente ou l'agent de probation sur la situation familiale et sociale d'une personne. Les résultats de cette enquête serviront notamment à la rédaction du rapport présentenciel (enquête sociale) ou du rapport prélibératoire (enquête communautaire) ou encore au transfert du contrevenant d'une autre province.

ÉVALUATION
L'un des grands secteurs d'activité du milieu ouvert. L'évaluation est constituée par l'ensemble des activités des agentes et agents de probation entourant la conception des rapports pour fournir de l'éclairage à la Cour (admissibilité aux travaux communautaires, enquête sociale, rapport régulier, rapport spécifique, rapport supplémentaire et les autres rapports à la Cour) ou à la Commission québécoisde des libérations conditionnelles (enquête communautaire, rapport connu, rapport d'étape et rapport régulier).

EXAMEN PSYCHIATRIQUE
Examen demandé afin de déterminer si une personne accusée, renvoyée pour observation, conformément aux dispositions du *Code criminel*, est apte ou inapte à subir un procès pour cause d'aliénation mentale ou si elle était aliénée au moment de l'infraction ou de l'acte criminel dont elle est accusée.

FOYER D'ACCUEIL
Individu ou famille offrant à certaines personnes contrevenantes adultes, confiées par la DGSC, logement, nourriture et certains services ou programmes d'activités susceptibles de les aider dans leur démarche de réinsertion sociale.

INFORMATION, AIDE ET CONSEIL (IAC)
Il s'agit d'une démarche d'intervention définie par l'organisation et qui vise à responsabiliser la personne contrevenante et à favoriser sa réinsertion sociale en lui apportant information, aide et conseil, et ce, en privilégiant le recours à des répondants sociaux significatifs.

INSCRIPTION
Procédure administrative visant à enregistrer l'arrivée d'une personne contrevenante dans un établissement de détention à la suite d'une admission ou d'un transfert. Pour une même peine de détention, il peut y avoir plusieurs inscriptions.

INTERVENTION
Un des grands secteurs d'activité du milieu ouvert. L'intervention correspond à l'ensemble des activités nécessitant une interaction entre l'agente ou l'agent de probation (ou une personne déléguée) et la personne contrevenante. Les activités propres au domaine de l'intervention sont : le cautionnement, la libération conditionnelle, la libération de jour, la probation avec surveillance, les sursis et les travaux communautaires.

LIBÉRATION
Mise en liberté d'une personne incarcérée.

LIBÉRATION CONDITIONNELLE
Mesure de mise en liberté permettant à une personne détenue de purger le reste de la peine d'incarcération dans la collectivité (libération anticipée avant l'expiration d'une peine) à certaines conditions déterminées par la Commission québécoise des libérations conditionnelles. Sont généralement admissibles à une libération conditionnelle les personnes condamnées à une peine d'emprisonnement de six mois ou plus et qui ont purgé le tiers de leur sentence.

MILIEU OUVERT
Le milieu ouvert est responsable de l'ensemble des activités relatives à l'éclairage à la Cour, à l'évaluation des personnes contrevenantes, à l'élaboration des plans d'intervention correctionnels et assure le suivi de l'application des mesures probatoires avec surveillance, de travaux communautaires, d'ordonnances de sursis, de libération conditionnelle ou d'autres dispositions pour faciliter la réinsertion sociale des personnes contrevenantes. C'est ce qu'on appelait anciennement *la Probation*.

MOTIFS D'ADMISSION
Motif indiquant les raisons pour lesquelles une personne est admise dans un établissement de détention et justifiant son incarcération.

ORDONNANCE DE PROBATION AVEC SURVEILLANCE
L'ordonnance de probation avec surveillance est une peine imposée à un contrevenant qui a été reconnu coupable d'une infraction. Cette peine est non carcérale, c'est-à-dire que le contrevenant, qui ne représente pas un danger pour la société, peut la purger en demeurant en liberté. Il s'agit toutefois d'une mesure punitive, car pour conserver sa liberté, le contrevenant doit respecter un certain nombre d'obligations qui lui sont imposées par le tribunal, dont celle de se présenter, à intervalles réguliers, à une agente ou un agent de probation.

ORDONNANCE DE SURSIS
La condamnation à l'emprisonnement avec sursis, communément appelé l'ordonnance de sursis, est une peine imposée en vertu du *Code criminel* qui fait en sorte qu'une personne ayant commis des infractions moins graves purgera sa peine d'emprisonnement au sein de la collectivité en étant assujettie à des contrôles stricts. Le juge condamne le contrevenant à l'emprisonnement, mais sursoit à l'exécution de cette peine tant et aussi longtemps qu'il respecte un certain nombre de conditions obligatoires et facultatives imposées par le tribunal.

ORGANISME DE RÉFÉRENCE (PROGRAMME DE TRAVAUX COMPENSATOIRES)
Organisme sans but lucratif sous contrat avec le ministère de la Sécurité publique qui a la responsabilité, sur un territoire donné, de constituer une banque d'organismes communautaires, de diriger toute personne admissible au programme travaux compensatoires vers un organisme communautaire, d'assurer le contrôle et le suivi de l'exécution des travaux compensatoires et d'en faire rapport au percepteur d'amendes.

PEINE
Sanction infligée à une personne contrevenante par le tribunal, à la suite d'un délit commis et pour lequel elle a été reconnue coupable.

PERSONNE ADMISE
Le terme « personne admise » dans le présent rapport a trait à l'admission d'une personne. Une personne peut être admise plus d'une fois au cours de la même année; ainsi elle comptera autant de fois comme personne admise qu'il y a eu d'admissions.

PERSONNE CONDAMNÉE
Le terme « personne condamnée » a de nouveau été précisé et désigne, dans le présent rapport, une personne qui a été condamnée à au moins une peine d'incarcération de nature provinciale, soit de moins de deux ans, et incarcérée dans un établissement du Québec. Une personne condamnée ne peut donc compter qu'une seule fois au cours d'une même année quel que soit le nombre de sentences impliquées. Nous avons révisé les compilations des années antérieures en fonction de cette modification.

PERSONNE CONTREVENANTE
Personne qui a contrevenu à une loi au *Code criminel* ou à d'autres lois fédérales, provinciales ou municipales. Toutefois, dans le chapitre 2 du présent rapport statistique, une personne contrevenante admise en détention ou confiée en milieu ouvert sera comptée autant de fois qu'elle aura été admise ou référée.

PERSONNE INCARCÉRÉE
Personne contrevenante inscrite dans un établissement de détention du Québec, soit comme prévenue ou comme condamnée.

PERSONNE PRÉVENUE
Personne incarcérée dans un établissement de détention du Québec, soit pour attendre l'issue de la poursuite judiciaire intentée contre elle, soit à la suite d'une demande d'assistance à l'administrateur, soit en attente d'un transfert vers un pénitencier ou pour toute autre raison qui fait qu'une personne ne peut être considérée comme une personne condamnée. C'est l'un des deux statuts possibles d'une personne incarcérée.

POPULATION INSCRITE
Ensemble des personnes contrevenantes inscrites dans les registres des établissements de détention. Cette population comprend toutes les personnes présentes, de même que les personnes à l'extérieur en absence temporaire mais exclut les personnes à l'extérieur sans absence temporaire (condamnées à une sentence discontinue par exemple).

POPULATION MOYENNE QUOTIDIENNE
Nombre moyen de personnes incarcérées présentes chaque jour dans un établissement de détention; cette population est établie à partir des présences à 23 h 59 dans les établissements de détention.

POPULATION PRÉSENTE
Ensemble des personnes contrevenantes présentes dans les établissements de détention; cette population comprend toutes les personnes présentes à 23 h 59 lors du relevé quotidien des personnes incarcérées.

POPULATION TOTALE
Ensemble de toutes les personnes contrevenantes sous la surveillance des établissements de détention du Québec. Cette population comprend les personnes présentes, les personnes à l'extérieur en absence temporaire et les personnes à l'extérieur sans absence temporaire.

PRÉVENU
Voir *personne prévenue.*

PROGRAMME D'ENCADREMENT EN MILIEU OUVERT (PEMO)
Les programmes d'encadrement en milieu ouvert sont destinés aux personnes incarcérées qui ont purgé le sixième de leur peine d'emprisonnement, qui répondent aux critères de l'absence temporaire et qui font preuve d'une bonne capacité d'évolution et de prise en charge. Ces programmes permettent aux personnes incarcérées d'amorcer leur réinsertion sociale avec l'aide et l'encadrement d'un intervenant ou d'une intervenante et dans certains cas, de se préparer à l'audience de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.

RAPPORT D'ADMISSIBILITÉ AUX TRAVAUX COMMUNAUTAIRES
Rapport rédigé à l'intention du tribunal et qui évalue, à partir de critères établis, l'admissibilité d'une personne contrevenante à l'ordonnance de travaux communautaires.

RAPPORT D'ÉTAPE
Il s'agit d'un rapport écrit, préparé par l'agente ou l'agent de probation, faisant état du cheminement de la personne libérée conditionnellement, des progrès réalisés et des problèmes vécus depuis la précédente audience, ainsi que sa recommandation. Ce rapport est produit pour l'audience d'étape que tient la Commission québécoise des libérations conditionnelles durant la période de libération conditionnelle avec surveillance intensive.

RAPPORT D'ÉVALUATION PRÉLIBÉRATOIRE CONNU
Document du même type que le rapport d'évaluation prélibératoire régulier, avec la particularité qu'il concerne une personne dont le dossier était ouvert au cours de la dernière année.

RAPPORT D'ÉVALUATION PRÉLIBÉRATOIRE RÉGULIER (REP régulier)
Ce rapport est préparé pour la commission québécoise des libérations conditionnelles. Il concerne une personne incarcérée et sert à étudier la pertinence de lui accorder une libération conditionnelle. Il s'agit d'une évaluation psychosociale de la personne contrevenante. Le REP régulier concerne une personne contrevenante inconnue ou dont le dossier est fermé depuis plus d'un an.

RAPPORT PRÉSENTENCIEL
Le rapport présentenciel est un document préparé à la demande du juge par un agent ou une agente de probation. Il contient des renseignements pertinents sur le contrevenant et sur les circonstances entourant l'infraction pour laquelle il a été reconnu coupable. Ce rapport permet au juge, avant de prononcer la sentence, d'obtenir un ensemble de renseignements qui lui seront utiles pour déterminer la peine qui convient le mieux au contrevenant.

RAPPORT RÉGULIER (ÉVALUATION À LA COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES)
Voir *rapport d'évaluation prélibératoire régulier.*

RAPPORT RÉGULIER (ÉVALUATION À LA COUR)
Voir *rapport présentenciel.*

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE (ÉVALUTION À LA COUR)
Le rapport supplémentaire est produit lorsque la Cour désire des renseignements et des explications sur une dimension d'une évaluation présentencielle produite au cours des douze derniers mois.

RÉCIDIVE
État d'une personne qui, ayant fait l'objet d'une condamnation pour une infraction antérieure, commet une nouvelle infraction.

RESSOURCE SPÉCIALISÉE
Organisme du réseau de la santé et des services sociaux fournissant des services spécialisés (particulièrement en santé mentale et en toxicomanie) à la Direction générale des services correctionnels.

SCQ
Voir *DGSC.*

SENTENCE
L'ensemble des peines prononcées par le tribunal et qui seront administrées par la DGSC comme une sentence globale en tenant compte du caractère consécutif ou concurrent de chaque peine.

STATUT
Situation d'une personne contrevenante en détention indiquant si la personne a été classée comme condamnée ou prévenue.

SURVEILLANCE DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE
Les agentes et les agents de probation ont la tâche de surveiller les personnes en libération conditionnelle. Leur rôle est d'effectuer le suivi de la libération en s'assurant du respect des conditions imposées, du maintien de la sécurité publique, tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne contrevenante en lui donnant de l'information, de l'aide et des conseils.

SURVEILLANCE DE LIBÉRATION DE JOUR
Encadrement et information, aide et conseils fournis par l'agente ou l'agent de probation à la personne contrevenante alors qu'elle bénéficie d'une libération conditionnelle de jour. Cette dernière correspond à un régime de semi-liberté à l'intérieur duquel la personne contrevenante réintègre habituellement un établissement de détention ou un CRC chaque soir, à moins d'une autorisation écrite contraire. Ce régime de libération conditionnelle vise à préparer la personne contrevenante à la libération conditionnelle complète.

SURVEILLANCE DE PROBATION

L'agent ou l'agente de probation explique à la personne contrevenante la nature de l'ordonnance de probation avec surveillance, il l'informe des obligations qui y sont rattachées et de ses droits au regard de cette ordonnance. Il est également disponible pour l'aider, l'informer, la conseiller et l'appuyer dans ses démarches en vue de sa réinsertion sociale. De plus, l'agent ou l'agente de probation est responsable de l'application juridique de l'ordonnance de probation. S'il y a manquement à une obligation ou si le contrevenant commet une nouvelle infraction, l'agent de probation en informe le substitut du Procureur général.

SURVEILLANCE DE SURSIS

L'agent de surveillance assure la gestion de l'ordonnance et vérifie si le contrevenant respecte les conditions imposées. Il élabore un plan d'intervention personnalisé précisant le type et le niveau des mesures d'encadrement et d'accompagnement dont le contrevenant bénéficie, afin de prévenir la récidive et de favoriser la réinsertion sociale. Il suscite et appuie la participation d'intervenants de la communauté susceptibles de contribuer à la réinsertion du contrevenant dans son milieu. Il peut demander au tribunal de modifier les conditions facultatives de l'ordonnance, s'il estime que l'évolution des circonstances le justifie. Toutefois, s'il y a manquement aux conditions, l'agent de surveillance rédige, à l'intention du tribunal, un rapport écrit et collabore aux procédures judiciaires.

SURVEILLANCE EN CAUTIONNEMENT

C'est l'encadrement fourni par l'agente ou l'agent de probation, à la demande du tribunal, à une personne faisant l'objet d'une poursuite criminelle lorsqu'elle bénéficie d'une mise en liberté provisoire. Ce service vise à s'assurer du respect des conditions fixées par le tribunal et à fournir l'assistance appropriée à la personne accusée, à sa demande.

TAUX D'INCARCÉRATION

C'est le rapport du nombre de personnes détenues sur un territoire, au nombre total de personnes vivant sur ce territoire.

TRANSFERT

Désigne le déplacement d'une personne (en détention) ou d'une personne (en milieu ouvert) sous la responsabilité de la Direction générale des services correctionnels, d'un établissement de détention à un autre ou d'un point de service à un autre, pour faciliter la prestation de services de la DGSC.

TRAVAUX COMMUNAUTAIRES

Condition facultative imposée par le tribunal dans le cadre d'une ordonnance de probation ou une ordonnance de sursis. Elle oblige le contrevenant à effectuer des travaux non rémunérés pour le compte d'un organisme communautaire sans but lucratif. Ces travaux sont exécutés sous la supervision d'un agent de probation.

TRAVAUX COMPENSATOIRES

Le programme de travaux compensatoires est une mesure alternative à l'incarcération, qui s'adresse aux personnes démunies financièrement et incapables d'acquitter leur amende pour une infraction à une loi ou un règlement provincial ou municipal. Ce sont des heures de travail non rémunérées qu'un citoyen accepte volontairement d'exécuter au profit d'un organisme sans but lucratif. Ce programme est en vigueur depuis le 1er avril 1983.

Sécurité publique
Québec

02-705